



NOHALTEGKEETSROT

Rapport d'activités 2019¹

*Ses missions
Son fonctionnement
Ses membres*

*Organisation des Travaux
Réunions*

*Réflexions et échanges de vues
Prises de position et Avis
Conférence
Activités au niveau européen*

Annexes :

- *Avis relatif au projet de plan national pour un développement durable*
- *Sustainable, Responsible and Impact Investing Capability of Luxembourg Banks, report*
- *Sustainable, Responsible and Impact Investing Capability of Luxembourg Banks, executive summary Smart taxation*
- *Presentation: Taxation, enabler for an inclusive circular economy*
- *Statuts de l'asbl « Initiative fir Nohaltegkeet »*

Pour plus d'informations :

www.csdd.lu

www.aktioun-nohaltegkeet.lu

¹ Le 20 septembre 2020, les membres sortants du Conseil supérieur pour le développement durable ont approuvé le présent rapport en exécution de l'article 4 point 5 de la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable.

Ses missions

Les missions du Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD) sont définies par l'article 4 de la loi du 25 juin 2004. Selon ce dernier, le Conseil supérieur agira en tant que forum de discussion sur le développement durable. Il proposera des recherches et études dans tous les domaines ayant trait au développement durable. Il établira des liens avec les comités comparables des pays membres de l'Union Européenne. D'autre part, il suscitera la participation la plus large des organismes publics et privés ainsi que celle des citoyens à la réalisation de ces objectifs. Enfin, il émettra des avis sur toutes mesures relatives à la politique nationale de développement durable prises ou envisagées par le Gouvernement, notamment sur le plan national pour un développement durable et sur l'exécution des engagements internationaux du Luxembourg.

Le CSDD remplit les missions visées ci-dessus de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement.

Son fonctionnement

Le Conseil supérieur pour le développement durable se réunit en moyenne toutes les six semaines en assemblée plénière. En vue de mieux remplir ses missions, le CSDD a décidé d'organiser ses travaux dans le cadre de groupes de travail.

Le CSDD s'est doté d'un bureau, constitué du président et des deux vice-présidents, chargé de représenter le Conseil supérieur dans le public. Le secrétariat du CSDD est assuré par des fonctionnaires du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Ses membres

Le CSDD est composé de 15 personnalités issues des divers secteurs de la société luxembourgeoise choisies en référence de leurs connaissances, de leur compétence et de leur engagement dans la société. (art.1 du règlement grand-ducal du 14 juillet 2005)

Ces personnalités ne sont donc pas membres du CSDD en tant que représentants d'une organisation ou association, mais en tant que personne privée et doivent agir en toute indépendance. Il n'y a pas de membre avec un mandat politique national.

La composition est la suivante :

Monsieur Francis Schartz, président

Monsieur Jean Lamesch, vice-président

Monsieur Raymond Schadeck, vice-président

Monsieur Edgar Arendt

Monsieur Marc Eicher

Monsieur Robert Garcia



Madame Ariane König
Madame Marieke Kremers
Madame Claudine Lorang
Madame Hedda Pahlson-Moller
Monsieur Romain Poulles
Monsieur Norry Schneider
Monsieur Jean Stoll
Madame Christianne Wickler

Organisation des travaux

Le Conseil supérieur pour le développement durable se dote d'un bureau, constitué du président et des deux vice-présidents, chargé de représenter le Conseil supérieur dans le public. Le secrétariat est assuré par des fonctionnaires du ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable.

En vue de mieux remplir ses missions, le Conseil supérieur pour le développement durable a institué pour l'année 2019 des groupes de travail.

Les groupes de travail mis en place pour les travaux au cours de l'année 2019 :

- Le groupe de travail « avis PNDD », avec les membres suivants : M. Edgard Arendt, Mmes Ariane König, Claudine Lorang, MM Francis Scharz (rapporteur), Romain Poulles, Norry Schneider.
- Le groupe de travail « inventaire des actions/initiatives développement durable », avec les membres : Mme Ariane König (rapporteuse), MM Norry Schneider, Claudine Lorang.
- Le groupe de travail « Finances durables » : Mme Claudine Lorang, M. Raymond Schadeck, Mme Hedda Pahlson-Moller (rapporteuse), M. Francis Scharz.
- Le groupe de travail « économie circulaire » : M. Romain Poulles (rapporteur), secrétariat.

L'organisation des réunions des groupes de travail se fait en fonction des besoins du groupe de travail.

Réunions

Au cours des années 2019, le Conseil supérieur pour le développement durable s'est réuni en plénières aux dates suivantes :

- 19 janvier 2019
- 8 mars 2019
- 18 juin 2019



- 17 juillet 2019
- 12 septembre 2019
- 28 octobre 2019

Le mandat de membres du Conseil suite de la nomination par la Conseil de Gouvernement date d'octobre 2012. Selon le règlement grand-ducal relatif Les membres suivants ne poursuivent plus leur mandat :

- Monsieur Francis Scharz, président
- Monsieur Jean Lamesch, vice-président
- Monsieur Raymond Schadeck, vice-président
- Monsieur Edgar Arendt
- Monsieur Marc Eicher
- Monsieur Robert Garcia
- Madame Ariane König
- Madame Marieke Kremers
- Monsieur Jean Stoll

Les travaux du Conseil ont ainsi été suspendus conclus fin octobre 2019 en vue de la nomination de nouveaux membres par le Conseil de Gouvernement.

Réflexions et échanges de vues

Les réflexions sur son positionnement, le Conseil a retenu les constats suivants:

- les avis du Conseil ne sont pas suffisamment considérés,
- le Conseil est perçu comme représentant essentiellement le secteur écologique, dont les missions ne sont pas bien définies,
- le Conseil souhaiterait avoir plus de reconnaissance,
- il souhaiterait une adhésion au ministère d'Etat avec une position comparable au Conseil économique et social,
- la question quant au statut du Conseil a été évoquée (établissement public indépendant ...).

Entrevue avec la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable

Le bureau du Conseil a échangé e.a. sur ces propositions avec la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable et a notamment évoqué la possibilité que les membres du Conseil puissent bénéficier d'un jour de congé par semaine pour assurer leur mandat. La modification de la loi relative à la coordination de la politique de développement durable a également été discutée, notamment en vue de souligner la principale mission du Conseil (en tant que think-tank), à savoir l'élaboration d'avis et d'enlever en premier place la référence du Conseil en tant que forum de discussion.



Entrevue avec le Premier Ministre et la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable

Le Conseil s'est adressé au Premier Ministre avec une demande d'entrevue. Lors de cette entrevue, le Premier Ministre a proposé que le Conseil soit reçu deux par ans au Conseil de Gouvernement, comme cela est le cas pour des administrations telles que l'ADEM, l'Administration des Contributions Directes ou l'Administration des Douanes et Accises. Le Premier Ministre a également offert que les avis du Conseil puissent être intégrés dans le processus législatif.

La demande d'un renforcement du Conseil en ressources financières et humaines a été déléguée à la ministre qui a rassuré les représentants du Conseil qu'elle donnerait suite à cette requête dans la mesure du possible.

Le Premier Ministre a également salué la proposition émanant du Conseil de lui faire parvenir un avis (One-pager) trimestriellement et notamment en amont de l'Etat de la Nation.

ASTM

Le conseil a reçu des Dietmar Mirkes et Antonyia Argirova en tant que représentants de l'organisation ASTM, pour discuter l'initiative pour un devoir de vigilance au Luxembourg, qui s'inspire d'une législation existante déjà en France. Cette initiative exige le respect des droits de toutes les personnes touchées par les activités d'entreprises. ASTM demande à ce qu'au Luxembourg une telle loi soit également votée et demande le soutien du CSDD.

ClientEarth

Lors d'un échange de vues avec Amy Rose, la présidente de ClientEarth Luxembourg, les objectifs de cette organisation abordant les défis environnementaux par différents instruments : lois, politique et science, ainsi qu'une éventuelle collaboration ont fait sujet d'une discussion. Au Luxembourg, les thèmes sur lesquels cette organisation travaille sont essentiellement la qualité de l'air, les finances en relation avec le changement climatique, la transition énergétique et REACH.

Ex'Tax

Suite au séminaire organisé en date du 11 septembre, le Conseil a reçu des représentants d'ExTax pour une présentation suivie d'une discussion sur le potentiel de l'une réforme fiscale en tant que facilitateur de l'économie circulaire et des ODD de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Prises de position et avis

Avis relatif au projet de plan national pour un développement durable

Tel que retenu dans la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale pour un développement durable, le Conseil a adopté son avis relatif au projet de plan national pour un développement durable (PNDD) lors de sa réunion plénière du 29 avril 2019.



Les membres du « Nohaltegkeetsrot » se sont répartis les différents champs d'action du PNND en fonction de leurs domaines de spécialisation respectifs, les ressources à leur disposition étant limitées. Certains champs d'action n'ont pas été couverts spécifiquement mais ont été cependant inclus dans une analyse plus générale. De ces différentes analyses et discussions ressortent essentiellement les points suivants :

- Une nouvelle méthode à saluer
- Manque d'ambition et d'objectifs chiffrés
- Une gouvernance insuffisante pour une mise en œuvre à la hauteur des défis
- Pour une approche transversale visant et impliquant tous les secteurs
- Des lois plus cohérentes et plus ciblées, plus claires pour le citoyen
- L'agriculture, un secteur à révolutionner
- Être plus ferme sur l'écart de rémunération entre les sexes
- Être efficace dans notre lutte contre la pauvreté au Luxembourg comme dans notre aide au développement

Inventaire d'actions et d'initiatives en faveur du développement durable « Knowledge Center for Sustainability »

Les travaux en vue du lancement d'une plateforme en tant que « knowledge center for sustainability » se sont poursuivis en collaboration étroite avec l'Université du Luxembourg et les organisations partenaires que sont le Script du Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, du Cercle de Coopération, de l'INDR, d'IMS, SuperdrecksKesch et de Cell et de Myenergy.

Cette plateforme est issue des travaux du groupe de travail « Inventaire » et du site www.mengaktioun.lu, ainsi que du développement de la plateforme et d'un logiciel spécifique par l'Université du Luxembourg. L'objectif principal du projet « inventaire » mis en place par le CSDD est de réaliser un relevé de ces actions contribuant à un développement durable au Luxembourg, afin de répertorier et de classer les bonnes pratiques, afin de permettre non seulement des échanges, mais également de créer des partenariats.

Cette plateforme sous www.aktioun-nohaltegkeet.lu est organisée de manière décentralisée et par conséquent est soumise à un contrôle de qualité décentralisé, puisque chaque organisation partenaire est responsable de ses entrées.

Après une présentation et une discussion avec les organisations partenaires, le lancement de la plateforme www.aktioun-nohaltegkeet.lu a eu lieu le 19 septembre 2019 dans le cadre d'une conférence de presse en présence de tous les partenaires et de la Ministre de l'environnement, du climat et du développement durable.

Finances durables

En septembre 2018, le Conseil a adressé une lettre à l'attention des ministres des Finances et de l'Environnement, ainsi qu'au Premier Ministre et au Vice-Premier Ministre



pour souligner que la place financière ne dispose pas d'une offre à l'attention des clients privés voulant faire des investissements à impact positif et leur communiquer les inquiétudes du Conseil quant à l'écart entre la présentation du Luxembourg comme centre de finances durables et les réalités du terrain, ainsi que les risques de réputation qu'encourt le Luxembourg

Suite à cette lettre et dans le contexte de la demande des ministres des Finances et de l'Environnement de participer à la mise en œuvre de la « Luxembourg Sustainable Finance Roadmap », le Conseil a commandité une étude sur les disponibilités sur la place financière luxembourgeoise d'investissement à impact positif à disposition de clients privés

Cette étude et les conclusions du Conseil ont été communiquées aux ministres compétents.

Alimentation et agriculture

Lors de discussions en séances plénières, il y a unanimité quant au fait que le Conseil devrait contribuer à l'élaboration d'une vision pour une agriculture durable au Luxembourg, il a cependant été constaté qu'il n'y a pas consensus sur la signification du concept pour le Luxembourg. L'élaboration d'une position commune au sujet du concept d'une agriculture durable pour le Luxembourg serait à mettre à l'ordre du jour des prochains travaux, notamment en vue de soutenir et accompagner la création du Food Policy Council par la co-organisation d'une conférence en 2020.

Création d'INFINO (Initiative fir Nohaltegkeet)

La plénière ayant retenu la décision de créer une association sans but lucratif (asbl) fin 2018, l'Assemblée constituante a lieu le 6 juin.

Le principal objet est la promotion du développement durable du Grand-Duché Luxembourg, notamment en soutenant les activités, projets et les recherches initiés par le Conseil Supérieur pour un développement durable (« Nohaltegkeetsrot ») et en prenant des initiatives propres en concordance avec le Plan National de Développement durable en vigueur.

Dans cette constellation, le Conseil remplit prioritairement sa mission de « think tank », tandis que l'asbl « Initiative fir Nohaltegkeet » (Infino) aura des missions plus opératives.

L'assemblée constituante a eu lieu le 6 juin. Infino est ouverte à toute personne physique et morale sous condition de respecter les statuts (en annexe).

Empreinte écologique du Luxembourg et handprint

Lors de la réunion plénière du 18 juin 2019, il a été retenu que l'empreinte écologique du Luxembourg sera mise à jour, avec une élaboration en parallèle du « handprint », à savoir une évaluation des impacts positifs existants au Luxembourg.

Une offre a été demandée à IBLA dans le but de mettre à jour l'empreinte écologique dans les meilleurs délais.

Il est proposé d'avancer sur ces travaux en vue de présenter un rapport sur l'empreinte écologique du Luxembourg pour la mi-février 2020 dans le cadre de l'overshot-day pour le



Luxembourg (fin de la disponibilité des ressources naturelles pour le Luxembourg si tous les pays sur terre consommeraient de la même manière que le Luxembourg).

Processus de co-travail « Economie circulaire »

Le Conseil a organisé deux ateliers de travail (novembre et décembre 2019) dans le cadre d'un processus de co-travail sur la définition et les grands principes partagés d'une économie circulaire pour le Luxembourg. Les participants à ces ateliers de travail ont été des représentants d'instituts de recherche, du secteur privé et des administrations publiques.

Le programme gouvernemental reprend le thème de l'économie circulaire à 39 reprises dans 12 chapitres. Les secteurs aussi divers que l'agriculture, l'immobilier ou les finances devront implémenter dans le futur les notions et principes de l'économie circulaire. La transformation de l'économie linéaire vers une économie circulaire sera une contribution essentielle pour mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 au Luxembourg.

L'objectif est de disposer d'une définition commune et d'établir des principes autour desquels s'orientent la mise en œuvre de la définition de l'économie circulaire au Luxembourg.

Conférence

Fiscalité intelligente: catalyseur d'une économie circulaire inclusive

Le 11 septembre le Conseil ensemble avec l'asbl Infino a invité à un séminaire avec Femke Groothuis d'Ex'Tax (www.ex-tax.com), au cours duquel seront présentés les résultats de plusieurs études sur le potentiel de la réforme fiscale en tant que facilitateur de l'économie circulaire et des ODD de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Les participants ont été initiés aux outils développés par Ex'tax pour analyser la conception et les impacts des instruments fiscaux qui déplacent la charge fiscale du travail vers l'utilisation des ressources naturelles (comme l'eau, les combustibles fossiles et les émissions de carbone).

Activités au niveau européen

Le Conseil supérieur pour un développement durable est membre de l' « European Environment and Sustainable Development Advisory Councils » (EEAC).

EEAC est un réseau d'organismes consultatifs constitués par des gouvernements nationaux ou régionaux. Les membres de l'EEAC ont en commun de soumettre à leurs gouvernements respectifs et aux parlements des avis en lien avec l'environnement et au développement durable.

Quatorze organismes consultatifs de onze pays et régions d'Europe sont membres du réseau EEAC. Avec des représentants du milieu universitaire, de la société civile, du secteur privé et des organismes publics, le réseau EEAC rassemble des experts disposant



de grandes expérience et d'importantes compétences produisant des conseils indépendants.

Le Conseil a été représenté par son président M. Francis Schartz et Mme Claudine Lorang à la [Conférence annuelle](#) en septembre 2019 à Lisbonne.

[Projet Benelux sur le transport ferroviaire](#)

Le Conseil fédéral de développement durable belge et le Conseil pour l'Environnement et les Infrastructures des Pays-Bas ont invité le Conseil à participer à une initiative dans le cadre de l'EEAC en vue de l'organisation commune d'une conférence sur les transports ferroviaires au niveau régional. Cette conférence a eu lieu le 25 novembre 2019. Claudine Lorang a représenté le Conseil à cette conférence et y a présenté les défis spécifiques du Luxembourg concernant les transports ferroviaires.





NOHALTEGKEETSROT

Avis du « Nohaltegkeetsrot » relatif au projet de 3^e Plan National pour un Développement Durable

Pour générer cet avis, les membres du « Nohaltegkeetsrot » se sont répartis les différents champs d'action du PNND en fonction de leurs domaines de spécialisation respectifs, les ressources à leur disposition étant limitées. Certains champs d'action n'ont pas été couverts spécifiquement mais ont été cependant inclus dans une analyse plus générale. De ces différentes analyses et discussions ressortent essentiellement les points suivants, le détail des différentes contributions étant repris intégralement ensuite. L'avis du « Nohaltegkeetsrot » a été adopté en réunion plénière du 29 avril 2019.

Résumé

1. Une nouvelle méthode à saluer

Grâce à un processus original de co-travail, la société civile a pu prendre part à la réflexion sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et faire un apport précieux pour aider à définir les champs d'action prioritaires du PNDD. Il était aussi important d'impliquer les entreprises dans le processus mais il aurait fallu intégrer leur contribution ainsi que celle de l'INDR dans le rapport final. Maintenant, il est primordial d'accompagner les communes dans leurs efforts pour mettre en œuvre la politique de développement durable du gouvernement.

2. Manque d'ambition et d'objectifs chiffrés

La vision à long terme du PNDD manque d'ambition et les défis à l'horizon 2030 devraient comporter des objectifs précis et des engagements formels, notamment en ce qui concerne l'économie circulaire, les déchets, l'eau, la dégradation de l'environnement, l'adaptation au changement climatique, en partant des chiffres actuels. Trop souvent, les mesures énoncées sont une agrégation d'études ou de plans sans mise en évidence d'actions concrètes.

3. Une gouvernance insuffisante pour une mise en œuvre à la hauteur des défis

Le lien avec l'Agenda 2030 est un point fort du PNDD. Sa mise en œuvre nécessite un calendrier chiffré et ambitieux, avec des responsabilités clairement réparties. Quand et par qui ce travail sera-t-il fait ? Qui aura la compétence et la légitimité pour obliger tous les acteurs (publics étatiques et communaux, secteur privé, société civile, citoyens etc.) à suivre l'agenda 2030 de manière immédiate et soutenue ? Et les objectifs du PNDD vont-ils compléter le programme gouvernemental dans les points que celui-ci n'a pas abordés ?

4. Pour une approche transversale visant et impliquant tous les secteurs

L'approche transversale devrait être le principe même du PNDD. Par exemple, pour mettre en place une économie circulaire (champ d'action 3) qui transforme toute l'économie, il ne faut pas seulement se focaliser sur le secteur du bâtiment. De même la consommation énergétique des bâtiments résidentiels est au cœur du champ d'action 8, mais les secteurs coresponsables du changement climatique (agriculture, industrie, transport) n'y sont pas traités.

5. Des lois plus cohérentes et plus ciblées, plus claires pour le citoyen

Plus le sens d'une loi est perceptible, plus grande sera l'empressement des citoyens d'y adhérer. Par exemple dans le champ d'action 7, même si des contradictions majeures ont été éliminées avec l'adoption de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles, nombre de dispositions concernant un même sujet sont éparpillées dans plusieurs textes différents. Il faut profiter des futures modifications de lois pour améliorer leur cohérence pour assurer une compréhension intuitive des dispositions importantes.

6. L'agriculture, un secteur à révolutionner

Les orientations futures de l'agriculture luxembourgeoise doivent être traitées au niveau gouvernemental non seulement en relation avec la protection du climat mais également en liaison avec la protection de l'eau, des sols, de la biodiversité, de l'environnement naturel et humain et de la santé publique. Il faut convaincre les 96% d'agriculteurs non biologiques du Luxembourg de changer leurs méthodes de production traditionnelles, extrêmement destructrices. Cela nécessite un changement fondamental de la politique agricole, de ses objectifs généraux. Et les méthodes de production conventionnelles doivent être évaluées et taxées selon le principe du « pollueur-payeur ».

7. Être plus ferme sur l'écart de rémunération entre les sexes

Selon le STATEC, on constate toujours un écart de salaire de 15,5% en défaveur des travailleurs de sexe féminin. Pour éliminer cette injustice, il ne suffit pas de miser sur l'incitation et faire appel à la bonne volonté des employeurs (comme le PNND le propose dans le champ d'action 1 avec un logiciel d'évaluation mis à leur disposition), mais il faut enfin appliquer avec rigueur les dispositions légales existantes. L'obligation de garantir l'égalité salariale entre hommes et femmes existe depuis près de 60 ans dans l'UE.

8. Être efficace dans notre lutte contre la pauvreté au Luxembourg comme dans notre aide au développement

La politique de coopération luxembourgeoise est reconnue comme généreuse et performante, d'ailleurs mise en œuvre sur le terrain par la société civile. L'un des grands défis du nouveau gouvernement sera de remédier aussi à la pauvreté au Luxembourg dont le risque s'accroît inexorablement.

Avis du « *Nohaltegkeetsrot* » relatif au projet de 3^e Plan National pour un Développement Durable

1. Appréciation générale du et du processus

Le troisième Plan National pour un document Développement Durable, par sa structure et sa présentation, incite à la lecture et facilite la compréhension. Les différents chapitres regroupent de façon logique les étapes de la stratégie, définissent les acteurs et les parties prenantes et présentent une méthode d'évaluation astucieuse.

Le processus de co-travail, qui a fourni un apport considérable à la définition des champs d'action prioritaires, est sans doute une réponse à la critique que le « *Nohaltegkeetsrot* » avait formulée sur la méthode adoptée pour le précédent PNDD. Dans ce contexte, nous nous rallions à la lettre de l'INDR qui demande que sa contribution soit mentionnée dans la version finale du PNDD. En effet, les efforts et engagements d'un nombre croissant d'entreprises constitue un développement encourageant et montre que celles-ci deviennent de plus en plus conscientes du rôle important qu'elles ont à jouer dans l'implémentation d'une politique de durabilité.

Les communes sont également des acteurs clés qui jouent un rôle primordial dans la mise en œuvre du Plan National pour un Développement Durable. A ce titre, le « *Nohaltegkeetsrot* » salue que le chapitre « Mise en œuvre - bonne gouvernance et instruments d'appui au développement durable » ait pris en compte le niveau local et régional. Il tient à souligner qu'il est primordial d'accompagner les communes dans leurs efforts et de leur donner un cadre qui leur permettra d'agir en vue de consolider la politique de développement durable du gouvernement. Le succès du Pacte Climat témoigne de l'importance d'une politique de soutien et d'encadrement efficace.

De même, il est extrêmement important que le gouvernement reconnaisse et soutienne les actions des institutions, organismes et associations privées, surtout les associations de jeunes, qui jouent un rôle non négligeable dans le domaine de l'éducation non formelle. Mais, en énumérant un certain nombre de ces associations, le PNDD risque d'en oublier d'autres, non moins importantes, comme par exemple les Centres d'Ecologie (notamment celui de Hollenfels) ou encore les fédérations de scoutisme.

Les annexes livrent des précisions judicieuses aussi bien quant aux travaux préliminaires ayant conduit au présent plan qu'aux instruments de sa mise en œuvre. Les tableaux des indicateurs et celui des actions prioritaires gouvernementales ajoutent encore à la lisibilité du PNDD et

représentent un outil de travail efficace non seulement pour les décideurs politiques mais également pour les institutions ayant dans leur mission de conseiller le gouvernement ou de contrôler ses actions, ce qui est le cas de la Chambre de députés.

Un des points forts du présent plan est la mise en relation directe qu'il opère entre ses 10 champs d'action et les engagements pris par le gouvernement luxembourgeois lorsqu'il a signé l'Agenda 2030 des Nations Unies en septembre 2015. S'il est clair que le PNDD a pour objet de décrire le développement durable du pays d'ici à 2030, le « *Nohaltegkeetsrot* » pense qu'il serait intéressant de faire un parallèle avec le programme gouvernemental et de relever les objectifs supplémentaires contenus dans le PNDD. En l'adoptant, le gouvernement entend-il compléter son programme et quelle sera alors la position de la Chambre de Députés ? Il faut en tout cas éviter que le PNDD ne serve de référence qu'aux seules actions du ministère du Développement durable et s'assurer qu'il guide les actions de tous les ministères. Les indicateurs prévus par le PNDD ainsi que le « *Nohaltegkeetscheck* » prévu (à nouveau) par l'actuel programme gouvernemental pourront à cet égard servir de moyen de contrôle.

Enfin, le « *Nohaltegkeetsrot* » tient à féliciter les auteurs du PNDD pour leur travail exemplaire et les remercie d'avoir pris en compte les recommandations et critiques formulées par le « *Nohaltegkeetsrot* » lors de son analyse du précédent PNDD.

2. Champs d'action prioritaire 1 « Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous » - égalité entre les sexes

Le « *Nohaltegkeetsrot* » se demande si les mesures énoncées dans le Plan national pour un développement durable sont vraiment appropriées pour atteindre le but ambitieux que poursuit l'ODD 5, à savoir réaliser (enfin) l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles, d'ici l'an 2030.

À cet endroit, il nous semble utile de faire un bref rappel historique du long et sinueux chemin de la lutte historique pour faire bénéficier tous les êtres humains - donc aussi la moitié de l'humanité que sont les femmes et les filles - des Droits universels solennellement déclarés en 1948 par les 58 États Membres qui constituaient alors l'Assemblée générale des Nations Unies. Deux ans après cette déclaration, le Conseil de l'Europe a insisté, à l'article 14 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, sur le fait que la jouissance des droits et libertés reconnus dans la Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe. Si la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme s'est limitée

à faire appel à la bonne volonté des Parties signataires sans prévoir d'autre sanction que l'opprobre des pairs, la Convention européenne réserve un droit de recours aux individus qui se sentent lésés dans un des droits qu'elle est appelée à leur garantir.

Bien qu'à l'origine les six États fondateurs de cette construction politique, qui s'est muée par la suite en l'Union européenne, n'eussent visé que la création d'un espace économique commun, le Traité instituant la Communauté économique européenne signé en 1957 jetait déjà les bases d'une politique sociale. Un des piliers de cette politique était l'article 119 qui disposait que chaque État membre doit assurer et maintenir l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins pour un même travail. La date limite pour la mise en œuvre de cette disposition était le 1er janvier 1962. Constatant qu'ils ne parviendraient pas à adapter leurs législations respectives dans le délai fixé, les États membres prirent, le 30 décembre 1961, la résolution de préciser le contenu matériel de l'égalité de rémunération et d'éradiquer, avant le 1er janvier 1965, toute discrimination directe et indirecte. Dans un arrêt subséquent, la Cour de justice des Communautés européennes a jugé néanmoins que cette résolution n'aurait pas pour effet de modifier la date limite fixée par l'article 119. Il est dès lors patent que depuis le 1er janvier 1962, le niveau salarial des travailleurs féminins aurait dû être adapté à celui de leurs collègues masculins.

Dans son arrêt du 23 avril 1975 (Affaire 43/75), la Cour européenne dit pour droit qu'étant donné que les États membres étaient obligés d'assurer la pleine application de l'article 119 dès le 1er janvier 1962, le principe selon lequel hommes et femmes ont droit à un salaire égal peut être invoqué lors d'un procès devant toute juridiction nationale.

L'obligation pour les États membres - et partant pour le Grand-Duché de Luxembourg - de garantir l'égalité salariale entre hommes et femmes existe donc depuis près de 60 ans. Cependant, selon le STATEC, on constate toujours un écart de 15,5% en défaveur des travailleurs de sexe féminin. Sur cette toile de fond, il est consternant de lire à la page 18 de l'avant-projet du PNDD que, pour rattraper cet énorme retard, le gouvernement semble vouloir s'en remettre à la mise à disposition d'un logiciel qui permet à toute entreprise soucieuse de garantir une égalité salariale d'approfondir la connaissance de sa structure salariale actuelle et d'identifier les causes d'un éventuel écart de rémunération. Le « *Nohaltegkeetsrot* » est d'avis que, pour éliminer cette injustice flagrante, il ne suffit pas de miser sur l'incitation et de faire appel à la bonne volonté des employeurs, mais qu'il faut enfin appliquer avec rigueur les dispositions légales existantes. En outre, il convient de lancer une vaste campagne d'information, tant à l'adresse de la population cible, à savoir les travailleurs féminins, que des avocats et des

magistrats pour les sensibiliser davantage à la cause. Comme l'ont montré tant d'exemples au niveau européen, un vrai changement de comportement dans ce domaine n'aura lieu que lorsque les concernées connaîtront parfaitement leurs droits et que ces droits leur seront assurés sans hésitation par les juridictions compétentes. De plus, l'avantage qu'un employeur tire de la rémunération des travailleurs féminins à un niveau inférieur à celui dont bénéficient les travailleurs masculins sera-t-il contrebalancé par le risque accru de devoir subir les conséquences d'une déferlante de recours en justice.

Au fil de sa jurisprudence, la Cour de justice des Communautés européennes a précisé les contours du terme "égalité de traitement". Dans le but d'accroître la sécurité juridique dans les États membres, le législateur communautaire a poursuivi l'harmonisation des législations nationales par le biais d'une série de directives. La Cour s'est notamment appuyée sur l'une d'entre elles - la directive 76/207/CEE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la formation professionnelles, et les conditions de travail - pour clarifier les notions de discrimination directe et de discrimination indirecte. Par discrimination indirecte, la directive entend la situation dans laquelle une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre désavantage particulièrement des personnes d'un sexe par rapport à des personnes de l'autre sexe, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soit objectivement justifié par un but légitime et que les moyens pour parvenir à ce but soient appropriés et nécessaires.

Si l'établissement de la preuve d'une discrimination directe ne pose généralement pas problème, la preuve d'une discrimination indirecte est souvent plus difficile à apporter par la personne lésée. La Cour de justice des Communautés européennes a affirmé en conséquence que l'aménagement des règles concernant la charge de la preuve s'impose dès qu'il existe une apparence de discrimination. Dans les cas où cette situation se vérifie, la mise en œuvre effective du principe de l'égalité de traitement requiert que la charge de la preuve revienne à la partie défenderesse.

Dans un souci de clarté, le Parlement européen et le Conseil ont rassemblé dans un seul texte les principales dispositions des différentes directives antérieures - qui ont été abrogées de ce fait - ainsi que certains éléments découlant de la jurisprudence de la Cour européenne. La nouvelle directive 2006/54/CE est entrée en vigueur le 15 août 2006 et les États membres ont dû adopter les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour la transposer

dans leur ordre juridique au plus tard le 15 août 2008. Par ailleurs ils ont été obligés de veiller à ce que, à cette date, les partenaires sociaux aient introduit ces dispositions par voie d'accord.

Les prescriptions communautaires sont entrées dans le droit luxembourgeois par le biais de la loi modifiée du 13 mai 2018 concernant l'égalité de traitement entre hommes et femmes ainsi que certaines modifications intervenues au niveau du Code du travail. Dans ces circonstances, il paraît étrange qu'en 2019, l'égalité de traitement entre hommes et femmes sur le marché de l'emploi figure encore parmi les objectifs à réaliser dans le contexte du Plan National pour un Développement Durable visant l'horizon 2030. Plus étrange encore paraît le fait que le gouvernement propose aux départements ministériels et administrations publiques et communales un programme de financement et de soutien qui leur permettra d'améliorer l'environnement de travail au niveau de l'égalité entre hommes et femmes. En effet, n'aurait-on pas été en droit de s'attendre à ce que, au moins en ce qui concerne les organes se trouvant sous son autorité, le gouvernement eût pris ou prît sans tarder les mesures contraignantes appropriées pour assurer l'égalité entre hommes et femmes ?

Le « *Nohaltegkeetsrot* » préconise dès lors qu'au moins l'efficacité des instruments proposés à la page 18 fasse l'objet d'un monitoring dans le cadre d'un échéancier précis. En outre, faudra-t-il prévoir des sanctions pour ceux des organes publics et celles des entreprises qui n'atteignent pas les résultats prescrits dans les délais impartis, respectivement, en ce qui concerne les entreprises, ne persistent pas dans la voie leur ayant permis d'obtenir l'agrément ministériel ainsi qu'un soutien financier.

Par ailleurs, sensiblement plus de femmes que d'hommes sont susceptibles d'opter pour un emploi à temps réduit, voire d'accepter une interruption de leur carrière professionnelle pour pouvoir se consacrer à l'éducation de leurs enfants, et risquent ainsi de subir des pertes au niveau de leur pension. Pour pallier une telle discrimination, le CSDD aimerait rappeler son avis « Vers un système d'assurance pension durable » d'octobre 2013 et notamment ses réflexions sur le partage obligatoire des droits à pension entre conjoints ou personnes unies dans le cadre d'un partenariat officiellement reconnu (splitting).

3. Champs d'action prioritaire 3 « Promouvoir une consommation et une production durables

Le « *Nohaltegkeetsrot* » est d'avis que mélanger les ODD 2, 12 et 14 n'a pas de sens, d'autant plus que la partie 3 est très focalisée sur le secteur de la construction. Si toutefois ce mélange

doit avoir lieu, il s'agit alors de séparer plus clairement les parties du chapitre 3 « Promouvoir une consommation et une production durables » pour en améliorer la lisibilité et la compréhension. Pour le CSDD, la vision à long terme manque d'ambition et les défis à l'horizon 2030 devraient être précisés. Le PNDD devrait reprendre des objectifs détaillés, mesurables et à la hauteur des défis. Par exemple, parmi les premiers objectifs à 2030 (et à long terme) figure de garantir à tous un accès à l'eau potable, à une bonne qualité de l'air, une alimentation saine et un logement décent à coût abordable. Des mesures concrètes pour atteindre ces objectifs doivent être établies. De manière générale, définir une cible réaliste pour 2030 voire 2050 nécessite de se baser sur les chiffres actuels, qui font en grande partie défaut, et de faire des projections (population, emplois, etc.).

Dans une logique dans laquelle l'économie circulaire doit devenir le secteur phare de l'économie (comme l'ambitionne le PNDD), il y a lieu d'augmenter les actions et objectifs permettant sa mise en place et d'insister davantage sur le fait que traiter ou transformer des déchets fait partie de l'économie linéaire actuelle. Si l'économie de recyclage tend à éliminer les déchets, l'économie circulaire tend à éliminer la notion même de déchet. Elle correspond donc à un changement de paradigme qui doit être traité comme tel.

Le « *Nohaltegekeetsrot* » tient à souligner que le fait que l'économie circulaire soit décrite dans le PNDD comme un secteur phare de notre économie et de notre quotidien à long terme est extrêmement positif. Ce modèle y est décrit comme un changement de paradigme avec la nécessité d'en faire un axe transversal. Cependant, l'économie circulaire est un modèle complet qui impacte et transforme toute l'économie. S'il y a des bonnes raisons de focaliser dans un premier temps sur le secteur du bâtiment, il faut dès à présent commencer à impliquer l'ensemble des acteurs économiques (place financière, logistique, production industrielle, PME, commerce, etc.) dans ce changement de paradigme. Sans une prise de conscience et des actions collectives, la transformation du modèle ne sera pas possible. Dans ce contexte, le rôle du secteur financier dans la transformation vers un modèle circulaire, régénératif est primordial et le Luxembourg à travers son secteur financier performant peut jouer un rôle de catalyseur et pilote au niveau européen. Une taskforce transversale devrait être mise en place pour structurer la démarche dans ce secteur critique à bien des niveaux.

Le « *Nohaltegekeetsrot* » est d'avis que la démarche « DIGITAL Luxembourg » devrait être étendue pour fournir avec transparence les données quantitatives et qualitatives nécessaires à une gestion efficace des ressources. Cela concerne notamment une connaissance approfondie des ressources importées, transformées, utilisées, transitées et exportées de ou par le

Luxembourg. Le passeport des matériaux et composants pour tout produit conçu, fabriqué ou utilisé au Luxembourg devrait ainsi être introduit. Les déchets d'emballages constituent une infime partie des déchets produits au Grand-Duché. Les actions visées pour réduire ces déchets sont louables mais ne constituent qu'une goutte sur une pierre chaude. Il y a lieu de fixer des objectifs pour réduire les déchets électroniques, ménagers, de construction, automobiles, etc.

Concernant plus particulièrement la mesure « Certification Lenoz », cet outil important est dans un stade primaire et doit être développé, généralisé et rendu obligatoire à moyen terme. Sans généralisation de ce type d'outil, la collecte de données et l'impact recherché restera anecdotique. De même, le pacte climat 2.0, étendu à la qualité de l'air et à l'économie circulaire, doit être généralisé à toutes les communes.

Le « *Nohaltegkeetsrot* » tient à saluer le fait que l'importance de la filière bois est reconnue dans le PNDD. Néanmoins, à part la création du cluster en 2016, aucune mesure précise ni aucun objectif mesurable n'est repris pour décrire l'ambition du gouvernement dans ce secteur.

En vue de permettre et d'assurer une consommation et d'une production durables, le rôle du secteur agricole est primordial. A cet égard, le « *Nohaltegkeetsrot* » estime légitime que les pouvoirs publics orientent et facilitent proactivement les méthodes et pratiques agricoles vers des productions durables. En effet, une grande partie des revenus des agriculteurs est assurée aujourd'hui à travers les diverses aides financières publiques nationales et communautaires. Dans son avis relatif au Programme national de Développement rural en 2014, le « *Nohaltegkeetsrot* » avait formulé entre autres les recommandations suivantes :

- Soutenir davantage l'organisation de la chaîne alimentaire et la gestion des risques, notamment les initiatives de commercialisation et de transformation, en retenant des critères tenant compte du caractère local et régional pour l'attribution des aides à l'investissement
- Revoir les mesures en vue d'atteindre les objectifs de protection des eaux
- Concernant les mesures visant l'utilisation efficace des ressources et la transition vers une économie à faibles émissions de CO₂, fixer des critères pour la sélection des projets admissibles tenant compte de la balance énergétique et des économies en carburants fossiles, ainsi que de l'utilisation durable des ressources naturelles comme l'eau et le sol
- Respecter les objectifs nationaux en matière d'agriculture biologique et revoir l'ensemble des mesures visant à encourager cette forme d'agriculture.

Dans ce contexte, le « *Nohaltegkeetsrot* » avait salué l'objectif formulé par la TIRLux que d'ici 2050, aucun produit chimique de synthèse (pesticides, engrais, antibiotiques, hormones de croissance...) ne devrait être utilisé dans les processus agricoles. « Farming in nature's image » est le credo. Une fois cet objectif réalisé, et même sur la voie de sa réalisation, le Luxembourg tout entier devrait fonctionner comme un laboratoire de recherche et de mise en pratique d'un partenariat solide entre le gouvernement, le secteur alimentaire et les instituts de recherche afin de construire un « secteur alimentaire sûr, de haute qualité, transparent et durable ». Les pratiques proposées dans l'étude stratégique telles que la permaculture, l'agriculture soutenue par le consommateur (*Consumer supported agriculture, CSA*), le jardinage urbain et le travail en coopération sont les bienvenues. Cette nouvelle approche de l'agriculture va au-delà de l'agriculture dite biologique. Seule la réactivation de la vie complexe des micro-organismes dans nos sols par tous les moyens agronomiques naturels pourra sauver notre planète. La production alimentaire doit devenir un sous-produit de sols vivants, où l'eau de pluie est retenue, filtrée et physiquement et biologiquement et mise à disposition des plantes en cas de besoin, où le CO₂ et le N₂ de l'air sont fixés par les plantes, dans leurs feuilles et leurs racines, et transférés par la suite au sol.

Les émissions de méthane (CH₄) du bétail et de l'oxyde nitreux (N₂O) provenant des terres arables ne sont qu'une infime partie des flux des matières influençant le climat. Le fort potentiel de séquestration du carbone (C) dans les sols des prairies et des zones fourragères n'est toujours pas inclus dans le bilan obligatoire du carbone (GES). Il en résulte que les productions de lait et de viande basées sur le pâturage se font toujours en bilan GES négatif.

Le fumier en tant qu'excrément des ruminants ayant brouté l'herbe de nos prairies permanentes assure une fertilisation organique appropriée des terres arables pour nos cultures maraîchères, céréalières et autres. Ce transfert des matières représente un véritable exemple d'économie circulaire. La méthodologie des évaluations actuelles du GIEC-ONU discréditent cette approche holistique et naturelle de l'agriculture (entre autres de l'agriculture biodynamique) à laquelle le bétail contribue énormément.

A terme l'agriculture doit réduire à zéro l'utilisation des ressources fossiles afin de développer pleinement le cycle naturel hautement efficace de la photosynthèse. Cependant, cela nécessite un changement décisif et fondamental de la politique agricole, de ses objectifs généraux, une stratégie conçue sur au moins 20 ans, avec les compensations nécessaires, et un calcul plus juste et plus complet des cycles des flux des matières dans l'agriculture, comme réalisé depuis des années par la société coopérative CONVIS et promu le groupe de travail « Food » dans le cadre

du projet TIRLux ainsi que de manière plus complète par l'Institut de recherche agréé IBLA a.s.b.l. (Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur) et qui inclut dans sa démarche outre l'écologie, les aspects sociaux et économiques.

Mais comment convaincre les 96% d'agriculteurs non biologiques du Luxembourg d'aujourd'hui de changer leurs méthodes de production traditionnelles et extrêmement destructrices ? Les taxes et les subventions ne seront pas suffisantes. Pour commencer, le « Luxembourg Goes Organic » doit être clairement défini dans la stratégie du « nation branding ». En outre, les méthodes de production conventionnelles doivent être évaluées et taxées selon le principe du « pollueur-payeur ». Si tel était le cas, l'agriculture luxembourgeoise pourrait contribuer à la réalisation d'une grande partie des objectifs du Développement durable (ODD). D'autre part, le modèle de consommation alimentaire doit être adapté à la bio-capacité mondiale.

Le « *Nohaltegekeetsrot* » souhaite que les orientations futures de l'agriculture luxembourgeoise soient discutées et traitées au niveau gouvernemental, non seulement en relation avec la protection du climat, mais également en liaison avec la protection de l'eau, des sols, de la biodiversité, de l'environnement naturel et humain et de la santé publique.

Seule une nation sachant se ravitailler exclusivement d'une agriculture travaillant sans intrants issus des industries chimiques et pétrolières - amonts et avals de toute la chaîne alimentaire inclus - pourra affirmer vivre de manière durable.

4. Champs d'action prioritaire 8 « Protéger le climat, s'adapter au changement climatique et assurer une énergie durable »

Dans ce chapitre, qui devrait être le cœur du développement durable, la vision à long terme (on imagine que le long terme est « 2030 ») manque cruellement d'ambition. Elle se limite quasiment aux aspects énergétiques et au logement. Les chiffres cités sont difficiles à retracer et se limitent à la consommation des citoyens et la surface habitable par personne. Il est extrêmement réducteur de se focaliser sur ces seuls éléments dans le contexte de la protection du climat. Tous les autres secteurs ayant une responsabilité importante en matière de changement climatique ne sont guère évoqués et aucune vision, aucun objectif et aucune mesure n'est décrite à leur sujet.

La consommation énergétique des bâtiments d'habitation est ainsi au cœur de tout le chapitre. Or le Luxembourg doit se munir d'une stratégie pour intégrer les secteurs coresponsables du changement climatique comme l'agriculture, l'industrie, le transport, les bâtiments tertiaires

et fonctionnels dans la protection du climat. Dans certains cas, cette stratégie existe et devrait être reprise dans le présent chapitre.

Pour cela, le « *Nohaltegkeetsrot* » préconise la mise en place d'une approche systémique, holistique et transversale. L'ensemble des mesures énoncées est un amalgame d'études, de plans, de mesures sans précisions, parfois sans relation claire avec le sujet du chapitre, sans mise en évidence des mesures concrètes.

De manière générale, il ne fait que peu de sens de mettre les ODD 7, 13 et 14 dans un même chapitre. Ainsi mettre ensemble l'ODD 7 et 13 peut laisser croire que le seul responsable du changement climatique (au moins pour le Luxembourg) est le secteur de l'énergie. L'ODD 14 n'est pas traité concrètement et aucun objectif, aucune mesure précise n'est reprise. Enfin, les différents sous-chapitres sont listés sans réelle cohérence et lien avec le sujet. Structuré tel qu'il est, le PNDD ne peut donc servir ni de plan, ni de guide et donne une vue incomplète, voire incohérente de l'action gouvernementale.

Les mesures d'adaptation au changement climatique, reprises dans le plan de stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique ne sont pas présentées. Le fait qu'un projet de plan existe est en soi rassurant. Un engagement formel sur la transposition de ce plan devrait être clairement exposé dans ce document.

5. Champs d'action prioritaire 7 « Arrêter la dégradation de notre environnement et respecter les capacités des ressources naturelles »

C'est avec satisfaction que le « *Nohaltegkeetsrot* » prend note, sous le chapitre 7 « Arrêter la dégradation de notre environnement et respecter les capacités des ressources naturelles » des engagements du gouvernement en faveur de la diversité biologique et de la protection des eaux ainsi que de la renaturation des cours d'eau. Le « *Nohaltegkeetsrot* » se demande cependant si les instruments mis ou à mettre en place pour atteindre ces objectifs ne devraient pas être mieux ciblés. En effet, si une maxime du Droit romain veut que plus le sens d'une loi est perceptible plus grand sera l'empressement des citoyens à y adhérer, il s'entend que, pour atteindre ce but, la loi doit être claire et son accès aisé pour le justiciable commun. Au sens du « *Nohaltegkeetsrot* », ceci n'est, hélas, pas toujours le cas ne serait-ce que parce que nombre de dispositions concernant un même sujet sont éparpillées dans plusieurs textes différents.

Certes, force est de reconnaître que certaines ambiguïtés voire des contradictions majeures ont été éliminées avec l'adoption de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et

des ressources naturelles. Et surtout la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement a mis fin à l'éclatement des compétences entre différentes instances gouvernementales, pour les rattacher au seul ministre ayant l'environnement dans ses attributions.

Le « *Nohaltegkeetsrot* » estime cependant que, pour assurer une compréhension intuitive de ces dispositions importantes, le législateur devrait continuer sur la lancée et profiter des futures modifications des lois pour améliorer encore leur cohérence. Il aurait aussi préféré que les dispositions relatives aux mesures compensatoires eussent été rassemblées dans une loi spéciale. Considérant que la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement forme la base légale des procédures aboutissant finalement à la prescription par le ministre compétent de telles mesures, le « *Nohaltegkeetsrot* » se demande si cette loi ne s'y serait pas imposée tout naturellement.

La même question se pose d'ailleurs pour l'évaluation des incidences en relation avec les zones Natura 2000. Il est indéniable que nombre de plans et projets sont susceptibles d'affecter tant l'environnement en général qu'un site Natura 2000 en particulier. Dans de tels cas, l'administré doit tenir compte des dispositions contenues dans au moins deux lois différentes. Afin de lui faciliter la tâche, n'aurait-il pas été plus judicieux d'inclure les dispositions des articles 32 et 33 de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dans celle relative à l'évaluation des incidences ?

En passant, le « *Nohaltegkeetsrot* » aimerait attirer l'attention sur une omission qu'il a relevée au niveau du 2^e paragraphe de l'article 33. Pour être conforme à l'article 6.4 de la directive « Habitats », le début de la seconde ligne du paragraphe devrait être rédigé comme suit : « pour des raisons impératives d'intérêt public majeur ».

D'autres dispositions qui, selon l'avis du « *Nohaltegkeetsrot* », gagneraient à être reprises dans une loi à part sont celles relatives aux fonds forestiers (article 13 de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles). Cet article devrait en effet trouver sa place dans la nouvelle loi sur les forêts (projet de loi n°7255).

D'une manière générale, le « *Nohaltegkeetsrot* » déplore que le législateur n'ait pas tenu compte, dans ses récents travaux normatifs, de la jurisprudence de la Cour administrative relative au droit des associations agréées actives dans le domaine de l'environnement d'agir contre des décisions administratives (Cour administrative n°26739C du 15 juillet 2010). Dans son arrêt, la Cour a constaté qu'étant donné que l'État, lorsqu'il est lui-même auteur d'une décision à laquelle

il est reproché de porter atteinte à la législation en matière d'environnement, n'est conceptuellement pas appelé à agir contre une telle violation. Étant donné par ailleurs qu'il se peut qu'une autorisation illégale n'affecte pas individuellement une personne pouvant alors justifier d'un intérêt à agir, les associations de défense de l'environnement sont les seules à pouvoir faire contrôler et sanctionner par le juge une violation alléguée de la législation environnementale. Si les associations agréées peuvent être appelées à participer à l'action des organismes publics ayant pour objet la protection de la nature et des ressources naturelles comme le prévoit par exemple l'article 72 de la loi du 18 juillet 2018, il semble normal qu'elles dussent aussi jouir d'un certain pouvoir contrôle sur les décisions prises par ces mêmes organismes.

6. Champs d'action prioritaire 9 « Contribuer, sur le plan global à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable »

Le « *Nohaltegkeetsrot* » se demande si les mesures énoncées sont vraiment appropriées pour atteindre le but ambitieux que poursuit l'ODD, tant au niveau du gouvernement du Grand-Duché que des acteurs de l'économie et de la société civile.

1. A travers la politique de Coopération au développement, le Luxembourg contribue effectivement davantage que les autres pays au développement socio-économique des pays et populations les plus pauvres et vulnérables. L'investissement de 1 % de son RNB suivant le programme gouvernemental couvrant la période de 2013-2018 le place parmi les cinq économies développées les plus ambitieuses dans ce domaine¹. Dans un souci d'efficacité et d'impact, la politique de coopération luxembourgeoise pratique une intervention² ciblée dans un nombre restreint de pays partenaires au travers de programmes de coopération multi-annuels appelés Programmes indicatifs de Coopération (PIC). Ces « [pays partenaires](#) » sont au nombre de sept, dont cinq se situent en Afrique de l'Ouest. Elle soutient également des projets dans sept autres pays dits

¹ http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-17-949_fr.htm

L'Europe est un **leader mondial du développement**, étant le plus grand fournisseur d'aide publique au développement de la planète. En **2016**, l'Union européenne a consacré 0,53 % de son revenu national brut, les États-Unis 0,18%, le Japon 0,20% et l'Australie 0,25%. Les chiffres font apparaître une baisse de 2,4 % de l'aide par rapport à l'année précédente, qui correspond à 1,9 milliard d'euros. Le rapport APD/RNB est de ce fait tombé de 0,53 % en 2016 à 0,50 % en 2017.

Six États membres de l'UE ont dépassé le seuil de 0,15 % du RNB consacré à l'APD en faveur des PMA: le Luxembourg (0,42 %), la Suède (0,27 %), le Royaume-Uni (0,22 %), le Danemark (0,21 %), la Belgique (0,15 %) et les Pays-Bas (0,15 %). L'UE s'est engagée à atteindre collectivement à court terme l'objectif de 0,15 - 0,20 % du RNB consacré à l'APD en faveur des PMA, et à atteindre 0,20 % dans le délai fixé par le Programme à l'horizon 2030.

² **STRATÉGIE GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE EN ROUTE POUR 2030 -**

« [pays à projets](#) ». Les secteurs d'intervention prioritaires de la coopération sont l'éducation (y compris la formation et l'insertion professionnelle), la santé et le développement local, les thèmes transversaux étant le genre, l'environnement, le changement climatique et la gouvernance, des secteurs qui sont tous également déclarés prioritaires au niveau national.

Le « *Nohaltegkeetsrot* » aimerait attirer l'attention du public sur le fait que la réalisation de la politique de coopération luxembourgeoise se fait à travers la société civile, via une centaine [d'ONG de développement luxembourgeoises agréées](#) bénéficiant d'un cofinancement direct et dont l'action repose pour 20 % minimum sur la contribution d'acteurs privés via des dons, ce qui est d'ailleurs confirmé comme priorité dans « Engagements clés- En route pour 2030 » avec notamment l'engagement n°2 « maintenir une APD (aide publique au développement) sous forme de dons en tant que principal outil de financement »³. Le « *Nohaltegkeetsrot* » tient à relever dans ce contexte que c'est surtout grâce à l'engagement des ONG luxembourgeoises actives dans la solidarité internationale que le changement se fait, certes à petit pas sur l'échelle globale, mais de façon coordonnée. Idéalement, la stratégie en termes de coopération devrait être alignée avec toutes les ONG actives sur le terrain.

2. La contribution de l'Etat luxembourgeois est également indirecte à travers les lois qui régissent les entreprises établies sur le sol luxembourgeois et actives dans les pays du Sud. Le Luxembourg s'appuiera en particulier sur son avantage comparatif en tant que centre financier international de premier plan ainsi que dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Toujours selon la stratégie générale de la coopération luxembourgeoise, le Luxembourg favorisera un engagement renforcé avec de nouveaux partenaires, notamment ceux issus du secteur privé et déploiera des mécanismes de financement innovants ainsi que des instruments scientifiques et technologiques mis au service du développement »⁴, en particulier à travers l'agence luxembourgeoise de coopération au développement Lux-Development, principal pilier pour la mise en œuvre de sa coopération bilatérale.


³ **Figure 1 : Objectif principal et thématiques prioritaires de la Coopération luxembourgeoise**

Objectif principal : Éradication de la pauvreté extrême, à travers le soutien au développement durable sur le plan économique, social et environnemental

⁴ **Figure 1 : Objectif principal et thématiques prioritaires de la Coopération luxembourgeoise**

Objectif principal : Éradication de la pauvreté extrême, à travers le soutien au développement durable sur le plan économique, social et environnemental

Ces grands engagements de l'Etat sont basés sur une intention noble de la part d'un pays influent et bien portant : aider les plus démunis. Or, d'après l'Almanach social de la Caritas ou le Panorama social de la Chambre des Salariés Luxembourg (CSL), le risque de pauvreté qui s'aggrave au Luxembourg est un des plus grands défis du gouvernement en place. En 2017, 13,7% des travailleurs résidant au Luxembourg y sont ainsi confrontés⁵. Le tableau ci-dessous montre la dégradation vertigineuse de chiffres alarmants dont les causes tiennent justement, sinon paradoxalement, dans les axes cibles de la coopération à savoir « l'éducation y compris la formation et l'insertion professionnelle » ou « la santé ».

Indicateurs de risque de pauvreté (en %) 2003 - 2017 



Spécification	Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ⁵	2017
Seuil de risque de pauvreté																
60% du revenu médian national - EUR/mois		1 289,0	1 347,0	1 420,0	1 474,0	1 495,0	1 546,0	1 588,0	1 617,0	1 627,0	1 639,0	1 665,0	1 716,0	1 763,0	1 691,0	1 804,0
Taux de risque de pauvreté ⁵		11,9	12,7	13,7	14,1	13,5	13,4	14,9	14,5	13,6	15,1	15,9	16,4	15,3	16,5	18,7
Taux de risque de pauvreté par âge et genre																
Total - Hommes		11,0	12,2	13,2	13,8	12,9	12,5	13,8	14,6	12,7	14,7	15,7	16,1	15,0	15,6	17,9
Total - Femmes		12,9	13,3	14,2	14,3	14,1	14,3	16,0	14,4	14,5	15,6	16,0	16,6	15,7	17,5	19,4
Moins de 18 ans / Total		16,5	19,4	20,2	19,6	19,9	19,8	22,3	21,4	20,3	22,6	23,9	25,0	21,5	21,8	22,8

A noter que la tranche d'âge la plus à risque est celle des hommes de 18 à 24 ans, ces jeunes qui se retrouvent sans emploi, souvent en situation de décrochage scolaire et en grande partie sans aucune couverture sociale.

18-24 ans / Total	12,3	12,3	16,1	18,2	16,1	15,5	21,2	16,5	17,1	18,7	19,6	22,4	21,2	23,3	26,4
18-24 ans / Hommes	12,2	12,9	16,9	15,4	16,9	15,2	18,9	13,9	13,2	18,0	18,3	22,5	21,8	23,7	28,5
18-24 ans / Femmes	12,4	11,6	15,3	20,9	15,3	15,8	23,3	19,3	21,7	19,4	21,0	22,2	20,5	22,7	24,4

Ces questions se trouvent d'ailleurs au centre du mouvement et des revendications des gilets jaunes dans leur descente dans la rue en France et en Belgique.

7. Mise en œuvre - gouvernance et instruments d'appui au développement durable

Dans l'avant-projet de 3ème PNDD, l'Agenda 2030 est décrit comme un ensemble dans lequel « Les 169 cibles correspondant à ces 17 ODD sont intégrées et indissociables. On doit les comprendre comme des actions interdépendantes et des passerelles entre les différents objectifs » (p.7). Comprendre l'interaction entre 17 objectifs clés pour l'avenir de l'humanité et de la planète relève d'un exercice extrêmement complexe, car nous sommes face à une crise systémique qui se situe simultanément dans l'économie, l'énergie, l'eau, la biodiversité, les

⁵ Statec – rapport Travail et Cohésion sociale « TCS » 2017

écosystèmes, le climat, la dignité humaine, etc. Évidemment, le degré de complexité augmente exponentiellement si l'on tente de mettre en lien ces 169 cibles. A notre connaissance, aucune discipline n'a réussi à ce jour à développer des outils de pensée systémique suffisamment performants pour garantir la mise en œuvre simultanée de tous les objectifs d'un tel agenda. Si l'on s'applique à réaliser la mise en œuvre des 11 objectifs socio-économiques de l'agenda 2030, mais de manière insuffisamment intégrée, il est impossible de faire halte au changement climatique, à la surpêche des océans, à la dégradation des sols ou à la disparition des espèces.⁶ Au moins aussi longtemps que le développement humain visé par les objectifs 1 à 11 ne peuvent se réaliser que sur base de modèles économiques qui entraînent automatiquement la dégradation des écosystèmes. Et il semblerait que plus un pays est prospère et sa population en bonne condition (en prenant comme base le *Human development index* des Nations Unies), plus son empreinte écologique est importante (donc son impact planétaire néfaste). Par exemple, il y a une très forte dépendance entre la croissance économique (PIB) et la consommation de pétrole, qui à son tour est proportionnelle à la quantité de gaz à effet de serre relâchés dans l'atmosphère.⁷ Afin de concilier le développement humain avec les limites de la planète, seul un scénario de « politiques transformatrices » permettra de construire un avenir résilient sur Terre.⁸ Il s'agit là d'un agenda politique de changement radical et immédiat de nos modes de penser, de décider et d'agir. Ce « basculement » de prise de conscience et d'action politique n'a pas encore eu lieu !

Il faut reconnaître que très peu est dit du côté des Nations Unies sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le PNDD a le mérite de traiter le « comment » et d'avoir abordé la question de la gouvernance. Pour réaliser cet agenda très complexe et ambitieux et en partant d'un diagnostic planétaire très alarmant, la question de la gouvernance à cette échelle est une expérience totalement nouvelle pour le Luxembourg. Le système mis en place pour faciliter la prise de décision, la mise en œuvre et la veille des progrès réalisés⁹ ne suffira guère pour répondre aux défis posés :

⁶ Von Weizsäcker E.U. & Wijkman A. (2017). Come on!: capitalism, short-termism, population and the destruction of the planet. A report of the Club of Rome.

⁷ Servigne Pablo (2014). Nourrir l'Europe en temps de crise – vers des systèmes alimentaires résilients. Éditions Nature & Progrès.

⁸ Randers, J., Rockström, J., Stoknes, P.E., Golüke, U., Collste, D., Cornell, S. (2018). Transformation is feasible - How to achieve the Sustainable Development Goals within Planetary Boundaries. A report to the Club of Rome from Stockholm Resilience Centre and BI Norwegian Business School

⁹ voir l'annexe sur les pages 194-196 du PNDD3

1. Le cadre réglementaire est insuffisant. Les domaines concernés manquent soit d'une loi (p.ex. pour le climat) ou le cadre légal en question n'est pas à la hauteur du problème posé (p.ex. le Programme de développement rural 2014-20). La mise en œuvre d'un agenda pour l'avenir de la planète devrait être ancrée dans la Constitution.
2. TOUS les responsables politiques du plus haut niveau, c'est-à-dire les ministres de tous les ressorts, doivent s'approprier l'Agenda 2030 et s'engager dans sa réalisation, sous la coordination du ministère d'État.
3. Le dialogue multi-acteurs (p.65) est important pour préparer les prises de décision essentielles mais il faut définir un *lead* clair sur la facilitation d'un tel processus. Qui aura la compétence et la légitimité pour obliger tous les acteurs (publics étatiques et communaux, secteur privé, société civile, citoyens etc.) à suivre l'Agenda 2030 de manière immédiate et soutenue ?
4. Le développement de scénarios et l'évaluation des mesures mises en place demande une expérience approfondie dans la pensée systémique, qui peut être fournie par les instituts de recherche (p.ex. au sein de l'Université du Luxembourg), mais le « *systems thinking* » n'est actuellement qu'une discipline exotique que quelques chercheurs éclairés essayent de prôner auprès de leurs confrères et des responsables politiques, alors que la pensée systémique devrait faire partie du cursus obligatoire de tout décideur politique ou économique. Comment faire en sorte qu'elle fasse partie intégrante de tout organe de décision et du bagage intellectuel de tout décideur ?
5. La cohérence des politiques pour le développement durable nécessite un outil du type « *Nohaltegkeetscheck* » et des structures appropriées pour le mettre en place. Quand les moyens seront-ils investis pour mettre en œuvre un système de veille conséquent ? Qui aura le *lead* de ce travail ? La commission parlementaire qui pourrait appuyer ce type de travail sur le plan politique (proposée à la page 65) n'a pas encore été lancée. Quand sera-t-elle mise en place ?
6. Le rôle de coordination et/ou d'animation de la plateforme Agenda 2030 mentionnée dans le PNDD (p. 65) est, faute de mieux, délégué au « *Nohaltegkeetsrot* ». Mais, sans lui donner les moyens adéquats, cette mission est impossible. Il lui faudra une légitimité politique, le rattachement structurel nécessaire (Ministère d'État) et les moyens appropriés (dont des experts dédiés à cette tâche, payés pour faire ce travail).

7. La mise en œuvre du PNDD nécessite un calendrier clair, chiffré et ambitieux avec des responsabilités clairement réparties. Ceci n'est encore nullement le cas. Quand et par qui ce travail pourra-t-il être fait ? Le gouvernement actuellement en place entend-il lancer le processus de clarification nécessaire ? Les résultats de ce travail devraient p.ex. occuper une place prépondérante dans le discours sur l'état de la Nation du Premier ministre.
8. Implication de toutes les parties prenantes, y inclus la population : L'Agenda 2030 est trop large et ambitieux pour être sous la seule responsabilité d'un ministère, voire même d'un gouvernement. TOUS les acteurs devront s'y mettre, or l'acceptation et donc l'appropriation de cet agenda par la population nécessite une implication forte des citoyens à toutes les étapes du processus (définition du cadre d'action, mise en place des actions nécessaires, suivi régulier des progrès etc.). Ceci est une condition *sine qua non* pour sa réussite !

Sustainable, Responsible and Impact Investing Capability of Luxembourg Banks

Report finalized: 30 June 2019
Data collected: March-June 2019

Report commissioned by:



NOHALTEGKEETSROT

Conseil Supérieur pour un Développement Durable

TABLE OF CONTENTS

QUALIFICATIONS	2
EXECUTIVE SUMMARY	3
INTRODUCTION	5
ABOUT THE CSDD	5
OBJECTIVES	5
SETTING THE SCENE	5
LUXEMBOURG SCENE	6
METHODOLOGY	8
DEFINITIONS	8
SCOPE	9
DATA COLLECTION	10
ASSESSMENT FRAMEWORK	11
VISION	12
OFFERING	14
SERVICE	17
CONCLUSION	19
KEY HIGHLIGHTS	19
RECOMMENDATIONS	22
APPENDIX	24
TIIME'S RESEARCH STUDY	25
LETTER ADDRESSED TO MINISTER OF FINANCE, DATED 14-SEP-2018	27
ABBL SUSTAINABLE FINANCE MARKET STUDY	29
LIST OF PARTICIPATING BANKS	30
DEFINITIONS AND APPROACHES OF PARTICIPATING BANKS	31
ASSESSMENT OF PARTICIPATING BANKS	33
EUROPE'S LEADING BANKS	47

QUALIFICATIONS

This document was created by SANZARU Group and is for the exclusive use of the *Conseil Supérieur pour un Développement Durable* ("CSDD"). Both together are referred to as the "Authors".

This document is not intended for general circulation or publication, nor is it to be reproduced, quoted or distributed for any purpose without the prior written permission of the Authors.

There are no third-party beneficiaries with respect to this document, and the Authors do not accept any liability to any third party.

Information furnished by others, upon which all or portions of this document are based, is believed to be reliable but has not been independently verified, unless otherwise expressly indicated.

Public information and industry and statistical data are from sources deemed to be reliable by the Authors; however, no representation is made as to the accuracy or completeness of such information.

The findings contained in this document may contain predictions based on current data and historical trends. Any such predictions are subject to inherent risks and uncertainties. The Authors do not accept any responsibility for actual results or future events.

The interviews that form the basis of this document have been recorded and the quotes and comments are approved to be shared with the Authors, but not to be shared further without permission.

The opinions expressed in this document are valid only for the purpose stated herein and as of the date of this document.

No obligation is assumed to revise this document to reflect changes, events or conditions, which occur subsequent to the date hereof.

All decisions in connection with the implementation or use of advice or recommendations contained in this document are the sole responsibility of the CSDD.

This document does not represent investment advice, nor does it provide an opinion regarding the fairness of any transaction to any and all parties.

EXECUTIVE SUMMARY

Objectives

With the Government's intention to make Luxembourg a centre of excellence in sustainable finance¹, the *Conseil Supérieur pour un Développement Durable* ("CSDD") would like to contribute to the Sustainable Finance Roadmap² by providing additional perspective, sharing considerations as well as recommendations on the progress to date.

As transparency and credibility are core elements in implementing the aforementioned Sustainable Finance Roadmap, the CSDD commissioned a research aiming at assessing the current offering of sustainable finance options in Luxembourg in relation to the strategic objectives and positioning of the financial sector's efforts.

This research report explores the landscape of sustainable finance offerings for Luxembourg residents by evaluating the availability, accessibility and maturity of the sustainable investing capabilities of retail and private banks.

This independent study hopes to highlight best practice in Luxembourg and beyond, providing inspiration and guidance to support the Sustainable Finance Roadmap, to encourage a more transparent review of the developments, to provide an independent and realistic assessment on the state of the market, and to expedite adoption and distribution of Sustainable, Responsible and Impact ("SRI") investment products.

Setting the Scene

Through a series of campaigns and initiatives from the financial sector, there has been a strong push to brand Luxembourg as a "home for sustainable finance."

There have been many important initiatives in the Grand Duchy focused on sustainable finance, including the Luxembourg Green Stock Exchange, LuxFLAG labeling agency, the International Climate Finance Accelerator, and other initiatives featured prominently in the Luxembourg for Finance materials³.

There have been a series of studies and surveys that have tracked the development of sustainable finance in Luxembourg over the last two years. Multiple well-attended events have indicated growing interest and enthusiasm for this topic. Most notably, the banking sector partnered with a Big 4 consultancy to document the movement in the banking sector to adopt sustainable policies and products.

Alongside the development of the offering for sustainable products, there has been a parallel increase in curiosity and interest from private citizens. The annual LMDF Impact Ecosystem event featuring impact investing opportunities in the Grand Duchy doubles in size every year – as do the investment-ready organizations that present themselves at the event. Based on global research trends, demand has notably been driven by women, millennials and

¹ See Luxembourg for Finance website: 'Leader', 'Pioneer' and 'Home' of Sustainable Investing: <https://www.luxembourgforfinance.com/en/financial-centre/sustainable-finance/>

² <https://www.luxembourgforfinance.com/news/a-sustainable-finance-roadmap-for-luxembourg/>

³ <https://www.luxembourgforfinance.com/en/financial-centre/sustainable-finance/>

regulatory changes according to sources such as the 2017 “Sustainable Signals” report⁴ from Morgan Stanley’s Institute for Sustainable Investing.

Luxembourg for Finance’s interview with Banque de Luxembourg⁵ references the growing demand as well as the drivers (identical to the aforementioned Morgan Stanley report). There is a clear market demand and the financial service industry is gearing up to respond to it.

Although there has been a great deal of attention to the subject of sustainable finance and Luxembourg’s positioning in this emerging space, there has also been notable concern that the marketing efforts around this phenomenon have not translated into an accessible offering for the citizens of Luxembourg.

Key Highlights and Recommendations

On the whole, the results from this study show that there has clearly been an evolution since 2017 when preliminary research benchmarking the bank offerings was reported, even if a modest one. On average, the banking industry in Luxembourg performs well on the SRI investing vision and the executives recognize SRI investing as a relevant trend. However, the banks lag behind on SRI product offering, on supporting services as well as on accessibility of their services to local clients.

Despite the belief that sustainable finance is a relevant trend, it is unclear how much executive support is given to develop their bank’s sustainability objectives and whether the management is engaged in developing a clear roadmap to act on this opportunity.

Local banks should take note of the developments across the rest of Europe. The international banks that are locally active can leverage their headquarters’ capability and have it considerably easier to introduce already-developed SRI investment products into Luxembourg.

More attention is needed to educate not only the relationship managers but the entire banking staff about SRI investing. Nonetheless, relationship managers should be mobilized as other research studies⁶ indicate that they are the biggest barrier against wide adoption.

Similarly, many banks should also take on educating their clients around SRI investing. Many sustainable funds have proven that SRI investing does not necessarily mean below-market rate returns. Disseminating independently verified research would help clients assess their options better and could appeal to their latent investment needs.

While this study gauges the capabilities of the banks in fielding a believable SRI offering and service to their customers, it does not provide an explanation on the SRI investment product demand. Beyond anecdotal evidence, no independent studies have been undertaken to understand the true demand (current, emerging and latent) of banking customers in Luxembourg.

⁴ <https://www.morganstanley.com/ideas/sustainable-socially-responsible-investing-millennials-drive-growth>

⁵ <https://www.luxembourgforfinance.com/leo-article/sustainable-investing-products-and-trends/>

⁶ Paetzold and Busch (2014), “Unleashing the Powerful Few: Sustainable Investing Behaviour of Wealthy Private Investors” and Swiss Sustainable Finance (2018), “Finance for the Future – SSF Annual Report 2017”

INTRODUCTION

About the CSDD

The *Conseil Supérieur pour un Développement Durable* ("CSDD") is an initiative by the Luxembourg Government. The mission of the CSDD is to take a leadership role in embedding more sustainable practices in Luxembourg. The members of the CSDD are contributing their time and expertise to perform research, give opinions and recommendations.

Objectives

With the Government's intention to make Luxembourg a centre of excellence in sustainable finance⁷, the CSDD would like to contribute to the Sustainable Finance Roadmap⁸ by providing additional perspective, sharing considerations as well as recommendations on the progress to date.

As transparency and credibility are core elements in implementing the aforementioned Sustainable Finance Roadmap, this research aims to assess the current offering of sustainable finance options in Luxembourg in relation to the strategic objectives and positioning of the financial sector's efforts.

This research report explores the landscape of sustainable finance offerings for Luxembourg residents by evaluating the availability, accessibility and maturity of the sustainable investing capabilities of retail and private banks.

Setting the Scene

With the backdrop of a global movement calling for business and finance to engage in addressing environmental and societal pressures (summarized by the United Nations' 17 Sustainable Development Goals "SDGs"), there has been a strong call for sustainable, responsible and impact investments ("SRI Investments") integrating environmental, social and governance ("ESG") practices.

Beyond the imperative of financing these development goals, there has been increasing interest in the financial opportunity of investing in sustainable investments, driving remarkable growth in capital flows into a range of SRI Investments worldwide.

Morgan Stanley's global survey indicates that of these professionally managed mandates, USD 12 trillion is estimated to come from Europe, growing at a compound annual growth rate of 11.9%, - with 60% of asset owners integrating ESG into their investment process only within the last four years.

⁷ See Luxembourg for Finance website: 'Leader', 'Pioneer' and 'Home' of Sustainable Investing: <https://www.luxembourgforfinance.com/en/financial-centre/sustainable-finance/>

⁸ <https://www.luxembourgforfinance.com/news/a-sustainable-finance-roadmap-for-luxembourg/>

According to Schroders 2017 Global Investor Study⁹ of 22,000 investors worldwide, 78% said they place more emphasis on sustainability now than they did five years before. The significance and momentum of this movement is clear – and has its ripple effects in the Grand Duchy.

“Sustainable investing has gone from a niche investment idea to attracting enough capital to start having an impact on global challenges at a meaningful scale. Globally, more than USD 22.8 trillion are invested sustainably, representing more than USD 1 in every USD 4 under professional management. The intensity of recent growth has been driven by a fundamental shift in how investors and asset owners view environmental, social and governance (ESG) factors.”¹⁰

Luxembourg Scene

Through a series of campaigns and initiatives from the financial sector, there has been a strong push to brand Luxembourg as a “home for sustainable finance.”

There have been many important initiatives in the Grand Duchy focused on sustainable finance, including the Luxembourg Green Stock Exchange, LuxFLAG labeling agency, the International Climate Finance Accelerator, and other initiatives featured prominently in the Luxembourg for Finance materials¹¹.

There have been a series of studies and surveys that have tracked the development of sustainable finance in Luxembourg over the last two years. Multiple well-attended events have indicated growing interest and enthusiasm for this topic. Most notably, the banking sector partnered with a Big 4 consultancy (ABBL-PwC study mentioned below¹²- see Appendix for highlights) to document the movement in the banking sector to adopt sustainable policies and products. An overview of the key reports as follows:

- In **Q4 2017, Luxembourg for Finance** published a brochure¹³ positioning Luxembourg as an international leader in sustainable finance, featuring local initiatives along with compelling data points on fund management experience for sustainable and green finance.
- In **early 2018, TIIME.org** ran a research study interviewing client relationship managers and bank executives of several banks in Luxembourg. The study indicated that banks actually had very limited offering of SRI Investments. Based on discussions with the executives, there was not much appetite for further development at the time. This research forms the basis of the letter sent by the CSDD to the Ministry of Finance (see Appendix).

⁹ https://www.schroders.com/en/media-relations/newsroom/all_news_releases/schroders-global-investor-study-2017-sustainable-investing-on-the-rise/

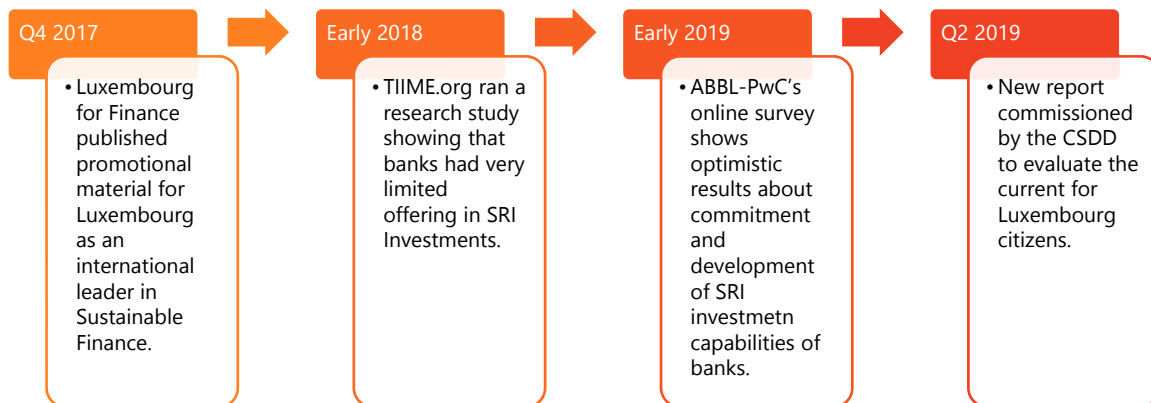
¹⁰ Extract from a 2018 survey conducted by the Morgan Stanley Institute for Sustainable Investing and Morgan Stanley Investment Management

¹¹ <https://www.luxembourgforfinance.com/en/financial-centre/sustainable-finance/>

¹² ABBL Sustainable Finance Market Study CEO Pulse Survey 2019 (May 2019) - <https://www.pwc.lu/en/banking/docs/pwc-abbl-sustainable-market-study.pdf>

¹³ https://www.luxembourgforfinance.com/wp-content/uploads/2019/01/luxembourg_sustainable_finance_july_2018_0.pdf

- In **early 2019, ABBL-PwC's** online survey for 70 bank CEOs was intended to 'feel the pulse' of the market. It was optimistic and bullish about the state and aspirations of Luxembourgish banks. The study indicated that 100% of responding bank's CEOs saw sustainability as a relevant trend and 72% had taken action. The data indicated that 59% of respondent had started strategic initiatives and 47% had started product development. However, only 22% had implemented technical operations and a mere 19% had introduced organizational changes to support their sustainability initiatives.



Alongside the development of the offering for these products, there has been a parallel increase in curiosity and interest from private citizens. The annual LMDF Impact Ecosystem event featuring impact investing opportunities in the Grand Duchy doubles in size every year – as do the investment-ready organizations that present themselves at the event. Based on global research trends, demand has notably been driven by women, millennials and regulatory changes according to sources such as the 2017 “Sustainable Signals” report¹⁴ from Morgan Stanley’s Institute for Sustainable Investing.

Luxembourg for Finance’s interview with Banque de Luxembourg¹⁵ references the growing demand as well as the drivers (identical to the aforementioned Morgan Stanley report). There is a clear market demand and the financial service industry is gearing up to respond to it.

Although there has been a great deal of attention to the subject of sustainable finance and Luxembourg’s positioning in this emerging space, there has also been notable concern that the marketing efforts around this phenomenon have not translated into an accessible offering for the citizens of Luxembourg.

This study aims to understand whether and to what extent there is a lag between the promotional efforts and concrete investment opportunities for private citizens. The findings are intended to stimulate a critical look at the development of the Sustainable Finance movement in Luxembourg, putting a focus on the access and availability of relevant financial products. The study also hopes to highlight best practice in Luxembourg and beyond, providing inspiration and guidance to support the Sustainable Finance Roadmap.

Finally, this report hopes to encourage a more transparent review of the developments and provide an independent and realistic assessment on the state of the market, to expedite adoption and distribution of SRI investment products.

¹⁴ <https://www.morganstanley.com/ideas/sustainable-socially-responsible-investing-millennials-drive-growth>

¹⁵ <https://www.luxembourgforfinance.com/leo-article/sustainable-investing-products-and-trends/>

METHODOLOGY

Definitions

Sustainable, Responsible and Impact Investing

The first question whenever you start a conversation about sustainable, responsible and impact investing will be “How do you define this type of investing?”

Practitioners use a wide range of terms and acronyms and, despite all this, mistakes deriving from a slightly different definition still arise. For example, the widely used acronym “SRI” can stand for Socially Responsible Investing or for Sustainable and Responsible Investing, which have a considerably different scope.

In this study, we will refer to Sustainable, Responsible and Impact Investing (“SRI Investing”) as an umbrella term that includes all types of investment approaches related to sustainable investing, responsible investing, impact investing, socially responsible investing, ethical investing, SDG investing, social investing, values-driven investing, etc. and therefore excluding charitable and philanthropic activities.

In addition, we choose to use the following categorisation and definition¹⁶ of the different SRI Investing approaches:

- Exclusionary / Negative Screening: the exclusion or screening of certain sectors, companies or practices based on specific ESG criteria
- Norms-based Screening: the screening of investments against minimum standards of business practice based on international norms
- Best-in-Class / Positive Screening: investing in sectors, companies or projects selected for positive ESG performance relative to industry peers
- ESG Integration: the systematic and explicit inclusion of environmental, societal and governance factors into investment analysis
- Thematic Investing: investment in themes or assets specifically related to sustainability (e.g., renewable energy, green technology, sustainable agriculture)
- Impact Investing / Community Investing: targeted investments, typically in private markets, aimed at solving societal or environmental problems, directed to traditionally underserved communities, or invested in businesses with a clear societal or environmental purpose (but not charitable giving nor philanthropy)
- Active Ownership / Corporate Engagement: the use of shareholder power to influence corporate behaviour, including direct corporate engagement (communication with management), filing or co-filing of shareholder proposals, and proxy voting guided by ESG guidelines

The banks in our study use different approaches and definitions when it comes to Sustainable, Responsible and Impact Investing (see Appendix for more detail). There’s a wide variety for the SRI Investing definition with some being very explicit on the approaches they use while others define it in fairly vague terms. Only a few banks offer the entire range of approaches in an explicit manner.

¹⁶ Source: adapted from Global Sustainable Investment Alliance (GSIA)

Banking Activities

Commercial Banking provides services such as accepting deposits, making business loans, and offering basic investment products. All banks that work for a profit are commercial banks, including retail banks, regional rural banks, co-operative banks, etc.

Retail Banking (also referred to as Consumer or Personal Banking) is the provision of services by a bank to individual consumers, rather than to companies, corporations or other banks. Services offered include checking and savings accounts, mortgages, personal loans, debit and credit cards, and basic investment products.

Private Banking (also referred to as Wealth Management) provide personalized financial and banking services that are traditionally offered to a bank's wealthy high net worth individual (HNWI) clients. A dedicated relationship manager offers customised solutions in wealth management, including investments in bank deposits, mutual funds, insurance plans, treasury and derivative products, stocks, etc. Custodial services and a host of other personalised facilities are included in the packages.

Investment Management (also referred to as Asset Management) is a sector of the financial services industry that manages investment funds and segregated client accounts. They employ experts who manage money and handle the investments of clients. From studying the client's assets to planning and looking after the investments, all things are looked after by the asset managers and recommendations are provided based on the financial health of each client.

Typically, banks with internal investment management divisions would use these entities to operate their in-house / branded funds. Banks without an investment management division rely entirely on external providers of such services, which could be other banks or independent investment managers.

Other banking activities are either specifically targeted at small to medium enterprises, corporates or institutions (e.g., business banking, corporate banking) or a particular financial focus (investment banking, etc.)

Scope

Since the objective of this study is to provide a snapshot of the landscape of offerings to private citizens alongside recommendations, it was important to include the main retail and private banks across their services lines – meaning that corporate banks and pure asset managers were excluded.

The study consisted of different research elements to form a more holistic analysis:

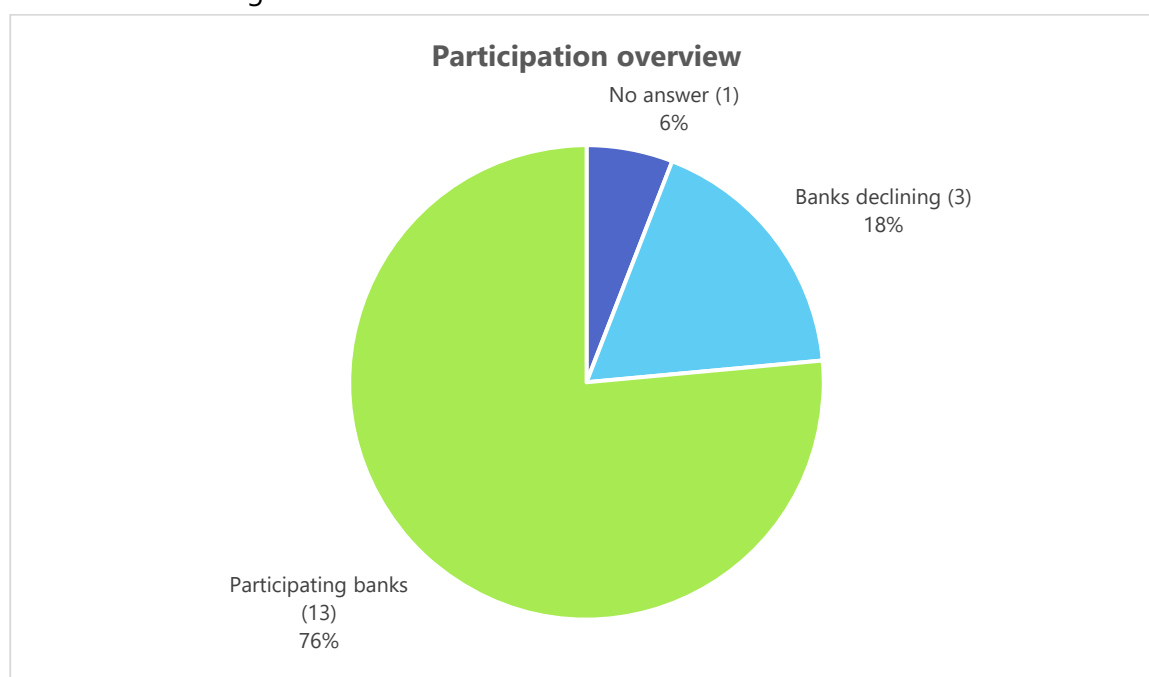
- Interviews, questionnaires and surveys with bank representatives,
- Research into documentation shared by the banks, and
- Independent research, including but not limited to reviewing each bank's reports and any other sources of information.
- Iterative discussions between the CSDD and the research team to validate and develop the analysis

Data Collection

This study ran from March to June 2019 and is a continuation of the independent research study run by TIIME.org in 2017-2018 (see Appendix for highlights).

Of the 21 banks selected, 17 were contacted and asked whether they were willing to participate in the study. We did not receive a response to our request from one bank while three other banks declined to participate for a variety of reasons (e.g., no resources to spare, no local clients).

In total, 13 banks chose to participate to the research study and received a questionnaire to delve into SRI Investing at their bank.



Upon receiving the completed questionnaire in return, in-depth interviews were scheduled to further understand the banks' responses. As preparation to the interview, the team analysed the banks' answers and performed desktop research to corroborate the information provided by the banks. In total, 13 in-depth interviews were held with relevant staff of each bank over the course of May and June 2019, with selective follow-ups over email.

During June 2019, the research team codified all the gathered information from the participating banks and scored the banks according to the assessment framework developed by the University of Zurich¹⁷ (see next subsection).

Based on these findings, the team synthesizing the key insights for the banking industry to understand the landscape, identify any gaps and build recommendations on furthering the industry's move into SRI Investing. The profiling of the banks (see Appendix for the detailed breakdown) has been performed relatively to the overall SRI Investing offering in Luxembourg (versus absolute worldwide performance).

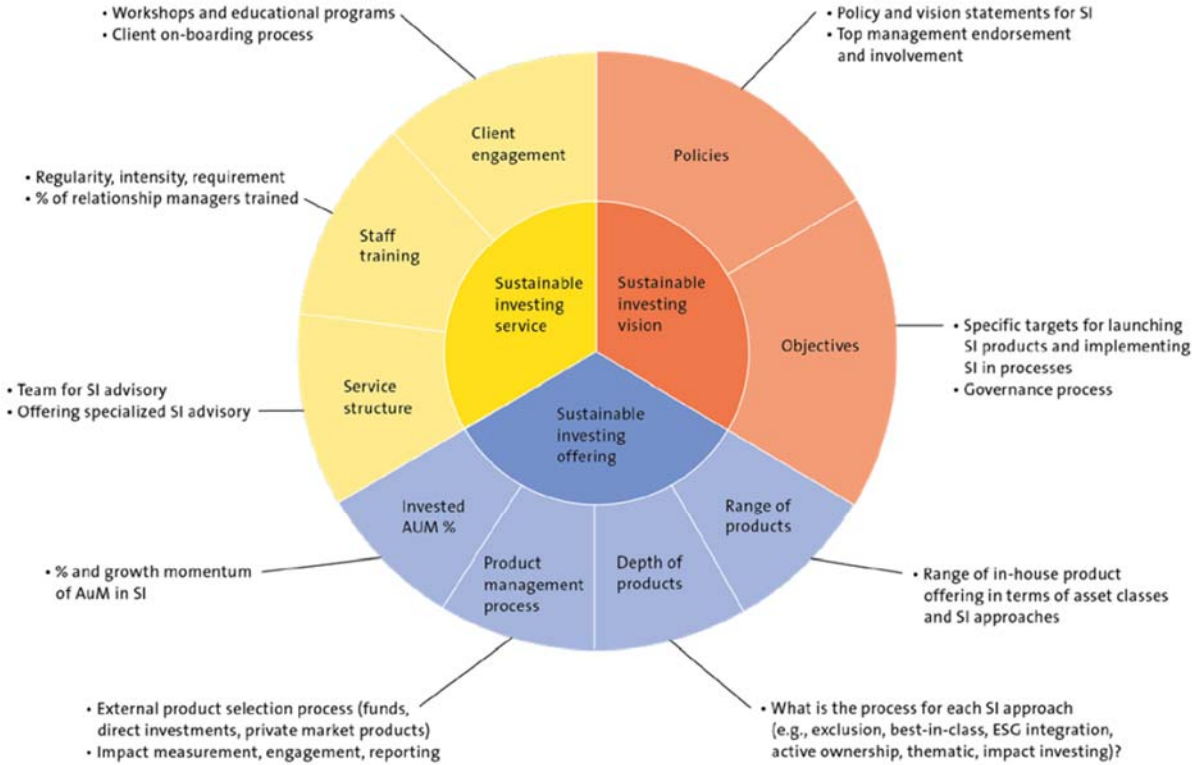
¹⁷ Report from the University of Zurich – Sustainable Investing Capabilities of Private Banks, Report #2: Assessment of 15 Private Banks, September 2018

Assessment Framework

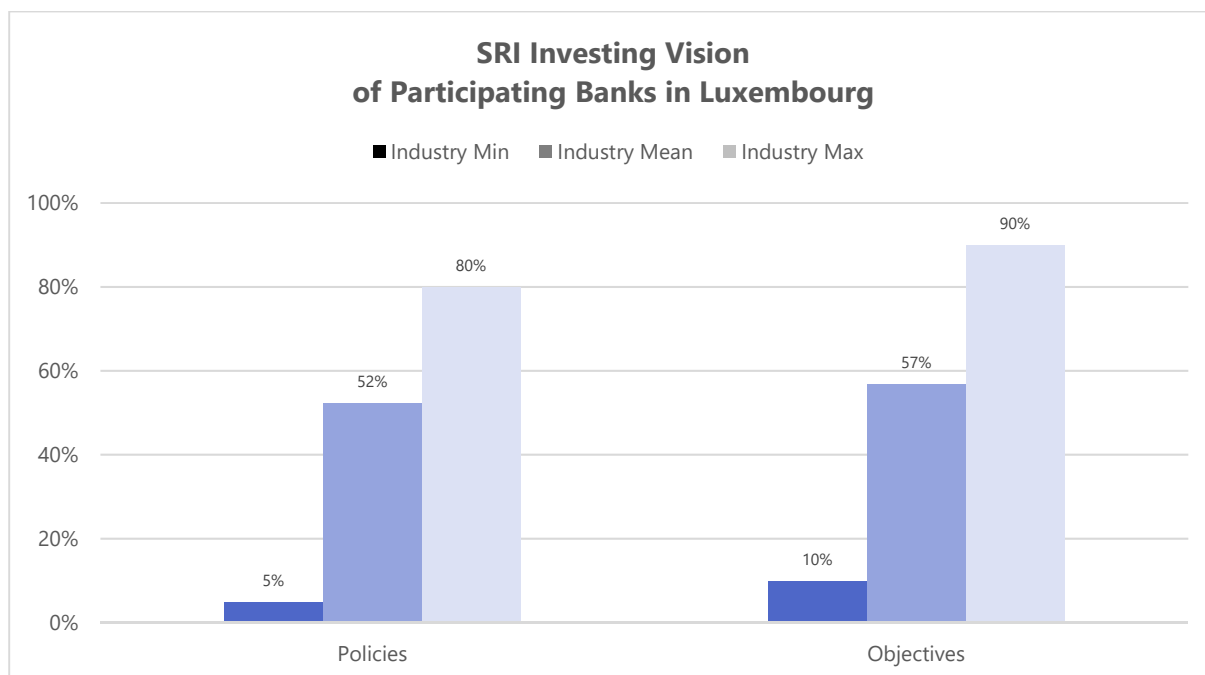
This report leverages a framework developed by the University of Zurich, at the Center for Sustainable Finance and Private Wealth from 2017 in a study performed on 15 private banks. The framework creates a model to assess banks across three main categories, subdivided into a total of nine criteria:

- **Vision:** comprises the banks’ SRI investing vision, policies and engagement by management as well as their strategic roadmap on introducing SRI investing.
- **Offering:** comprises the banks’ range of products (in-house or external), the SRI investment approaches on offer, the selection and introduction of products into the banks’ offering, the reporting and the relative share of SRI assets under management.
- **Service:** comprises the banks’ team, accessibility to the banks’ services, staff training and their engagement with clients on SRI investing.

SRI Investing Capability Framework (source: University of Zurich)



VISION



Half of the banks interviews still displayed a wait-and-see approach to SRI investing and have not started translating their vision into bank-wide objectives and incorporating sustainability into their governance processes.

The responsiveness and openness of the banks to this research study was high and fairly transparent. The bank representatives were interested in their bank's own performance and how it compares to the rest of the Luxembourg market. It is to be noted that half of the respondents are signatories of the United Nation Principle for Responsible Investing which demonstrates the willingness to be part of a community and apply standard principles while one bank is Signatory of UN Global Compact.

All interviewed banks except one confirmed that having an SRI strategy in place is a priority and are working towards formulating or have finalized their SRI investment policy and vision. For most, the formal policies still remain to be finalized and published. Only a couple of banks have their SRI Investing policies published online. The formalization of the SRI investing policy is a challenge for some banks as it requires as a first step to agree on definitions and concepts – others are waiting for the policies from their headquarters outside of Luxembourg.

Many executives stated that there is a shift towards adopting a vision and that the movement is gaining momentum. There is a clear concern at top management level to be more proactive.

As mentioned, half of the banks displayed a wait-and-see approach to SRI investing.

The banks quoted a couple justifications for this reactive approach:

First, there remains a lot of **uncertainty regarding actual market demand** by retail and private customers. Although they recognize that adopting sustainability is a relevant industry development, they are still assessing the opportunity and how to approach it.

Second, **there still remains confusion around the definitions and terms used in SRI investing.** There is still a wide dispersion on SRI Investing definitions used between the banks and no standard framework seems to have been adopted. In addition to internal confusion, communicating on SRI investing with banking clients in a clear and convincing manner is a challenge for the banks. Having said that, the banks have a pivotal role in shaping this discussion through transparency and advocacy.

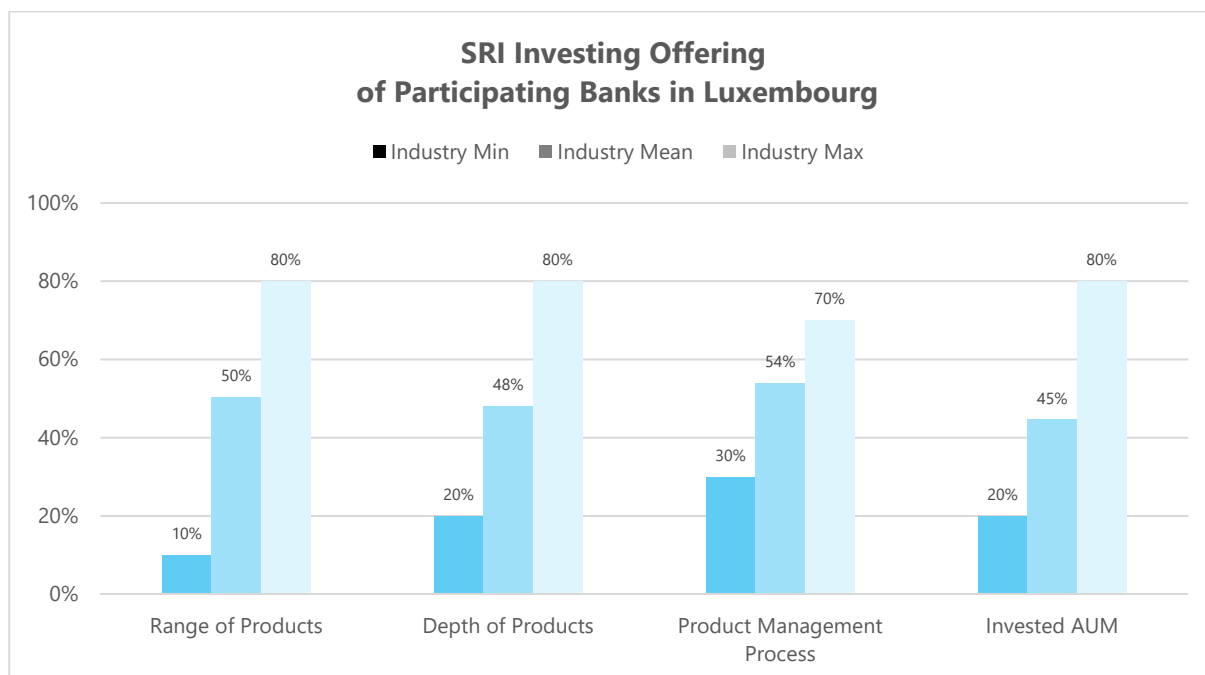
When it comes to SRI investing objectives, the banks are proceeding with different strategies. Some banks speak in numbers – they set objectives to achieve in term of ESG integration / opinion, standard exclusion approach and increase the number of products available for Luxembourg residents (for both local and foreign banks).

Other banks are more interested in developing their service offering, rather than a pure focus on product numbers, by developing tools for clients, training for the staff, client awareness and education, etc.

One of the banks goes beyond by having a reputational objective – to become THE sustainable bank in Luxembourg (and worldwide).

Lastly, **only a few banks mentioned the correlation between their Corporate Social Responsibility department and their SRI investing strategy** – they indicated that the two were intrinsically linked.

OFFERING



While the SRI investing product offering is more diverse than expected, there is a wide gap between the leader and follower banks; this holds especially true for the depth of the products that are offered.

International banks can typically leverage their headquarters' SRI investing product offering while local and smaller banks are strapped for resources and struggle to develop a broad offering. These latter banks tend to rely on external wealth managers that offer off-the-shelf product offering, thereby decreasing the banks' ability to respond to market demand and introduce better-tailored products to their clients' needs. A couple of local banks are however performing very well in offering home-made products.

Despite this, some international banks' offering in Luxembourg remain minimal as they have chosen not to list their international offering. Typically, low customer demand for nascent products is quoted as the reason for this.

The banks did not provide us with sufficient details on the number of SRI investment products listed (either they provided a range or they did not disclose the figures). **We note that, on average, banks have between 10 and 30 products (excluding direct equity/debt), which are third-party funds for the most part.** Only a few banks have in-house products. Third party funds allow the banks to have a wider offering and address very specific themes for their clients, as well as avoids conflict of interest.

From the University of Zurich report, there were 15 banks included in the study with an offering of 448 products in total. The average offering per bank was 34 products (the lowest number of products offered being 5 and the highest at 108). One half offered more products

from external asset managers (with an average of 84% of third party products), while the other half focus more on in-house products (offering only 20% of third party products).

Looking at the product offering as a whole, the approaches adopted have been slowly migrating from exclusionary screening to best-in-class screening to ESG integration. However, very few Luxembourg banks have adopted a broad range of thematic / impact investing products.

We speculate that SRI investment funds are facing barriers to reach end customers. Many SRI funds are not able to get listed with Luxembourg banks due to economic and structural issues. One such barrier is that banks claim not to have sufficient demand to justify keeping track of a broad list of SRI investment funds, which is necessary if they want to advise clients or invest under discretionary mandate. They can invest in those funds under execution-only services, but a client needs to direct them to do so and, even then, the banks would need sufficient capital from that single client to make it cost-effective to introduce a new fund into their systems.

Although banks are broadening their approaches, active ownership has seen limited adoption in their offering. Most products revolve around ex-post SRI performance of their investment strategy. Active ownership (by use of shareholder activism) is rarely exercised but needs to be used more. One barrier experienced by banks is the insufficient coverage of the investment universe by information providers. For instance, ISS only provides sufficient coverage of US equities. Fielding a reliable active ownership strategy is expensive because a dedicated team is typically needed to supplement the external proxy voting services. Another barrier is the complexity dealing with the many intermediaries with respect to external products.

Nevertheless, this should not stop banks from using this approach as the European leaders, which are both smaller banks, are able to do so regardless.

Finally, both thematic and impact investing product offerings are fairly slim. Banks have a restricted vision of what impact investing entails and tend to classify it as high risk, low liquidity investments into social entrepreneurs (similar to venture capital and angel investing). When a bank does have an impact investment offering, it would typically feature micro-finance funds. Some banks would classify water and green energy funds under the same header.

Many banks' approach to impact investing is still in infancy and the banks will need to invest to properly define impact investing, implement processes to identify and list impact products, and introduce impact metrics to ensure alignment with current impact investing best practise. Furthermore, clients with advanced understanding of impact investing typically demand customization of their impact portfolio, which makes it difficult to offer discretionary management without a developed impact investing framework.

Even if some banks are quite proactive, **reporting still lags behind as a standard practice.** One of the leading banks reported detailed business line reports on SRI performance, either monthly or quarterly, with the following metrics: number of engagement undertaken,

outcomes that results from engagement, number of executed proxy voting, outcomes that results from proxy voting, realized financial return, realized impact, ESG rating on product level and ESG rating on portfolio level.

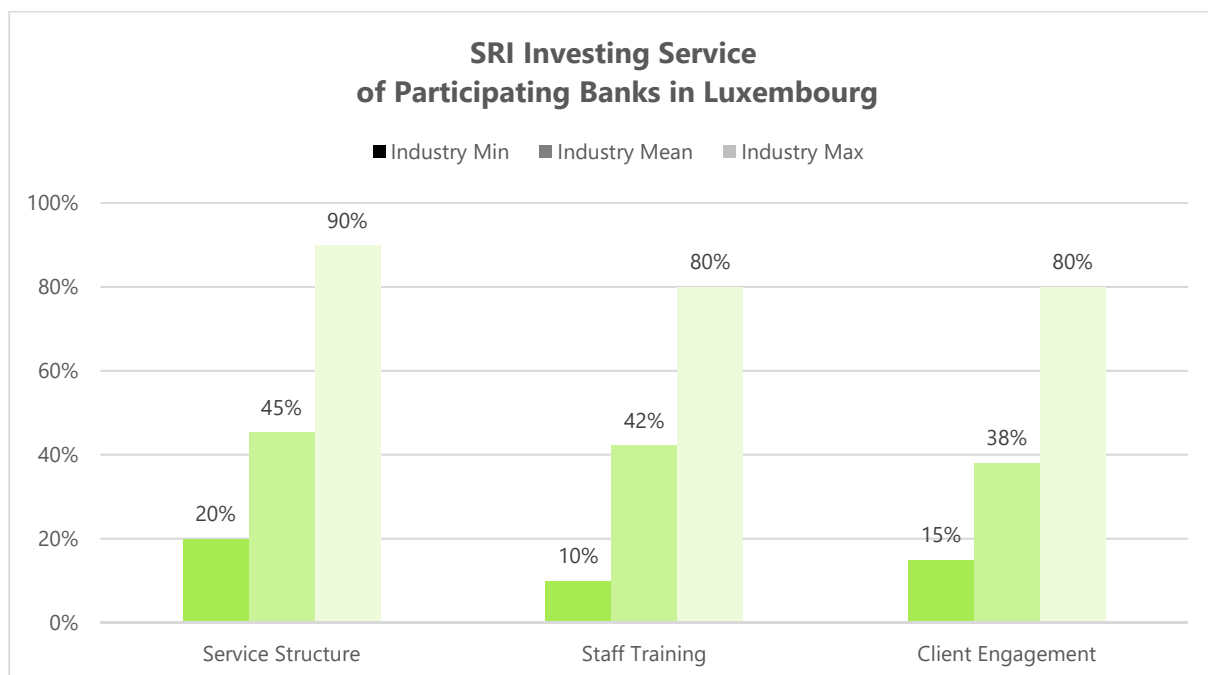
To improve their product management process, some banks have developed their own proprietary rating tool, which is a combination of rating systems (e.g., Sustainalytics, MSCI ESG, Bloomberg ESG) and SRI labels (e.g., LuxFLAG, ISR France, Ethibel Excellence). Other banks are only relying on external asset manager for the selection and rating of the products.

It is to be noted that the SDGs are used by a few banks, but this is not a standard approach for many of them. A couple of banks mentioned that they are using it internally. Despite more and more mainstream players are adopting the UN framework as a useful communication tool, the Luxembourg banks have not yet taken note of this development.

The relative share of invested AUM is still quite low (on average 5% or less) if we compare to European leaders in the industry (who have around 15% AUM in SRI investments). That being said, we have not challenged how the AUM computation has been done and verified whether the claimed AUM would qualify as SRI Investments).

It should also be noted that some banks shared detailed figures while others remain secretive (either on purpose or because they simply don't have the numbers) on their relative shares, which made it a challenge to compare banks.

SERVICE



Across the board, the banking industry in Luxembourg is lagging on SRI services. Only two banks have developed a meaningful SRI investing service (scores above 65%) with considerable investment going into staff training, client engagement, event organization and building a dedicated team on sustainability.

While most of the foreign banks performing well on SRI service in their home base, it is less so the case in Luxembourg. Some banks mention the lack of resources or the lack of demand from the clients compared to their headquarters.

While banks recognize the need for either a dedicated SRI investment team or a decentralized approach to infusing SRI investing across the entire company, they struggle with implementing these initiatives. At the moment, very few banks have dedicated staff (if the banks opt for a centralized team) or rigorous training programs for the entire staff (if decentralized). Those banks with a proactive approach are still building or expanding their teams.

Furthermore, many banks have not adjusted the incentive schemes for their relationship managers to sell SRI products and are therefore not willing to prioritize SRI investment products over their other products.

A significant barrier for clients of the private banks to access the SRI offering is the minimum amount to invest or put in to open a bank account.

For instance, one bank has a relatively low entry level when it comes to access its offering (around EUR 100,000). However, a new client will need to open an account with minimum EUR 2 million.

Another bank has no minimum investment amount for accessing the SRI offering but still it requires EUR 250,000 in liquid assets to open an account.

Efforts to train relationship managers and front-office staff are equally insufficient. Only four banks provide across-the-board training for their relationship managers as well as other staff.

The training efforts are mainly made internally with mandatory workshops (online or live). One of the bank is sending two of their senior staff to follow SRI/ESG trainings across Europe, while another bank sent staff to attend workshops to the PRI Academy¹⁸. At the banks where no training has being undertaken, we saw a senior manager (usually the head of investments) is in charge of developing the strategy.

Some banks rely on asset managers and their ESG analysts to team tag in client meetings with relationship managers to ensure sufficient knowledge is in the room.

According to the Zurich report, a shortcoming in developing sustainable investing capabilities is that training relationship managers on SRI investing is often considered an HR responsibility, where there is not enough knowledge or experience. This explains why there remain challenges in integrating SRI investing into advisory processes and the impression that the offering is more limited (or worse) than it actually is.

Other research studies indicate that relationship managers are the biggest barrier against wide adoption¹⁹.

Client engagement is still limited. A couple of banks are organizing events around ESG/SRI for quite a long time, others have just started but the majority is not organizing any events around sustainability. Thought leadership and publishing of news and articles is even less standard. Only one bank is active in terms of communication towards clients.

When asking the respondents about client onboarding and their appetite for SRI investing, **there are only two banks so far that systematically asks clients preferences.** This will obviously change soon with new regulatory requirements coming into effect.

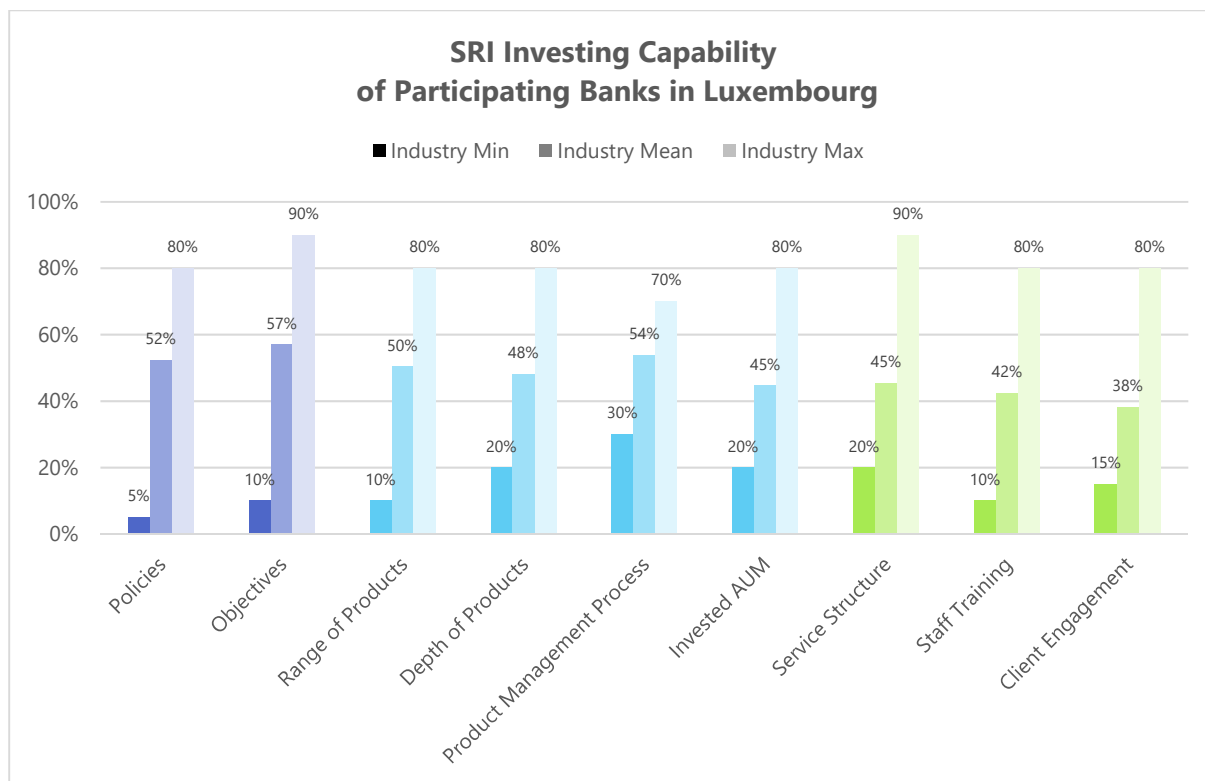
On average, the industry scores the lowest on fielding a believable and fit-for-purpose client engagement model. Only one bank has an in-depth on-boarding tool to assess their clients' wishes and needs for SRI investments.

¹⁸ <https://priacademy.org>

¹⁹ Paetzold and Busch (2014), "Unleashing the Powerful Few: Sustainable Investing Behaviour of Wealthy Private Investors" and Swiss Sustainable Finance (2018), "Finance for the Future – SSF Annual Report 2017"

CONCLUSION

Key Highlights



On the whole, the results from this study show that there has clearly been an evolution since 2017 when preliminary research benchmarking the bank offerings was reported, even if a modest one.

On average, the banking industry in Luxembourg performs well on the SRI investing vision but lags behind in the SRI product offering and supporting services.

SRI Investing Vision

Many bank executives declared that having an SRI Investing Vision in place is a priority and that they are working towards formulating or have finalized their SRI investment policy. For most, though, the formal policies remain to be finalized and published.

There seems to be a disconnect between high-level policy making and execution. **While some banks are well ahead of the competition (i.e., only two banks have an average score above 70%), the middle of the pack is struggling to convert their SRI vision into a meaningful offering and strong service.** Sustainable investing as a strategic priority is a recent development, which explains the gap in management attention and the lag in implementation.

The confusion around the various terms used in SRI investing is a challenge for all banks. The banks have a pivotal role in shaping this discussion through transparency and advocacy.

Although a few Luxembourgish banks are advanced, they still lag behind the European pioneers. To truly reach the top level, Luxembourgish banks will need to embed sustainability into their DNA. The leading banks in Europe, such as Triodos, Globalance Bank, Barclays, and others have developed key SRI policies at every relevant level (bank-wide, sector, asset class) and have publicly communicated these. Their management have given strong and explicit endorsement to SRI investing. Finally, they have set clear targets on how they aim to develop their bank's SRI investment capabilities further and implemented governance systems on product and process levels to track their progress.

SRI Investing Offering

While the SRI Investing Offering is more diverse than expected, there is a wide gap between the leading banks and following banks; this holds especially true for the depth of the products that are offered.

Typically, international banks have a better product offering as they leverage their headquarters' clout. However, even smaller banks can develop a meaningful offering by using external products. As highlighted in the University of Zurich report, the question of in-house vs external products offers different advantages and challenges. Offering external products provides more options and avoids conflict of interest, while having in-house products offers more control over the investment process and better alignment with the bank's investment philosophy. Either strategy would not limit a bank to create a strong SRI investing offering, as is proven by our European leaders highlighted in the Appendix. Triodos uses exclusively in-house products while Globalance Bank creates a compelling offering from solely external products.

Looking at the different approaches that are part of the product offering, **banks have been slowly migrating from exclusionary products to best-in-class and ESG integration, but very rarely do they offer thematic and impact investing products or promote active ownership.**

ESG integration is often used interchangeably with ESG rating or ESG investing, which causes considerable confusion. There is no consensus on what 'ESG integration' entails in practice. As part of the product management process, it is critical to evaluate the offering on:

- (1) The quality of data used: Are they using reliable data providers?
- (2) The rating process: Is it based on algorithms, analyst opinions, or a combination?
- (3) The criteria used: Some banks have low cut-off points to select the best-in-class. Others rely on simple criteria to guide their SRI investment approach (only CO2 emissions or reputational risk).

For example: A cut-off of the bottom 10% will remove worst performers without limiting the investment universe. However, that will not necessarily result in the fund manager selecting the investment opportunities with the best ESG performance.

The process in which a fund decides to sell or buy a specific investment is difficult for clients to understand but transparency is key to build trust in SRI investment products.

Active ownership has seen limited adoption in the banks' offering. Most products revolve around ex-post performance of their investment strategy. The offering of products engaged in active ownership should increase as it provides a useful tool for investors to proactively communicate their views on sustainability.

As mentioned, the thematic and impact investing product offering is slim. **Many banks' approach to impact investing are still in infancy** and will need considerable effort to define these approaches and implement processes to identify and offer more thematic and impact products.

The **European pioneers** have developed a broad range of in-house or external products including public equity/debt, private equity/debt, infrastructure, real estate as well as current and savings accounts. Their product range spans all SRI investing approaches across negative and positive screening, ESG integration, thematic investing and impact investing. All their funds have adopted active ownership approach to their portfolio holdings.

SRI Investing Service

When it comes to the SRI Investing Service, the majority of banks have fairly limited capability. Private banks have made the most in-roads into SRI investing, driven by demand from high net worth individuals and family offices.

Efforts to train relationship managers and front-office staff are under-developed. The banks will need to organize regular and compulsory training for their entire staff and continue to deepen their understanding of the field.

The banking industry scores the lowest on fielding a believable and fit-for-purpose client engagement model. Most banks do not ask yet whether their client are interested in SRI investing in the first place.

The **European pioneers** offer SRI investing services by default (automatic opt-in). They have frequent and compulsory SRI training for their entire staff with possibilities to acquire specialized knowledge on a voluntary basis. They offer client on-boarding with SRI integrated and have developed tools to help clients understand their preferences and footprint.

Recommendations

As shown in this report, the banking industry is still developing its footing in the sustainability space and much effort will be needed to reach comparative levels as European peers.

The lack of consistency in terminology is still prevalent across the industry and hampers the adoption of SRI Investing by a wider audience. This has been evidenced by various other players in the ecosystem²⁰.

Despite the ABBL-PwC report stating that 100% executives believe Sustainable Finance is a relevant trend, it is **unclear how much support is given internally to develop the sustainability objectives and whether the management is engaged in developing a clear roadmap** to act on this opportunity. There is need to delve deeper into this topic and interview the executive team to ascertain their objectives and timelines on improving their bank's SRI investing capabilities.

There is also a need for more awareness building by media players (e.g., RTL, Paperjam), by industry associations (e.g., ABBL, ALFI, LFF), through bank-sponsored events and through participation to other events (e.g., LMDI Impact Ecosystem). Note that these players would need to remain attentive to avoid aggressive marketing before the offering and services is truly mature.

In addition, creating benchmarks (like this study) would increase transparency of bank capabilities and nurture healthy competition.

More attention is also needed to educate not only the wealth managers but the entire banking staff about SRI investing. This is a fast-evolving field and, without regular training to keep the staff up-to-date, banks will not be able to keep up with international competition.

Many banks should also take on educating their clients around SRI investing in an objective manner. Many sustainable funds have proven that SRI investing does not necessarily mean the client needs to accept a below-market rate return. Disseminating independently verified research (into understandable brochures) would help clients assess their options better and could appeal to their latent investment needs.

²⁰ Players like:

<https://www.greenbiz.com/blog/2012/09/10/beyond-esg-new-acronym-investors>

<https://www.famcap.com/2018/11/sustainable-finance-has-a-terminology-problem-heres-a-proposal-to-fix-it/>

<https://www.hermes-investment.com/de/insight/equities/bringing-clarity-to-esg-investing/>

Local banks should take note of the developments across the rest of Europe. The international banks that are locally active can leverage their headquarters' capability and have it considerably easier to introduce already-developed SRI products into Luxembourg.

Private banks also seem to be ahead of the curve on SRI investing capabilities. Although it is commendable that they have developed a strong SRI offering, **the barriers for Luxembourg residents to become customers with private banks are too high** due to minimum account size and minimum investment size into a single product.

Some data could not be collected in the allotted period and that it would be **interesting to run an extension** to (1) capture any missing banks and (2) obtain updates from the already-included banks.

In addition, the scope of this study was limited to the banking industry. An extension of this research study could **expand its scope further to map out independent wealth / asset managers, pension funds, insurance companies and others.**

While this study gauges the capabilities of the banks in providing a believable SRI offering and service to their customers, it does not provide an explanation on the SRI investment product demand. Beyond anecdotal evidence, **no independent studies have been undertaken to understand the true demand (current, emerging and latent) of banking customers in Luxembourg.**

This research study should be repeated at regular intervals to track the progress made by the banking industry, create transparency and credibility on SRI investing capabilities, expedite the Sustainable Finance Roadmap and support the national goals set by the Luxembourg government on sustainable development.

APPENDIX

Luxembourg – Home of Sustainable Finance...?

- Tom Theobald, Deputy CEO of Luxembourg Finance, representing the Luxembourg financial centre at the inaugural meeting in Milan, said: **“Luxembourg, in its role as a leading international platform for sustainable finance**, is committed to work together with other financial centres to drive climate action and sustainable development across the globe. The fact that 16 financial centres have today agreed on a shared strategy and priority actions for green and sustainable finance sends an important signal.”
[Luxembourg for Finance, PR on “Leading Financial Centres agree on action plan green sustainable finance”](#)
- “Luxembourg has been at the **forefront of this development** [raising money for sustainable development goals].” *LFF “Sustainable Finance” booklet, 2017*
- “Luxembourg is the top ranked domicile for promoters of responsible investment funds: 31% of all European RI vehicles (and 26% of RI assets) are managed out of Luxembourg.”
[KPMG Broadridge data, 2017](#)

How are local banks and FSIs playing the game?

- If all the funds and institutional investors are so active in SRI here, what's on offer for the private investors...?
- We interviewed the following players between October 2017 and May 2018:
 - International Banks: UBS, Credit Suisse, SEB, ING, BGL BNP Paribas, Société General, Degroof Petercam
 - Local Banks (both retail and private): Spuerkeess / BCEE, BIL, Raffeisen, CBP Quilvest
 - Insurance players: Foyer, AXA
 - Asset managers: PRIVALUX

Responsible Investing Product Offering for Luxembourg Residents



Based on qualitative market research Oct-2017 to May-2018

Tiime

11

Research Insights

- Very little on offer for Luxembourg residents; when there are products:
 - Advisors are ill-informed
 - Products not readily available – need to push/dig (e.g. LMDF)
 - Min investment amount too high (SEB/UBS)
- International banks have a better product offering – typically because they can lean on HQ offering
- Smaller local banks typically have a more reactive approach than the bigger local banks – we speculate that this might be because of closer advisor-client relationships
- The product offering has been slowly migrating from SRI (exclusion) to ESG (sustainability), but very rarely thematic / impact investing products
- Latent demand for impact products in Luxembourg has been demonstrated by increased allocation to micro-finance institutions and interest in the space thanks to initiatives like EIL/I4D/TIIME, etc.

Tiime

12

Letter Addressed to Minister of Finance, dated 14-Sep-2018



NOHALTEGKEETSROT

Luxembourg September 14th 2018

Minister Pierre Gramegna
Minister of Finance
Ministry of Finance
L - 2931 Luxembourg

Dear Minister Gramegna,

In our role as trusted advisors to the government on issues related to sustainable development, we would like to bring to your attention a concern in the related field of responsible finance, which is intrinsically linked.

There is currently a strong campaign in Luxembourg's financial representatives positioning and messaging around Luxembourg as a center for 'Sustainable Finance' (1) through multiple media channels domestically and abroad.

We applaud the significant efforts of the government and influential players in the financial markets who are driving the dialogue and initiatives to stimulate the development. It is imperative that finance – a cornerstone of Luxembourg's economy and competencies – makes urgent and drastic adjustments to influence global markets towards sustainable development (2).

However, the CSDD would like to bring to your attention a concern we have regarding the discrepancy in the branding and communication around Luxembourg's prominent role in Sustainable Finance and what is actually available to clients of the Luxembourg financial market place – whether as retail/private banking customers, entrepreneurs or even institutional investors.

Our colleagues from TIIME, a social impact catalyst specializing in impact finance, have performed research into the offering of sustainable financial products (ESG, SRI and Impact Investing) available on the Luxembourgish market for retail and private banking customers. Their research concluded that very few financial products are on offer for Luxembourg residents. Furthermore, when a financial institution had products, they were typically not accessible to retail customers or they were counseled against buying the products. Interestingly, there has been notable improvements and activity since the research at the end of last year seems to have stimulated action. The high level results and concrete suggestions are included in the attached study.

We are aware that the Luxembourgish finance industry, with its vast experience as a fund platform distribution center, is in a prime position to become a leading player on sustainable finance and we celebrate the current efforts being undertaken to profile Luxembourg as such.

However, we are concerned that the discrepancy between the reality for Luxembourg residents and Luxembourg's positioning as the "home of sustainable finance" poses a reputational risk. Despite recent improvements, Luxembourg still lags behind its European peers that have developed a range of solutions from green pension plans, charity banks and basic socially responsible savings accounts.

As such, we would like to request that, alongside the efforts to drive a roadmap for sustainable finance and the branding of Luxembourg as a home for sustainable finance, we strengthen domestic efforts to encourage banks and financial institutions to swiftly develop a range of sustainable finance offerings for residents and actively communicating and encouraging their adoption to stimulate the development and synergies with the overall sustainable development efforts of the country.

We would be pleased to discuss our concerns with you in more detail with an objective to get your views on how CSDD can support the efforts in developing solutions and an efficient action plan.

Sincerely yours,

Francis Schartz



Président du Conseil supérieur pour un
Développement durable

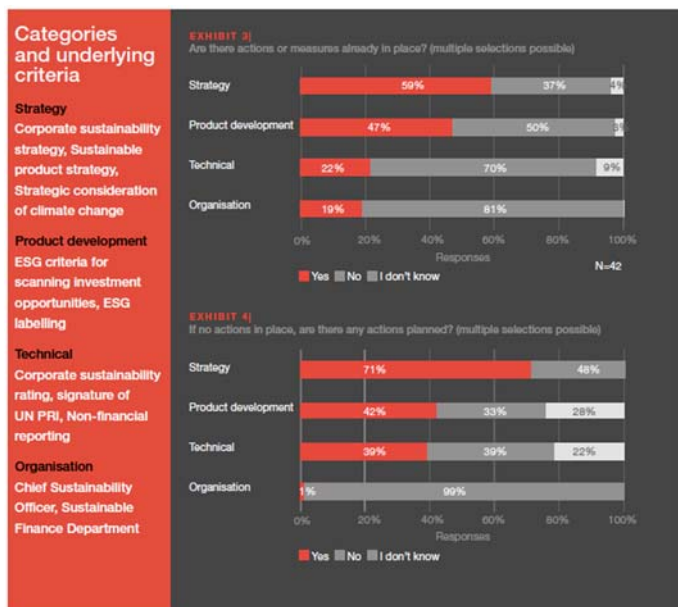
This letter has also been addressed to Mr Xavier Bettel, Prime ministre, minister of State, to Ms Carole Dieschbourg, ministre for Environnement and Mr Etienne Schneider, Vice-Prime ministre, minister of the Economy.

- (1) Sustainable Finance is defined by Luxembourg for Finance as referring to 'any form of financial service integrating environmental, social and governance (ESG) criteria into the business or investment decisions for the lasting benefit of both clients and society at large'
- (2) As a first measure through negative screening to reduce harm (through socially responsible investing), and developing more stringent filters (ESG) and then towards positive screening (impact investing)

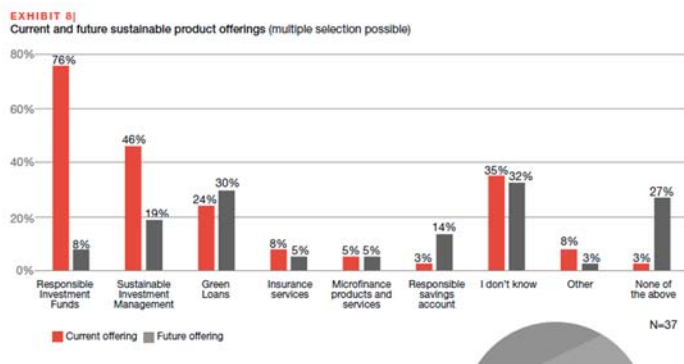
ABBL Sustainable Finance Market Study

CEO Pulse Survey 2019 in collaboration with PWC Luxembourg (May 2019) – Highlights from the Survey

The Survey highlights that the respondents are mainly taking measures pertaining to the strategy. Respondents are significantly less proactive regarding the development of technical and organizational measures.



35% of the respondents don't know about the current sustainable product offerings.



The conclusion of the survey highlights that most of the banks did not take any action so far.

Although banks did not take any actions so far, the survey results show that there is a high number of entities, who plan to implement actions and measures in the nearer future. By taking a closer look at banks' motivation, solution development and branding seem to be equal motivation factors towards Sustainable Finance, which is obviously a market driven topic. Many banks stated that Sustainable Finance could be an opportunity for further development of their current business models. For example, the results indicate that customers are concretely interested in new sustainable B2C solutions. The willingness to contribute to the overall sustainable development in Luxembourg underlines this development as an accelerator to differentiate on the market. The need to comply with the upcoming EU regulation is also an important reason for banks to develop Sustainable Finance, as it creates a comprehensive framework for the financial sector. The ABBL Sustainable Finance Market Study results reflect that the upcoming EU normative framework is mostly perceived as an opportunity, both at entity and at group level.

List of Participating Banks

Participating Banks

- Banque de Luxembourg
- Banque Internationale à Luxembourg (BIL)
- BCEE (Banque et Caisse d'Épargne de l'État)
- BGL BNP Paribas
- BNP Paribas Wealth Management
- CBP Quilvest
- Crédit Agricole Indosuez
- Edmond de Rothschild
- KBL
- Raiffeisen
- SEB (Skandinaviska Enskilda Banken)
- Société Générale
- UBS

Banks that declined to participate

- Deutsche Bank
- DNB (Den Norske Bank)
- ING

Banks that were contacted but no response received

- Crédit Suisse

Definitions and Approaches of Participating Banks

Name of the bank	Approaches applied	Definitions
Banque de Luxembourg	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exclusionary / Negative Screening ▪ Norms-based Screening ▪ Best-in-Class / Positive Screening ▪ ESG Integration ▪ Active Ownership / Corporate Engagement 	Socially Responsible Investment (SRI) refers to investment approaches that incorporate environmental, social and governance (ESG) criteria, over and above financial considerations. SRI promotes a sustainable economy by encouraging the inclusion of extra-financial criteria.
Banque Internationale Luxembourg	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exclusionary / Negative Screening ▪ ESG Integration ▪ Thematic Investing 	We define SRI as Sustainable and Responsible Investing, as a generic concept related to all types of investment using either; ethical or normative screening, ESG integration, best –in-class, or impact investing related to UNSDG and active engagement.
BCEE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exclusionary / Negative Screening ▪ Norms-based Screening ▪ Thematic Investing ▪ Impact Investing / Community Investing 	An investment in a company that is considered as being socially responsible because of the nature of the business conducted by the company.
BGL BNP Paribas & BNP Paribas Asset Management	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exclusionary / Negative Screening ▪ Norms-based Screening (norm-based exclusion and sectoral exclusion) ▪ Best-in-Class / Positive Screening ▪ ESG Integration ▪ Active Ownership / Corporate Engagement ▪ Impact investing 	<p>Sustainable investments apply the sustainable development concept to financial solutions. They therefore aim to have a positive long-term impact on society.</p> <p>These investments are made in selected economic players (e.g. companies, states and supranational bodies) based on two complementary approaches: a traditional financial analysis and an additional analysis which focusses on ESG (Environment, Social and Governance) criteria. Sustainable Investments cover potentially all geographies and all asset classes.</p>
CBP Quilvest	<ul style="list-style-type: none"> ▪ All approaches on demand 	SRI goes beyond everything ESG more into impact investing. ESG is just something that makes people feel good about themselves.
Crédit Agricole Indosuez	<p>The bank has a limited offering in:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Norm-based screening ▪ Thematic investing, and ▪ Impact investing 	<p>The bank defines SRI as an umbrella term which includes the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Exclusionary / Negative Screening ▪ Norms-based Screening ▪ Best-in-Class / Positive Screening ▪ ESG Integration ▪ Thematic Investing ▪ Impact Investing / Community Investing ▪ Active Ownership / Corporate Engagement
Edmond de Rothschild	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exclusionary / Negative Screening ▪ Best-in-Class / Positive Screening ▪ ESG Integration ▪ Thematic Investing ▪ Impact Investing / Community Investing ▪ Active Ownership / Corporate Engagement 	Generic term referring to all ethical, socially responsible (SRI), solidarity investments etc... In other words, any form of investment which combines investors' financial objectives with a commitment to acknowledging Environmental, Social and Governance (ESG) issues. For Edmond de Rothschild AM, Responsible Investment is expressed in the form of a specialized range of SRI funds, showcasing their in-house expertise, and more generally with the integration of ESG factors in the fundamental analysis of their investment strategies.

Name of the bank	Approaches applied	Definitions
KBL	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exclusionary / Negative Screening: standard approach ▪ Norms-based Screening: standard approach ▪ Best-in-Class / Positive Screening: dedicated approach ▪ ESG Integration: standard approach ▪ Thematic Investing: dedicated approach ▪ Impact Investing / Community Investing: dedicated approach ▪ Active Ownership / Corporate Engagement: standard approach 	<p>KBL Group has a Responsible Investment Policy that applies to all managed assets (Advisory, Discretionary and Managed funds). This RI policy consists into 5 pillars:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimum ESG requirements 2. Active and ownership 3. Specific exclusions (controversies) 4. ESG integration 5. Reporting <p>SRI includes the above plus: sector-exclusion, impact, best-in-class and thematic investing.</p>
Raiffeisen	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exclusionary / Negative Screening ▪ Norms-based Screening ▪ Best-in-Class / Positive Screening ▪ ESG Integration ▪ Thematic Investing 	<p>They define SRI as investment products (investment funds, structured products, ETFs, bonds, shares..) which take into account SRI criteria.</p>
SEB	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exclusionary / Negative Screening ▪ Norms-based Screening ▪ Best-in-Class / Positive Screening ▪ ESG Integration ▪ Thematic Investing ▪ Impact Investing / Community Investing ▪ Active Ownership / Corporate Engagement 	<p>SEB generally uses 5 categories:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. no consideration at all; 2. minimum integrity (cluster bombs, weapons of mass destruction); 3. exclusion-based (ethical); 4. SG/Sustainable (ESG integrated) and 5. Impact/Thematic.
Société Générale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exclusionary / Negative Screening – applied to all portfolio mandates, not only SRI mandates – they exclude companies from the defence sector dealing with landmines, cluster bombs, depleted uranium-based munitions and we exclude all the companies with the red flag level of controversies according the MSCI ESG Research. The red flag includes the companies transgressing the 10 UN Global Compact principles as well as the companies challenged with the very severe controversies. ▪ Best-in-Class / Positive Screening – applied to our SRI offering. ▪ ESG Integration – applied within our fund selection ▪ Thematic Investing- applied within their fund selection 	<p>Within the SRI investing approach, the aim is to find and finance companies and public-sector bodies that contribute to sustainable development, regardless of their sector of activity. By influencing governance behaviour and management practices, SRI fosters the transition to a more sustainable economy.</p>
UBS	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exclusionary / Negative Screening ▪ Norms-based Screening ▪ Best-in-Class / Positive Screening ▪ ESG Integration ▪ Thematic Investing ▪ Impact Investing / Community Investing ▪ Active Ownership / Corporate Engagement ▪ ESG improvers equities 	<p>Sustainable Investing (SI) as is a set of investment strategies that incorporate environmental, social and governance (ESG) considerations into investment decisions, while achieving market comparable returns. This is their umbrella term that includes all types of investment approaches related to sustainable investing, responsible investing, impact investing, socially responsible investing, ethical investing, SDG investing, social investing, values-driven investing, etc.</p> <p>They are also using the term Core SI: Core SI are SI products that involve a strict and diligent asset selection process through either exclusions (of companies/sectors from portfolio where the companies are not aligned to an investor's values) or positive selections (such as best-in-class, thematic or ESG integration and impact investing).</p>

Assessment of Participating Banks

BANK NAME	VISION		OFFERING				SERVICE			BANK AVERAGE
	Policies	Objectives	Range of Products	Depth of Products	Product Management Process	Invested AUM	Service Structure	Staff Training	Client Engagement	
Banque de Luxembourg	80	70	75	60	60	65	70	60	65	67
Banque Internationale à Luxembourg	30	60	10	25	40	20	30	25	30	30
BCEE	30	35	40	30	40	20	20	50	30	33
BGL BNP Paribas	80	90	60	60	60	60	70	80	70	70
BNP Paribas Wealth Management	70	90	80	80	70	60	90	80	80	78
CBP Quilvest	5	10	10	60	30	20	20	10	15	20
Credit Agricole Indosuez	20	20	40	20	30	20	30	10	15	23
Edmond de Rothschild	80	80	70	60	70	50	30	35	20	55
KBL	70	90	65	80	65	80	70	50	50	69
Raiffeisen	15	20	30	30	30	20	20	10	20	22
SEB	65	50	45	20	70	80	50	40	30	50
Société Générale	60	45	60	40	65	20	55	50	20	46
UBS	75	80	70	60	70	65	35	50	50	62
MIN	5	10	10	20	30	20	20	10	15	20
MEAN	52	57	50	48	54	45	45	42	38	48
MAX	80	90	80	80	70	80	90	80	80	78
Triodos	100	100	80	95	70	70	80	95	75	85
Globalance	90	100	95	80	75	70	80	95	95	87

Banque de Luxembourg

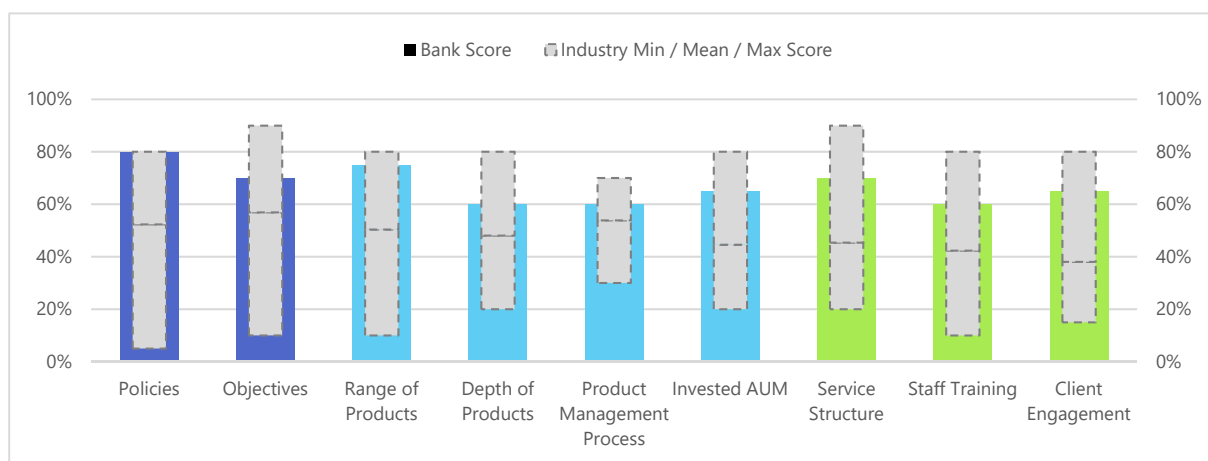
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
N	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	Y	Y	Y	Y	N	Y

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	<p>The bank has 2 policies relating to ESG (general and investment).</p> <p>They are signatories of UNPRI.</p> <p>The bank is strongly committed to ramp up their SRI Investing strategy</p>	<p>The bank started to be active in SRI only since 2017.</p>
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	<p>65% of the AuM²¹ includes ESG criteria. Considering the interest of their clients in SRI, they will continue to build on the offering.</p> <p>They have 3 in-house SRI funds</p>	<p>The current AuM in SRI is marginal, i.e. around 5%</p> <p>The bank is only using 1 source internally (Morningstar) for selecting their SRI offering.</p> <p>The bank has a limited depth of products on offer (except for discretionary mandates).</p> <p>The bank is not reporting yet on SRI investing performance (yet).</p>
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	<p>The bank has a person in charge of developing the SRI strategy and an ESG analyst closely working with their Fund Managers.</p> <p>The staff is attending workshop to understand what ESG and SRI is.</p> <p>The bank is active in terms of communication/events vis-à-vis their clients: organisation of in-house conferences and events for clients, promotion on BrightTALK, commercial brochures, dedicated icon on fact sheets.</p>	<p>No questions on ESG/SRI appetite of clients during the onboarding process.</p> <p>They still need to develop their 'active ownership' strategy.</p>

²¹ The research team did not verify how the bank computes its AuM.

Banque Internationale à Luxembourg

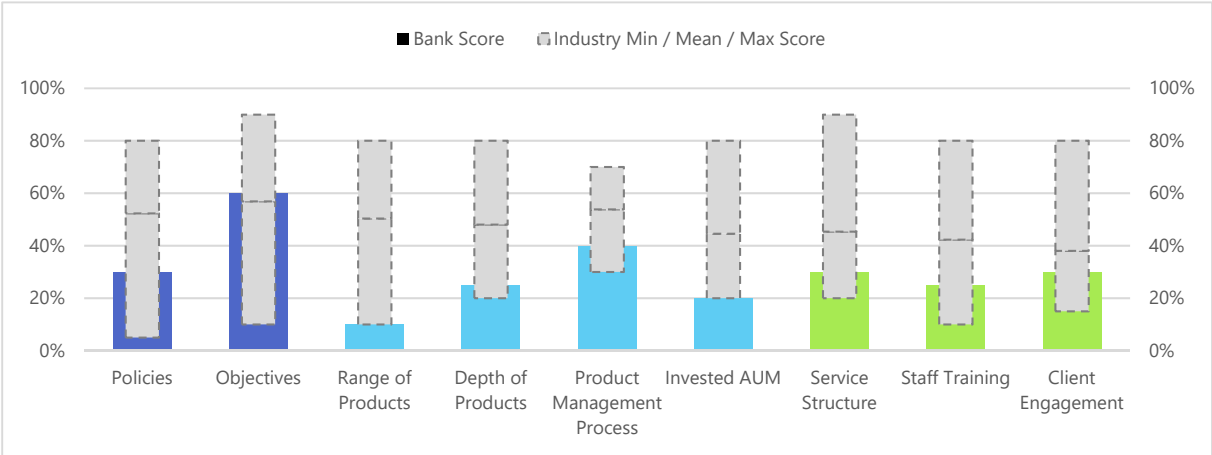
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
Y	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	N	N	Y	Y	N	N

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	<p>The bank is aware that they need to accelerate their SRI offering – their ambition is to extend SRI ‘compliance’ to all investment process.</p> <p>They are planning on building a knowledge-sharing community platform for internal and external use.</p> <p>Their ambition is to extend SRI “compliance” to every investment process</p>	<p>No policy in place yet.</p> <p>The SRI strategy of the bank is still in its early days.</p> <p>The ambition of developing a more robust SRI offering mainly focus on private banking.</p>
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	<p>The bank is using their own screening approach to select SRI products based on a qualitative questionnaire.</p> <p>Offering available to their entire customer base (retail + private banking) provided the client is using advisory services</p>	<p>The current offering is marginal, i.e. less than 5% of AUM²² - no specific products for retail clients.</p> <p>No in-house product yet.</p> <p>Limited offering in thematic (LMDF) and no impact investing offering.</p> <p>The offering for retail clients is only available if the client is using advisory services.</p> <p>No SRI saving accounts for retails clients.</p> <p>The bank is not reporting yet on SRI investing performance.</p>
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	<p>The bank is planning on communicating more about ESG and SRI topics on their website, through events, and staff training.</p>	<p>Only 1 person in charge of developing the SRI strategy.</p> <p>No questions on ESG/SRI appetite of clients during the onboarding process.</p> <p>The roadmap for sustainability focus on discretionary services – not retail banking when it comes to staff training.</p>

²² The research team did not verify how the bank computes its AuM.

BCEE

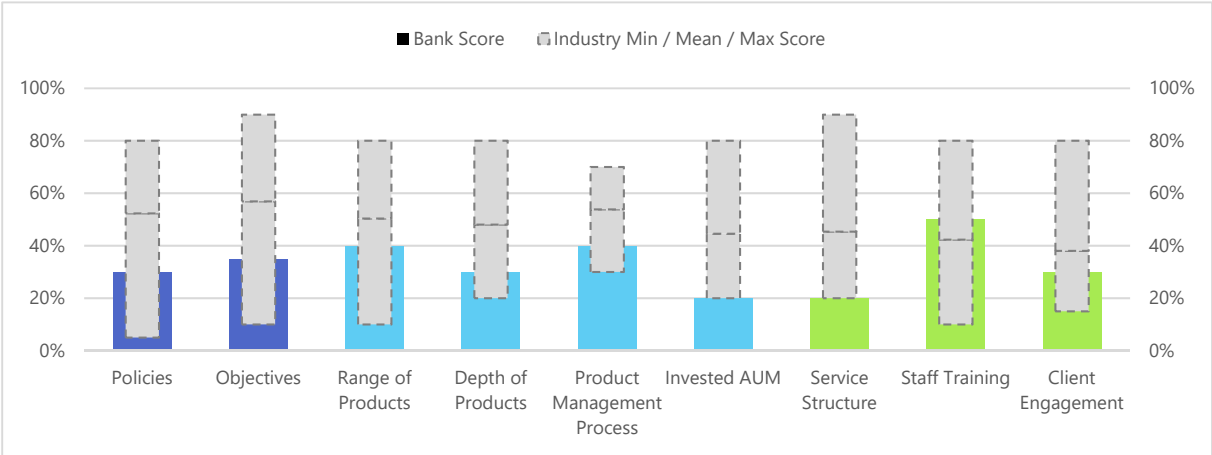
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
Y	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	Y	N	N	Y	Y	N

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	<p>The bank is working on its 2025 strategy plan which will include objectives matched with SDG.</p> <p>The bank is planning on implementing thresholds of minimum ESG requirements per portfolio.</p> <p>Strong endorsement from the top.</p>	<p>No policy yet (currently being drafted).</p>
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	<p>Offering available to their entire customer base (retail + private banking) – between 10 and 15 third party funds.</p> <p>No minimum amount to invest to access SRI funds.</p> <p>ETIKA offers for Retail Banking an ethical saving account which enables the financing of sustainable projects.</p>	<p>The current offering is marginal, i.e. less than 5% of AUM²³</p> <p>The SRI service offering is under development.</p> <p>No in-house products yet.</p> <p>The bank is not reporting yet on SRI investing performance.</p>
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	<p>The have trained their sales team on SRI/ESG</p> <p>They are organizing some events for their clients or the public.</p>	<p>No questions on ESG/SRI appetite of clients during the onboarding process.</p> <p>The bank hasn't integrated yet active ownership.</p> <p>No dedicated team.</p>

²³ The research team did not verify how the bank computes its AuM.

BGL BNP Paribas

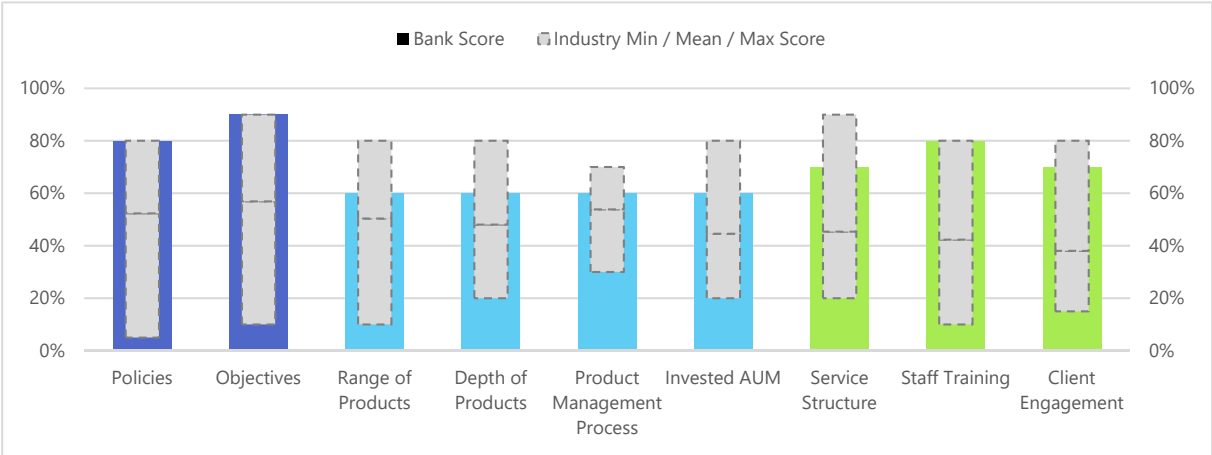
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
Y	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	<p>The bank wants to be the bank of sustainable finance in Luxembourg, for both retail and private banking.</p> <p>They have a Global Sustainability Strategy and a Responsible Business Conduct Policy at group level launched recently (Q1 2019).</p> <p>They are signatories of UNPRI (at group level).</p>	<p>The policies have only been formalized lately.</p> <p>No public version of the Global Sustainability Policy yet.</p>
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	<p>As part of the responsible investing policy, the bank applies ESG criteria to all investment decisions and all of their open-ended funds.</p> <p>At local level, the current AuM²⁴ in SRI is 11% - objective is to increase this number.</p> <p>A new SRI fund has been launched which is only available in Luxembourg (Generalpart 1 World Sustainable).</p> <p>No minimum amount to invest to access SRI funds.</p> <p>Their main KPIs when it comes to reporting is the AuM of their clients in sustainable investments.</p> <p>For existing clients, no threshold to benefit from the offering.</p>	<p>Only 1 in-house product made in Luxembourg fund. Most of the offering is selected by BNP Asset Management</p> <p>Limited offering in impact investing</p> <p>BGL BNP Paribas is leveraging the rating tool used by BNP Paribas WM.</p> <p>New clients need to invest minimum EUR 250k in liquid assets.</p>
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	<p>All the local advisors (retail and private) have been trained on SRI/ESG.</p> <p>Dedicated team in Luxembourg.</p> <p>During onboarding, retail and private clients are being asked about their SRI/ESG appetite.</p>	<p>Limited sales effort made.</p>

²⁴ The research team did not verify how the bank computes its AuM.

BNP Paribas Wealth Management

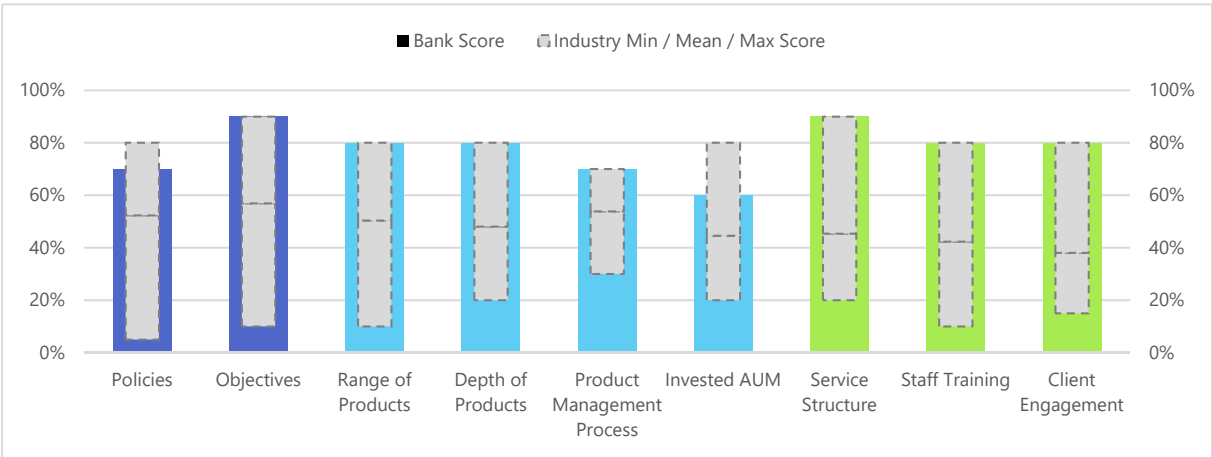
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
N	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	<p>By 2020 they want to have 100% of their recommended products with an ESG opinion.</p> <p>They've developed a strong knowledge on the different SRI approaches.</p> <p>They will use the policy to create a specific and formalized dialogue with product manufacturers to (i) support the Sustainable Investment asset management industry's efforts to enlarge the high-quality offering in SI and (ii) to encourage the development and/or improvement of good sustainable investment practices.</p>	<p>The policies have only been formalized lately.</p> <p>No public version of the Global Sustainability Policy yet.</p>
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	<p>Wide range of 88 SRI products.</p> <p>Developed a proprietary Sustainability Rating Tool (includes 6 sustainability levels) - adapted to asset classes, regions, sectors and Sustainable Investment approaches.</p> <p>Detailed KPIs²⁵ to track development of product range and depth.</p>	<p>AUM²⁶ as of end 2018 in Luxembourg: approx. EUR 3 bn (funds and direct lines)</p> <p>Most of the funds are initiated from Paris.</p> <p>The bank is focusing more on Service than products.</p>
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	<p>During onboarding, clients are being asked about their SRI/ESG appetite. A dedicated tool has been developed (myImpact) at group level and being tested in Luxembourg to create an impact profile for clients and to send information on SRI products to clients.</p> <p>The staff is being trained on myImpact as well as services offered. A certification is granted to relationship manager following a ½ day training on 'Positive Impact'.</p> <p>Dedicated team in Luxembourg.</p>	<p>No specific strategy to attract Luxembourg based clients.</p> <p>Awareness building with and education of clients is still WIP (but will be reinforced with myImpact).</p> <p>No threshold to invest however minimum of EUR 250 k to open an account.</p>

²⁵ Main KPIs are (not exhaustive): AuM (total ; split between Advisory and DPM; per asset class); # products and % of the recommended universe for each asset class; # products passing minimum sustainability level and % of the recommended universe for each asset class; % in multisectoral and thematic strategies (for funds only) and % in internal and external funds; number of clients having fulfilled myImpact.

²⁶ The research team did not verify how the bank computes its AuM.

CBP Quilvest

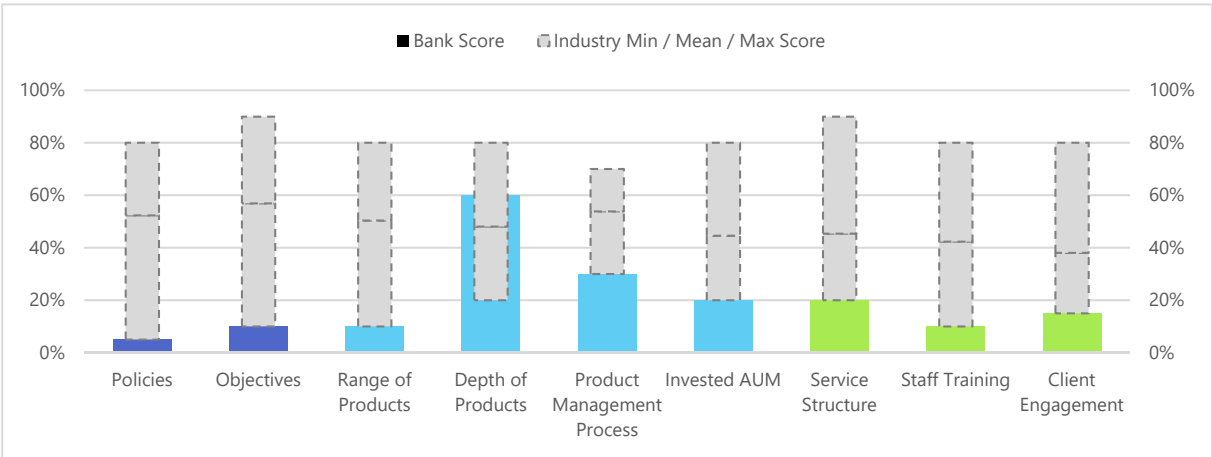
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
N	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	Y	Y	Y	Y	N	Y

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	Even if the executive team is not pushing ESG/SRI offerings & services, there is one senior person in the bank trying to develop ESG/SRI.	The bank has not developed any ESG/SRI documentation or policy. The top management is not pushing ESG/SRI as a strategic opportunity.
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	The bank has ESG/SRI solutions if a client request for them: They can provide products in almost all asset classes (except real estate). The bank is in the process of establishing an SRI fund list.	Limited range of SRI products (around 10). Limited access to SRI information to support product management process Relying on external fund managers to propose products The current AuM ²⁷ in SRI/ESG is marginal, i.e. around 4%. No reporting in place.
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	The bank is trying to define with clients what they want to achieve with their mandate and have regular exchanges on the products that they wish to be exposed to when it comes to SRI/ESG.	No questions on ESG/SRI appetite of clients during the onboarding process. No team member specialized in SRI/ESG and limited plans to develop skills/expertise in that field. No events for clients. Recommended threshold of EUR 500 k to invest, preferably EUR 1 Mio (except for ETFs).

²⁷ The research team did not verify how the bank computes its AuM.

Crédit Agricole Indosuez

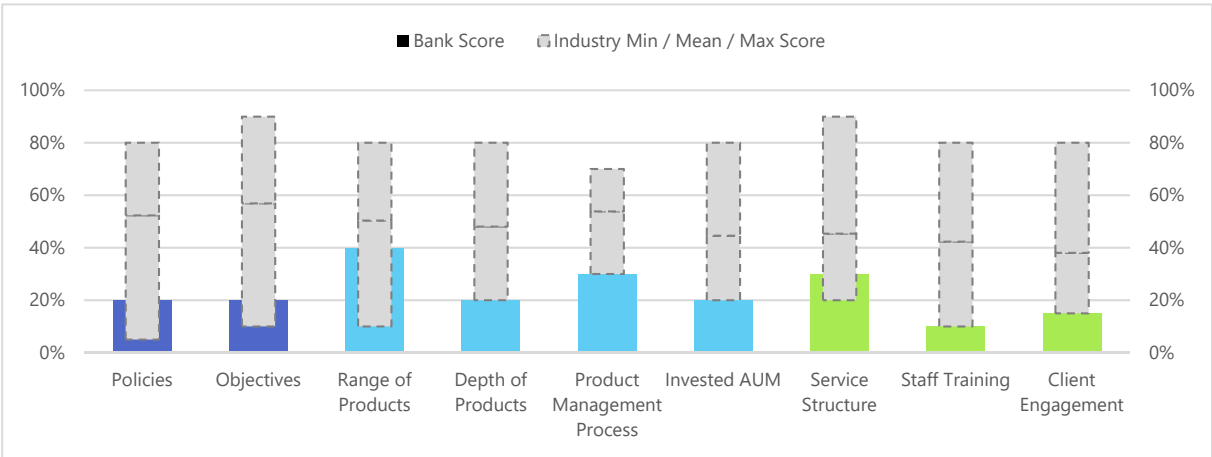
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
N	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
N	Y	Y	N	Y	Y	N

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	The bank was a one of the pioneers in Luxembourg: it used to manage a Best-in-Class discretionary program from 2006 to 2009. However, they had to stop due to the lack of interest of clients at the time.	The bank doesn't have an SRI/ESG policy. They have a reactive approach when it comes to SRI/ESG.
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	The bank is working closely with Amundi to be able to offer SRI funds. The bank is also offering green bonds and structured SRI products on demand. The bank is exploring how to offer SRI private equity products. They are studying the implementation of a proprietary rating from a company belonging to the group (Amundi)	The current AuM ²⁸ in SRI/ESG is marginal (less than 5%). No in-house products. The offering is limited to Listed Equity and Listed Debt. No dedicated marketing organized at this stage (neither brochure nor online). No reporting on SRI portfolio. No rating implemented at Luxembourg level yet. For existing clients to access the offering, they need to sign an advisory mandate.
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	Progress are being made at HQ level to strengthen the expertise internally. At HQ level, the bank has plans to give an ESG notation to each client's portfolio with a specific focus in green finance.	No questions on ESG/SRI appetite of clients during the onboarding process. No dedicated training for the staff in Luxembourg. The bank has a limited thematic investing, norm-based screening and impact investing offering available through its advisory service. Minimum of EUR 300 k to invest in an advisory mandate for new clients - for existing clients need to sign an advisory mandate. The bank hasn't integrated yet active ownership.

²⁸ The research team did not verify how the bank computes its AuM.

Edmond de Rothschild

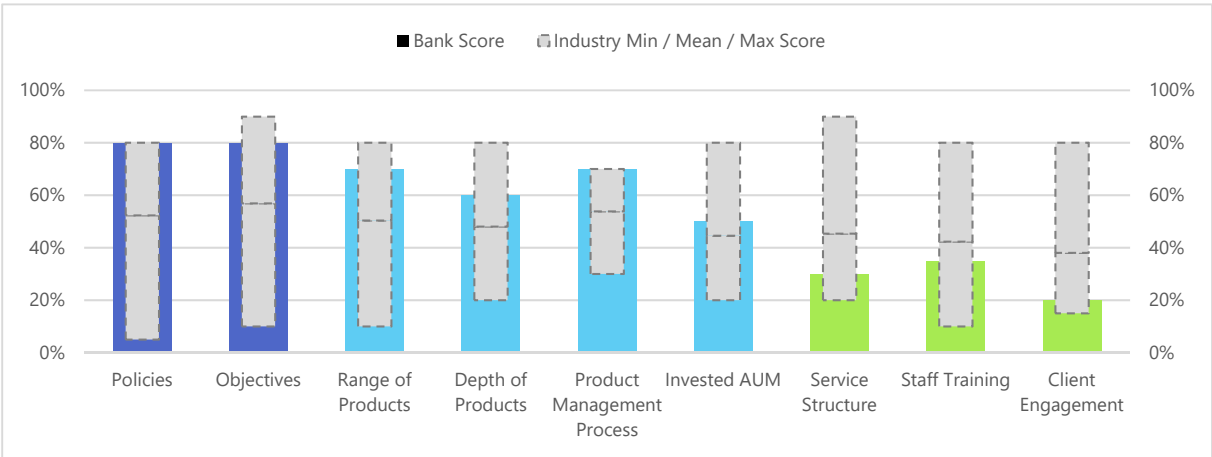
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
N	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	N	Y	Y	Y	Y	Y

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	<p>RI policies (responsible investing policy, voting policy etc) are available and publicly communicated</p> <p>High level of transparency on policies</p> <p>Strong and explicit executive management endorsement – the bank is committed to RI</p>	<p>Objectives for Luxembourg residents clients are not high on the agenda.</p>
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	<p>Wide range with 11 PE funds with ESG integration approach, including 3 funds with impact investing approach.</p> <p>Using their own screening to select RI products (from HQ) which includes approximately 50 criteria.</p> <p>Applies a best-in-universe approach (strongest ESG ratings regardless of sector or industry). A company must have a minimum rating, resulting from qualitative analysis.</p> <p>Constructive engagement policy towards invested companies by advocating for better business practices (engaging a positive, constructive, and medium to long-term dialogue with portfolio companies over specific ESG issues in order to encourage them to improve business practice).</p>	<p>The current AuM in SRI is not available for Luxembourg only.</p> <p>Luxembourg residents do not have necessary access to all products.</p>
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	<p>The bank has developed a roadmap for mandatory trainings for client facing managers.</p> <p>They are planning on doing roadshows for clients' events (including Luxembourg).</p>	<p>No dedicated team.</p> <p>No questions on ESG/SRI appetite of clients during the onboarding process yet.</p> <p>No events or communication for local clients.</p> <p>No specific SRI/ESG portfolio reporting for Luxembourg (only aggregated reporting).</p> <p>For the account opening, a prospect needs to start with CHF 1 million in total asset size.</p>

KBL

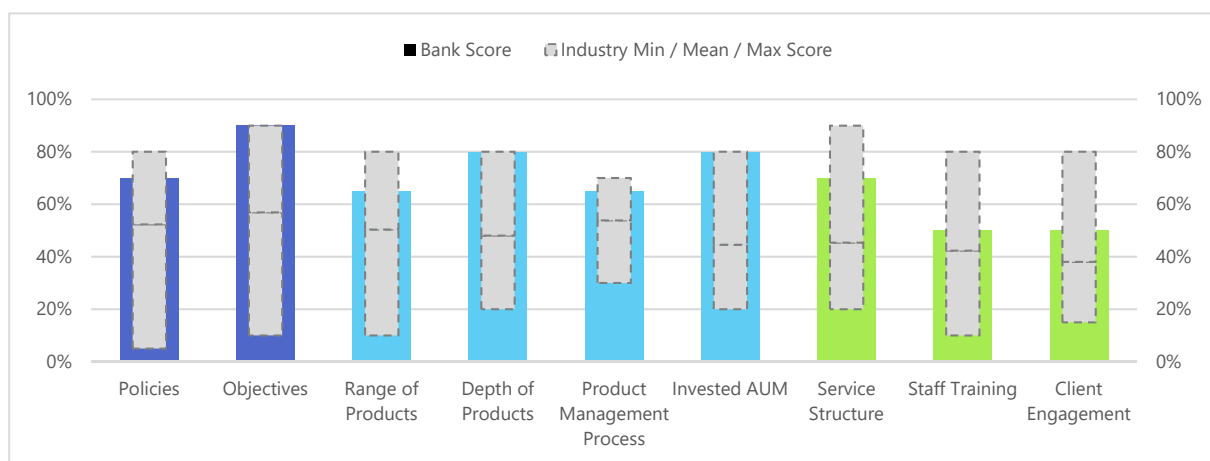
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
N	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	The bank has a dedicated group RI policy in place since 2018 covering minimum ESG requirements, active ownership, exclusion criteria, ESG integration and reporting (applicable to Luxembourg). Strong commitment from the Luxembourg based team to make RI and SRI a success.	The vision has not been communicated yet to clients. The bank doesn't have specific objectives for SRI (including positive screening, thematic and impact investing).
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	The bank is applying the RI policy to 100% of managed assets (by default). The bank is offering on-demand SRI products. The bank has an impact investing and thematic offering. The usual minimum ticket is 1M€ but they have flexibility to accept lower ticket (down to EUR 50 k). Monthly performance: dedicated client reporting and funds fact sheets.	The current AuM ²⁹ in SRI (i.e. specific sector-exclusion, impact investing, thematic investing and best in class) is marginal, i.e. less than 5% The bank has not roll out a marketing effort for their 'by default RI approach' and 'on demand SRI offering' but is planning to do so before the end of 2019.
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	The bank has developed RI/SRI/ESG expertise internally. The staff is currently being trained on those topics. The bank has signed contracts with service providers for shareholder activism.	No systematic questions on ESG/SRI appetite of clients during the onboarding process (yet). Active ownership still needs to be applied on the entire assets managed (WIP).

²⁹ The research team did not verify how the bank computes its AuM.

Raiffeisen

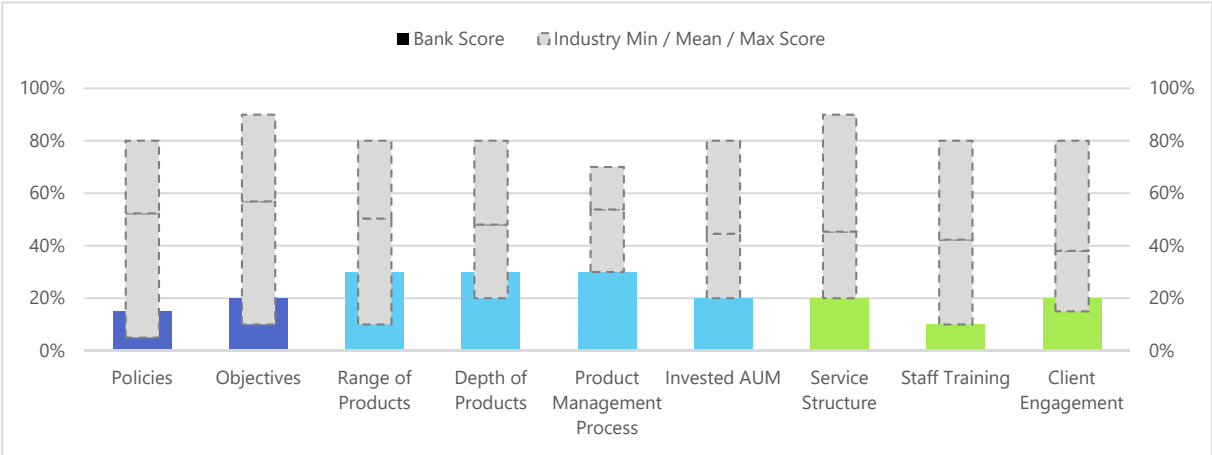
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
Y	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	Y	Y	Y	N	N	N

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	There is a willingness at the level of the board and the executive team to increase the SRI/ESG offering.	The bank doesn't have an SRI/ESG policy. They have a reactive approach when it comes to SRI/ESG (vs proactive approach). They've started the SRI activity in 2018. No information on the Luxembourg website.
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	The bank has delegated ESG/SRI discretionary mandates and structured products selection to Vontobel. The bank is directly selecting some 'best-of' funds combining ESG LuxFlag label and Morningstar. The bank is offering 10 investment funds, 10 structured products and discretionary management. Reporting quarterly to the 'Comité de produits d'investissements'	The current AuM ³⁰ in SRI/ESG is marginal, i.e. less than 5%. No in-house products. The bank doesn't have a thematic investing, impact investing and active ownership approach.
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	They've co-organized a conference on ESG/SRI with Vontobel for their clients.	No questions on ESG/SRI appetite of clients during the onboarding process. No dedicated team in Luxembourg. No ESG/SRI training for their staff. Limited awareness and training for their clients.

³⁰ The research team did not verify how the bank computes its AuM.

SEB

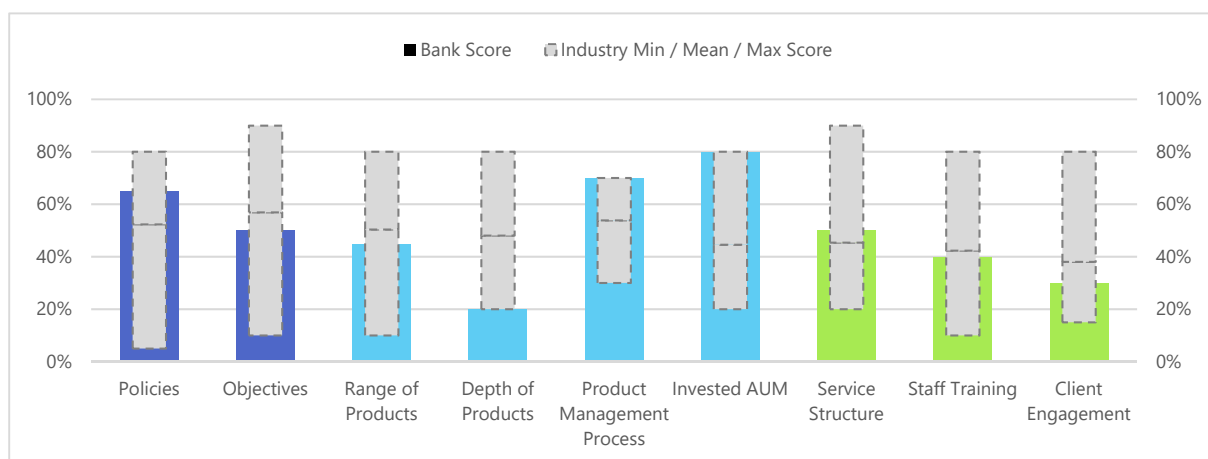
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
N	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	<p>The bank is signatory of UNPRI (at group level) since 2008.</p> <p>For discretionary portfolios, Investment Strategy team in Luxembourg has adopted 6 guiding principles for responsible investments, which are a derivative of the UNPRIs.</p> <p>They have publicly available information on their website (at group level).</p> <p>They are working on enabling the sale of as many SRI products coming from HQ in Luxembourg.</p>	<p>Since SEB Luxembourg does not focus on Luxembourg residents, the vision mainly applies to Swedish residents.</p>
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	<p>The bank is applying a negative/exclusionary screening and norm-based approach to 90% of managed assets.</p> <p>They have an impact investing offering.</p> <p>For thematic and impact investing, they use a proprietary impact metrics tool at HQ level.</p> <p>They are working on an impact report for the Impact Portfolio.</p>	<p>The current AuM³¹ in SRI (impact and thematic investing) is marginal, i.e. around 1,5% (compared to 0,9% 3 years ago)</p> <p>SRI offering is limited in general for Luxembourg citizens.</p> <p>Asset classes limited to listed equity and listed debt & fixed income.</p> <p>No overview of available products available at this point.</p> <p>No SRI investment specific reporting.</p>
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	<p>When onboarding clients, the bank asks a question on ESG.</p> <p>The bank organized a workshop for some private bankers, and they are offering an online training for the entire staff.</p> <p>No dedicated SRI responsible, but the whole Investment Strategy team is responsible for the analysis of ESG and product offering.</p>	<p>Not a lot of event in general in Luxembourg since their clients are not based locally.</p>

³¹ The research team did not verify how the bank computes its AuM.

Société Générale

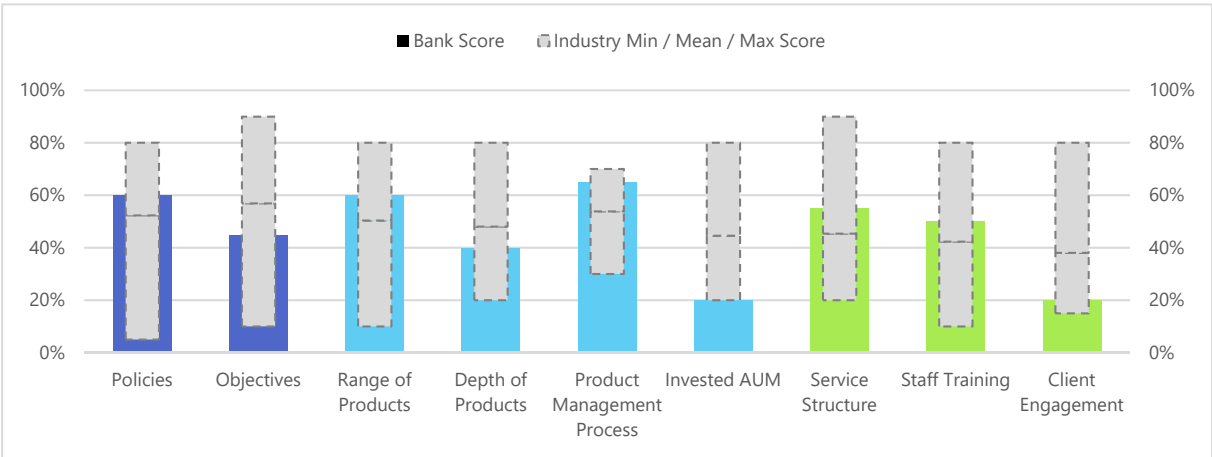
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
N	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	N	Y	Y	Y	N	N

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	<p>The bank created marketing documentation dedicated to SRI and wishes to promote more SRI products in the coming months.</p> <p>They have a dedicated marketing brochure for Luxembourg.</p> <p>They are willing to increase the offering.</p> <p>They have an internal team for disinvestment.</p>	<p>The policy provided is only 1 slide</p>
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	<p>The bank is applying a negative/exclusionary screening approach to all portfolio mandates.</p> <p>They use a blend of different ratings and label to select products.</p> <p>They offer their own products.</p> <p>They created philanthropic structured products where a portion of the interest is donating to associations.</p> <p>Their offering is described transparently in a marketing brochure.</p> <p>The bank reports AuM and ESG performance of the portfolios.</p> <p>The risk department controls the compliance in relation to our SRI criteria.</p> <p>For direct holding in Luxembourg funds, they are using Lyxor for shareholder activism.</p>	<p>The current AuM³² in SRI is marginal, i.e. around 1%.</p> <p>They don't have an impact investing approach</p>
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	<p>The bank has a senior manager dedicated to 'ESG approach'</p> <p>The bank set up a new mandatory 1h training on SRI/ESG for the staff.</p>	<p>No events focusing on ESG/SRI for clients (yet).</p> <p>No questions on ESG/SRI appetite of clients during the onboarding process.</p> <p>The minimum amount of the investment for the SRI offering is EUR 1 Mio.</p>

³² The research team did not verify how the bank computes its AuM.

UBS

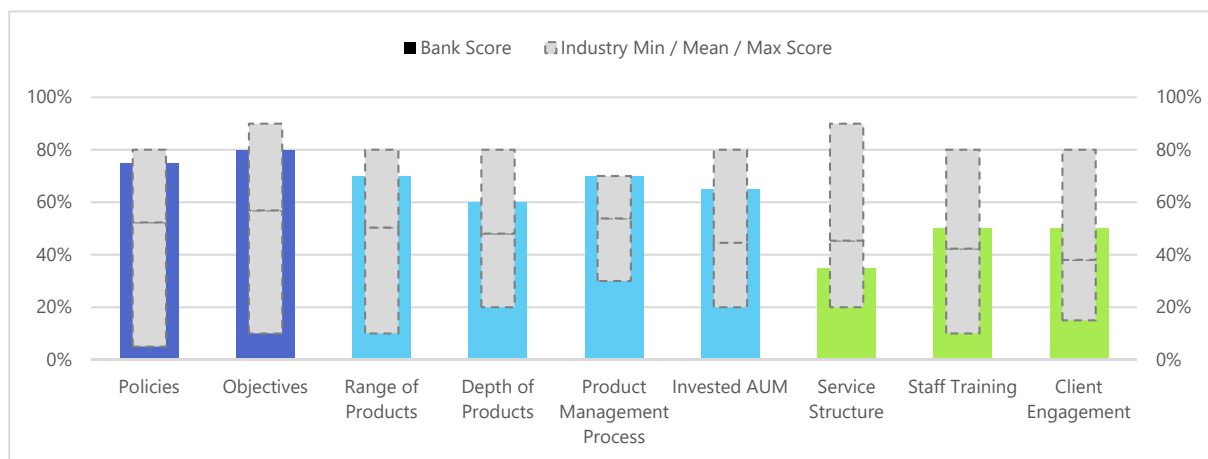
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
N	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y

Assessment



	Relative Strengths	Relative Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	<p>Strong commitment to SI – this is embedded in their DNA</p> <p>Strong and explicit top management endorsement</p> <p>Comprehensive rules and procedures to prevent or manage environmental and social risks (ESR) for our clients and our firm. Their comprehensive ESR standards govern client and supplier relationships and are enforced firm wide.</p>	<p>SI policy not publicly available</p> <p>Objectives for Luxembourg residents is not high on the agenda</p>
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	<p>Wide range of UBS products: UBS 100% SI Mandate (discretionary solution), UBS Advice SI (advisory solution), single instruments Si investments, a list of SI thematic funds, private equity opportunities including funds and directs investments, SI gold, etc.</p> <p>UBS has developed an expertise specifically on Impact Investing using IFC's Operating Principles for Impact Management and Impact Management Project methodology.</p> <p>The business line reports on SI performance, monthly or quarterly, with the following means: number of engagement undertaken, outcomes that results from engagement, number of executed proxy voting, outcomes that results from proxy voting, realized financial return, realized impact, ESG rating on product level ESG rating on portfolio level. The specific type of reporting available depends on the instruments involved, e.g. SI reporting on investments in third party funds comes from the external manager.</p>	<p>The current AuM in SI is not available for Luxembourg only.</p>
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	<p>The staff is trained to have an expertise across the bank (vs silo).</p> <p>The offering within Advisory & Discretionary solutions is accessible from EUR 100 k.</p>	<p>Centralised service in CH; only 1 expert on the ground</p> <p>The question on ESG/SRI preferences is not an automatic question when onboarding clients.</p> <p>For the account opening at UBS Lux, a prospect needs to start with EUR 2 Mios in total asset size.</p>

Europe's Leading Banks

Globalance Bank (CH)

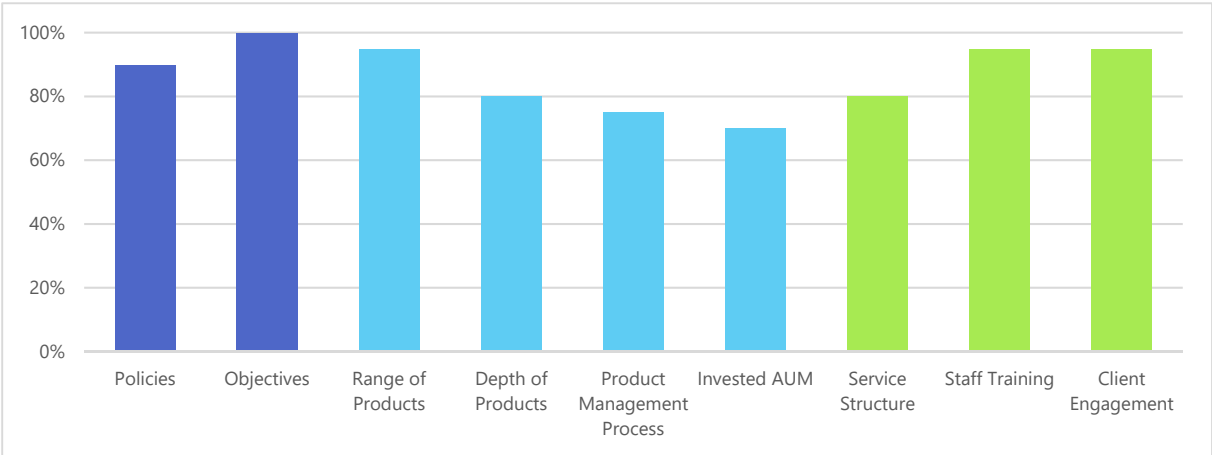
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
N	Y

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	n/a	Y	Y	Y	Y	Y

Assessment



	Strengths	Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	<ul style="list-style-type: none"> Well-established policies defining approach and investment process Managing partner actively engaged and driving SI SI as the core identity of the bank Clearly defined targets and governance process 	<ul style="list-style-type: none"> Low level of public communication
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	<ul style="list-style-type: none"> SI fully integrated into equity, and fixed-income selection processes - SI research is a key capability of the bank - Clear selection policy and stringent process - Impact measurement across economic, societal, and environmental based on SDGs and other global goals - ESG footprint data used as a checklist Extensive range of SI products - # of recommended SI products is one of the highest - Covering most SI approaches and asset classes 	<ul style="list-style-type: none"> Limited in-house capabilities to structure private equity/ debt investments Limited impact review and engagement due to limited resources
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	<ul style="list-style-type: none"> The entire advisory service focuses on SI by default Formal and informal training on SI for RMs SI integrated into client on-boarding process Globalance Footprint tool for client engagement - Provides impact measurement and reporting for clients - Web-based and interactive tool, applied to entire portfolio 	

Source: Sustainable Investing Capabilities of Private Banks, University of Zurich / Department of Banking and Finance

Triodos Bank (NL)

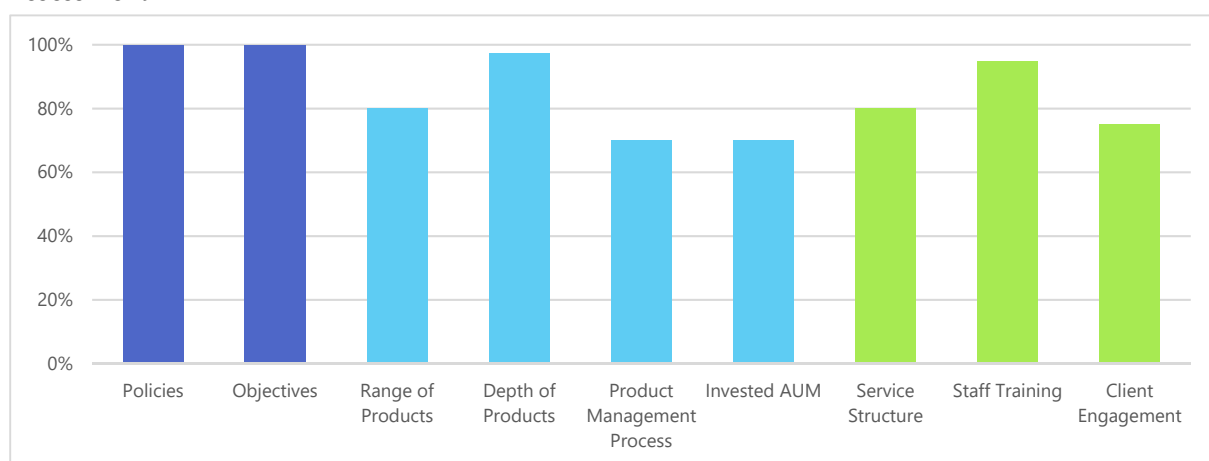
Bank Operations

Retail Banking	Private Banking
Y	N

SRI Investing Approaches

Exclusionary / Negative Screening	Norms-based Screening	Best-in-Class / Positive Screening	ESG Integration	Thematic Investing	Impact Investing	Active Ownership
Y	n/a	Y	Y	Y	Y	Y

Assessment



	Strengths	Weaknesses
Vision <i>(Policies, Objectives)</i>	<ul style="list-style-type: none"> All key SRI investing policies (e. g., group-wide, sector, asset class) established and publicly communicated High level of transparency regarding SRI policies and investment process Strong and explicit top management endorsement Clear product- and process-related SRI targets and governance system 	
Offering <i>(Range and Depth of Products, Product Management Process, Relative Share of Invested AUM)</i>	<ul style="list-style-type: none"> Broad range of in-house products, across asset classes and SRI investing approaches Best-in-class and ESG integration approach applied to all products by default in the investment process Active ownership for all funds: formalized engagement process and responsibilities, sophisticated ESG analysis as the basis for engagement, and ESG engagement report communicated publicly Diverse thematic and impact investing products (e. g., food, renewable energy, microfinance): thematically specialized in-house team for each fund, impact measurement, engagement, and reporting Offers an impact investing crowdfunding platform 	<ul style="list-style-type: none"> No open architecture Limited discretionary services
Service <i>(Service Structure, Staff Training, Client Engagement)</i>	<ul style="list-style-type: none"> Entire advisory service restricted to SI, by default Compulsory, standalone SI training and further development regarding specialized knowledge SI integrated into the advisory process 	<ul style="list-style-type: none"> No formal education program or workshop for clients

Source: Sustainable Investing Capabilities of Private Banks, University of Zurich / Department of Banking and Finance

Triodos Bank (NL) – Deep Dive into Best Practice

Name:	Triodos Bank
HQ:	Zeist, the Netherlands
Total AUM:	EUR 15.5bn (2018) of which Investment Management: EUR 4.2bn (2018) of which Wealth Management: EUR 1.1bn (2016)
Employees:	1,427 (2018)
Customers:	700,000 (2018)

Triodos is a universal bank that launched sustainable investing over 30 years ago. It serves retail clients for banking and lending in addition to asset and wealth management services. They offer a fully sustainable investment portfolio with only in-house products - of which there are 10 across various themes such as renewable energy, real estate and financial inclusion. Their investments meet internal stringent criteria to ensure targeted impact.

Triodos determines its ESG rating by analysing 70+ indicators, both general and sector-specific. They take only top 50% into the investment universe and have a full integrated rating and impact measurement system. Companies must generate over 50% of their revenues from sustainable activities (clean planet, climate protection, healthy people, CSR pioneers) to be selected.

The majority of Triodos' investment activities involve assessment and monitoring following their string investment policies and sustainability evaluation tools. Each company is provided with a written analysis of their performance. Triodos will add a number of topics each year to influence the companies' performance – such as recommendations related to arms, climate change, animal testing, factory farming and basic labour rights (Triodos, 2017).

All of its engagement activities are reported in the SRI report each year, which provides case studies and best practice for banks on both engagement and reporting.

Source: Sustainable Investing Capabilities of Private Banks, University of Zurich / Department of Banking and Finance

Sustainable, Responsible and Impact Investing Capability of Luxembourg Banks

Report finalized: 30 June 2019
Data collected: March-June 2019

Report commissioned by:



NOHALTEGKEETSROT

Conseil Supérieur pour un Développement Durable

EXECUTIVE SUMMARY

Objectives

With the Government's intention to make Luxembourg a centre of excellence in sustainable finance¹, the *Conseil Supérieur pour un Développement Durable* ("CSDD") would like to contribute to the Sustainable Finance Roadmap² by providing additional perspective, sharing considerations as well as recommendations on the progress to date.

As transparency and credibility are core elements in implementing the aforementioned Sustainable Finance Roadmap, the CSDD commissioned a research aiming at assessing the current offering of sustainable finance options in Luxembourg in relation to the strategic objectives and positioning of the financial sector's efforts.

This research report explores the landscape of sustainable finance offerings for Luxembourg residents by evaluating the availability, accessibility and maturity of the sustainable investing capabilities of retail and private banks.

This independent study hopes to highlight best practice in Luxembourg and beyond, providing inspiration and guidance to support the Sustainable Finance Roadmap, to encourage a more transparent review of the developments, to provide an independent and realistic assessment on the state of the market, and to expedite adoption and distribution of Sustainable, Responsible and Impact ("SRI") investment products.

Setting the Scene

Through a series of campaigns and initiatives from the financial sector, there has been a strong push to brand Luxembourg as a "home for sustainable finance."

There have been many important initiatives in the Grand Duchy focused on sustainable finance, including the Luxembourg Green Stock Exchange, LuxFLAG labeling agency, the International Climate Finance Accelerator, and other initiatives featured prominently in the Luxembourg for Finance materials³.

There have been a series of studies and surveys that have tracked the development of sustainable finance in Luxembourg over the last two years. Multiple well-attended events have indicated growing interest and enthusiasm for this topic. Most notably, the banking sector partnered with a Big 4 consultancy to document the movement in the banking sector to adopt sustainable policies and products.

Alongside the development of the offering for sustainable products, there has been a parallel increase in curiosity and interest from private citizens. The annual LMDF Impact Ecosystem event featuring impact investing opportunities in the Grand Duchy doubles in size every year – as do the investment-ready organizations that present themselves at the event. Based on global research trends, demand has notably been driven by women, millennials and

¹ See Luxembourg for Finance website: 'Leader', 'Pioneer' and 'Home' of Sustainable Investing: <https://www.luxembourgforfinance.com/en/financial-centre/sustainable-finance/>

² <https://www.luxembourgforfinance.com/news/a-sustainable-finance-roadmap-for-luxembourg/>

³ <https://www.luxembourgforfinance.com/en/financial-centre/sustainable-finance/>

regulatory changes according to sources such as the 2017 “Sustainable Signals” report⁴ from Morgan Stanley’s Institute for Sustainable Investing.

Luxembourg for Finance’s interview with Banque de Luxembourg⁵ references the growing demand as well as the drivers (identical to the aforementioned Morgan Stanley report). There is a clear market demand and the financial service industry is gearing up to respond to it.

Although there has been a great deal of attention to the subject of sustainable finance and Luxembourg’s positioning in this emerging space, there has also been notable concern that the marketing efforts around this phenomenon have not translated into an accessible offering for the citizens of Luxembourg.

Key Highlights and Recommendations

On the whole, the results from this study show that there has clearly been an evolution since 2017 when preliminary research benchmarking the bank offerings was reported, even if a modest one. On average, the banking industry in Luxembourg performs well on the SRI investing vision and the executives recognize SRI investing as a relevant trend. However, the banks lag behind on SRI product offering, on supporting services as well as on accessibility of their services to local clients.

Despite the belief that sustainable finance is a relevant trend, it is unclear how much executive support is given to develop their bank’s sustainability objectives and whether the management is engaged in developing a clear roadmap to act on this opportunity.

Local banks should take note of the developments across the rest of Europe. The international banks that are locally active can leverage their headquarters’ capability and have it considerably easier to introduce already-developed SRI investment products into Luxembourg.

More attention is needed to educate not only the relationship managers but the entire banking staff about SRI investing. Nonetheless, relationship managers should be mobilized as other research studies⁶ indicate that they are the biggest barrier against wide adoption.

Similarly, many banks should also take on educating their clients around SRI investing. Many sustainable funds have proven that SRI investing does not necessarily mean below-market rate returns. Disseminating independently verified research would help clients assess their options better and could appeal to their latent investment needs.

While this study gauges the capabilities of the banks in fielding a believable SRI offering and service to their customers, it does not provide an explanation on the SRI investment product demand. Beyond anecdotal evidence, no independent studies have been undertaken to understand the true demand (current, emerging and latent) of banking customers in Luxembourg.

⁴ <https://www.morganstanley.com/ideas/sustainable-socially-responsible-investing-millennials-drive-growth>

⁵ <https://www.luxembourgforfinance.com/leo-article/sustainable-investing-products-and-trends/>

⁶ Paetzold and Busch (2014), “Unleashing the Powerful Few: Sustainable Investing Behaviour of Wealthy Private Investors” and Swiss Sustainable Finance (2018), “Finance for the Future – SSF Annual Report 2017”

QUALIFICATIONS

This document was created by SANZARU Group and is for the exclusive use of the *Conseil Supérieur pour un Développement Durable* ("CSDD"). Both together are referred to as the "Authors".

This document is not intended for general circulation or publication, nor is it to be reproduced, quoted or distributed for any purpose without the prior written permission of the Authors.

There are no third-party beneficiaries with respect to this document, and the Authors do not accept any liability to any third party.

Information furnished by others, upon which all or portions of this document are based, is believed to be reliable but has not been independently verified, unless otherwise expressly indicated.

Public information and industry and statistical data are from sources deemed to be reliable by the Authors; however, no representation is made as to the accuracy or completeness of such information.

The findings contained in this document may contain predictions based on current data and historical trends. Any such predictions are subject to inherent risks and uncertainties. The Authors do not accept any responsibility for actual results or future events.

The interviews that form the basis of this document have been recorded and the quotes and comments are approved to be shared with the Authors, but not to be shared further without permission.

The opinions expressed in this document are valid only for the purpose stated herein and as of the date of this document.

No obligation is assumed to revise this document to reflect changes, events or conditions, which occur subsequent to the date hereof.

All decisions in connection with the implementation or use of advice or recommendations contained in this document are the sole responsibility of the CSDD.

This document does not represent investment advice, nor does it provide an opinion regarding the fairness of any transaction to any and all parties.

Smart taxation

ENABLER FOR THE
INCLUSIVE CIRCULAR ECONOMY

The Ex'tax Project
Femke Groothuis
The Ex'tax Project
www.ex-tax.com

Ex'tax principles



Higher tax on natural resource
use and pollution

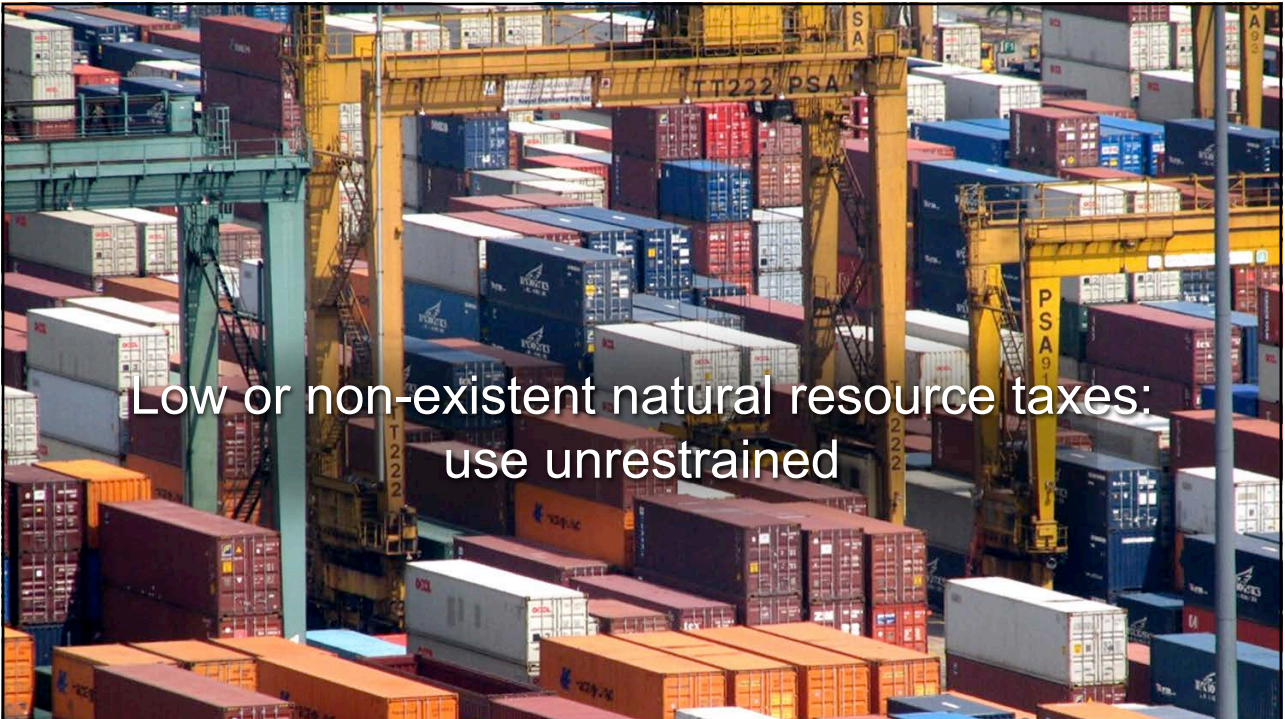


Lower tax burden on labour
& increase (social) spending

Taxes on labour incentivize business to minimize (formal) employment



Low or non-existent natural resource taxes:
use unrestrained



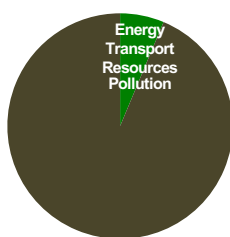
EU countries: €6.2 trillion in tax revenues (2017)

Labour taxes
50%



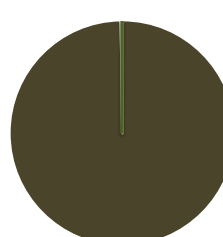
LU: 45%

Green taxes
6%



LU: 4.4%

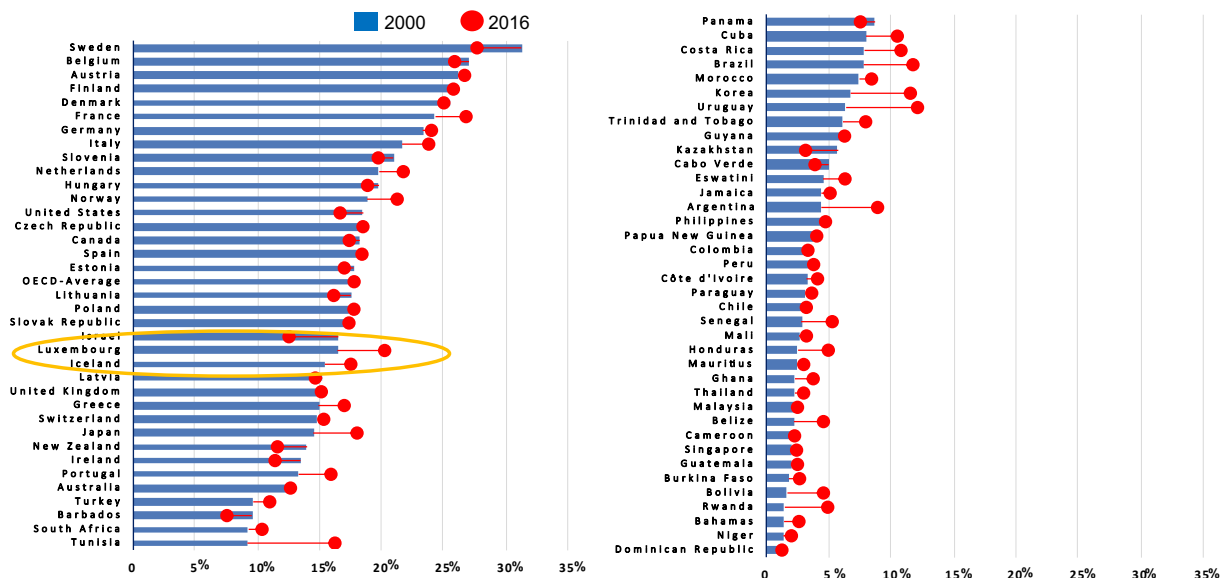
Pollution & resources
0.2%



LU: 0.05%

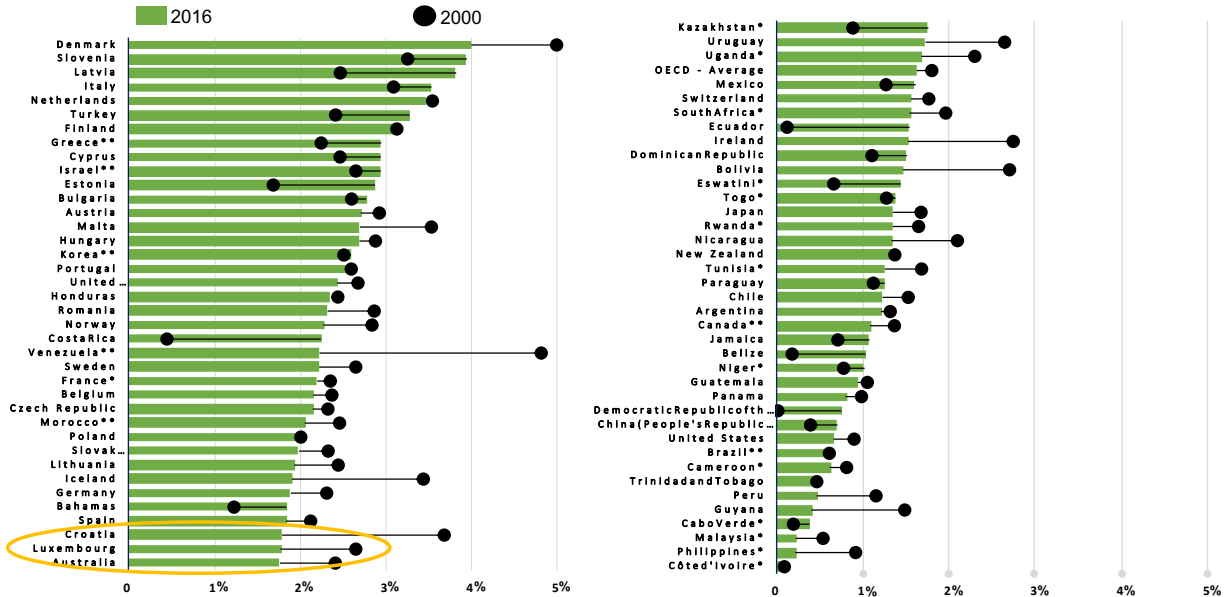
Total tax revenue includes social contributions. Eurostat (Accessed Sept 11, 2019)

Labour taxes increased in 73% of countries in the OECD database (% of GDP, 2000-2016)



This diagram presents data from the OECD database for a selection of countries. Tax revenue as a % of GDP: (1100) Taxes on income, profits & capital gains of individuals+(2000) SSC + (3000) Taxes on payroll and workforce).
OECD Global Revenue Statistics Database (accessed June 2019), <https://stats.oecd.org/>; Costa Rica earliest data PIT: 2003.

Green taxes declined in 66% of countries in the OECD database (% of GDP, 2000-2016)



LU: €2 million
(2016, OECD)

**Global fossil fuel subsidies:
\$300 billion**

IMF

In 2017. IMF (2019). Global Fossil Fuel Subsidies Remain Large: An Update Based on Country-Level Estimates. IMF working paper, prepared by David Coady, Ian Parry, Nghia-Piotr Le, and Baoping Shang. <https://t.co/2n6lgrD6l?amp=1>
LU mentioned in OECD (2018), OECD Companion to the Inventory of Support Measures for Fossil Fuels 2018, https://read.oecd-ilibrary.org/energy/oecd-companion-to-the-inventory-of-support-measures-for-fossil-fuels-2018_9789264286061-en#page11, accessed 3 November 2018.

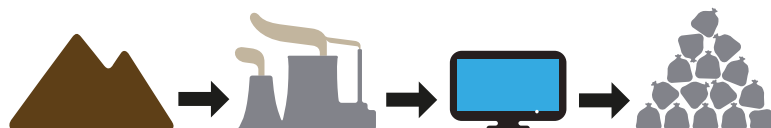
Global fossil fuel 'subsidies' *including externalities:* \$5.2 trillion

IMF

In 2017. IMF (2019), Global Fossil Fuel Subsidies Remain Large: An Update Based on Country-Level Estimates. IMF working paper, prepared by David Coady, Ian Parry, Nghia-Piotr Le, and Baoping Shang. <https://t.co/2n6lgrD6l?amp=1>

Financial incentives are aligned with linear economy

- Take-make-waste
- Minimizing human input
- Externalizing costs







**Human capital is growing
9.8 billion in 2050
Need for decent jobs**

UN DESA (Accessed November 2018), 'World Population Projected to Reach 9.8 billion in 2050, and 11.2 billion in 2100'.
<https://www.un.org/development/desa/en/news/population/world-population-prospects-2017.html>



Luxembourg (2018)

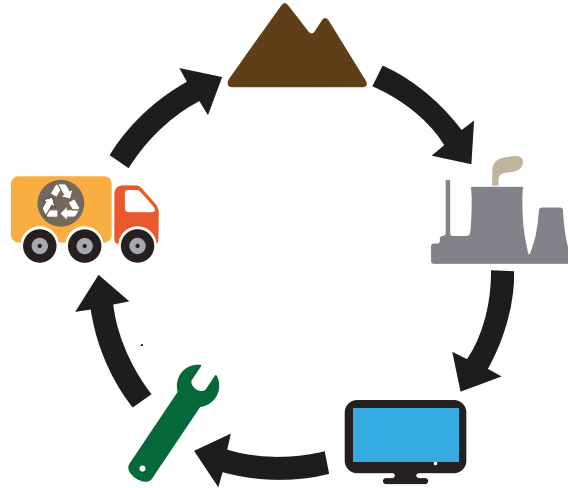
Unemployed 16,500
Potential additional labour force 39,500

EU28 (2018)

Unemployed 17 million
Potential additional labour force 35 million

Eurostat (Accessed September 11, 2019) Population by sex, age, citizenship and labour status . <http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/submitViewTableAction.do>

Circular economy: regenerative & carbon-neutral



Governments' circular roadmaps

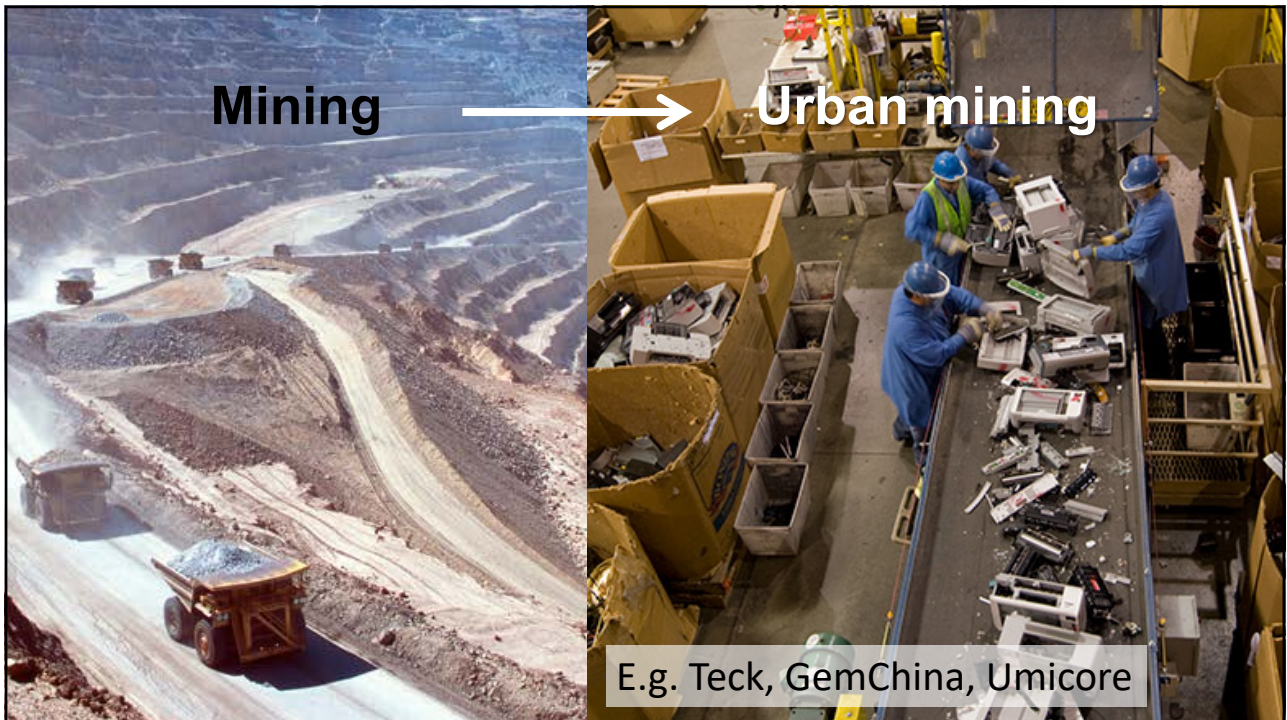
- European Union (28 countries)
- China
- Germany
- France
- Scotland
- Slovenia
- Portugal
- Italy
- Finland
- Greece
- The Netherlands

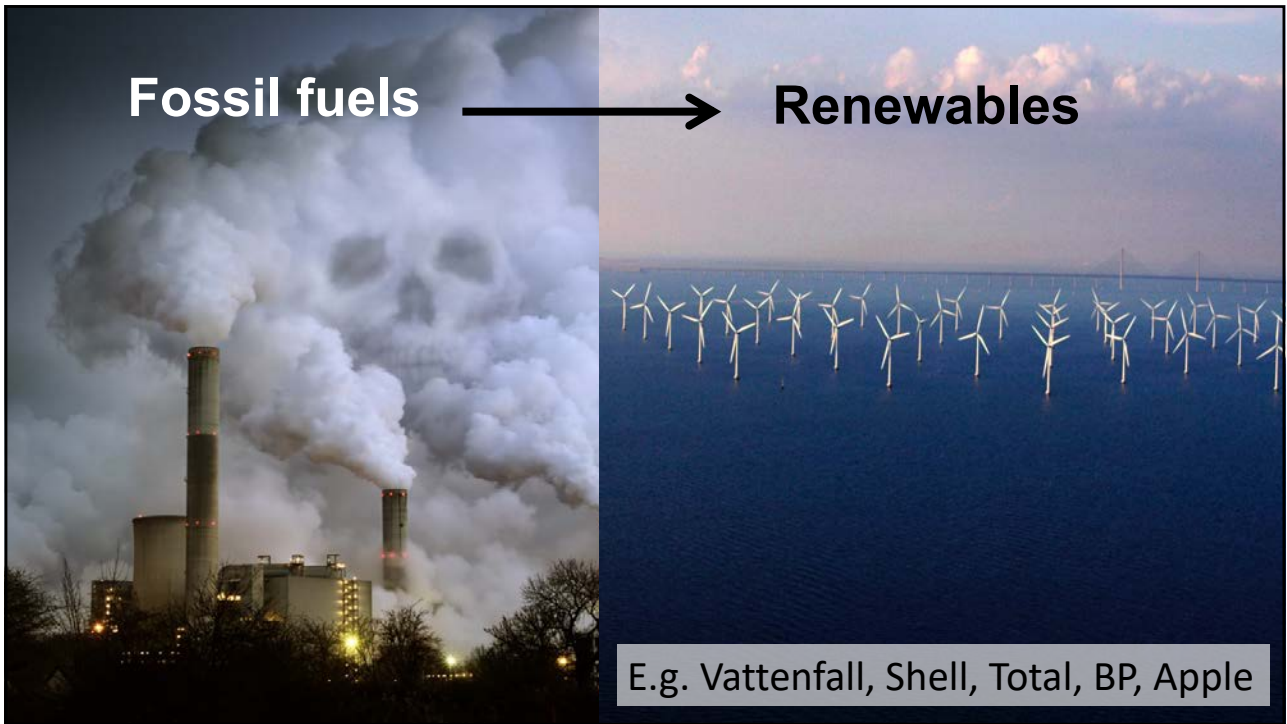
European Commission (2015), Closing the loop - An EU action plan for the Circular Economy.; Government of China (2013), Circular Economy Development Strategies and Action Plan. (Chinese only); Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation, Building and Nuclear Safety (2016), German Resource Efficiency Programme II: Programme for the sustainable use and conservation of natural resources; Republic of France (2018), Circular Economy roadmap of France: 50 measures for a 100% circular economy; The Scottish Government (2016), Making Things Last: a circular economy strategy for Scotland; Republic of Slovenia (2018), Roadmap towards the Circular Economy in Slovenia; Ministry of Environment, Portugal (2017), Leading the transition [Action plan for circular economy in Portugal: 2017-2020]; Ministry for the Environment, Land and Sea Ministry of Economic Development (2017), Towards a Model of Circular Economy for Italy Overview and Strategic Framework; Sitra (2016), Leading the cycle - Finnish road map to a circular economy 2016-2025; Ministry of Environment & Energy of Greece (2018), National Circular Economy Strategy; Government of The Netherlands (2016), A Circular Economy in the Netherlands by 2050.

Governments going carbon-neutral

2019	2030	2035	2040	2045	2050
BHUTAN	NORWAY	FINLAND	ICELAND	CALIFORNIA	COSTA RICA
				SWEDEN	DENMARK
				HAWAII	IRELAND
					PORTUGAL
					<i>CHILE</i>
					<i>EU</i>
					<i>FRANCE</i>
					<i>GERMANY</i>
					<i>NEW ZEALAND</i>
					<i>UNITED KINGDOM</i>
					<i>URUGUAY</i>
					<i>FIJI</i>
					<i>MARSHALL ISLANDS</i>

Includes policy positions, executive orders or coalition agreements. Italic indicates pledged towards the Paris Agreement, draft laws.
<https://www.climatechangenews.com/2019/06/14/countries-net-zero-climate-goal/>; <https://www.climatechangenews.com/2018/06/04/hawaii-signs-law-become-carbon-neutral-2045/>





**Incineration/
landfilling**

→ **Re-use**



E.g. Adidas, MUD Jeans, I-did

**Circular economy: \$4.5 trillion global
business opportunity by 2030**

- Accenture

Accenture (2015) Waste to Wealth: Creating Advantage in a Circular Economy.

Companies taking on strong commitments



Circular by 2030



e.g. zero waste, CE data



Circular by 2025



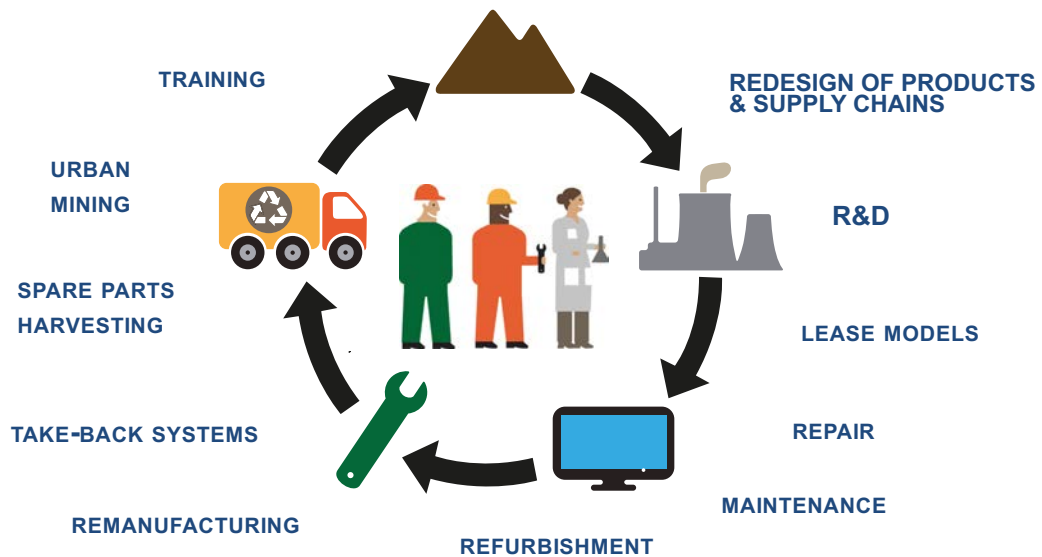
152 Companies committed to 100% renewable power

Fashion

Circular Fashion System Commitment signed by 94 companies (12.5% of global fashion market)

IKEA (2018), 'IKEA takes sustainable living to a new level, with new commitments to become people and planet positive by 2030'; 2020 Commitment (Accessed 22/05/2019).
Global Fashion Agenda; Philips presentation; RE100 website; <https://services.google.com/fh/files/misc/circular-google.pdf>

Labour- and knowledge intensive business models



**Growth based on
human capital
instead of
natural resources**

Tax reform needed to align financial incentives



**Tax natural resource
& pollution**



**Lower tax burden on labour
& increase (social) spending**

Support for tax reform



wbcasd

In practice (amongst others)

- Sweden (1990)
- Denmark (1993)
- Netherlands (1996, 2019)
- Finland (1997)
- Slovenia (1997)
- Germany (1999, 2007)
- UK (1996, 2001)
- British Columbia - Canada (2008)
- Colombia (2012)

Barriers to implementation

(A.o)

- Data availability
- Tax capacity
- Short-term vs long-term interests
- Business/sector interest

Publications by The Ex'tax Project



Netherlands



EU-27



Finland



Global




Bangladesh
Q3 2019




Ex'tax Methodology



Ex'tax Policy Toolkit



USE OF REVENUES



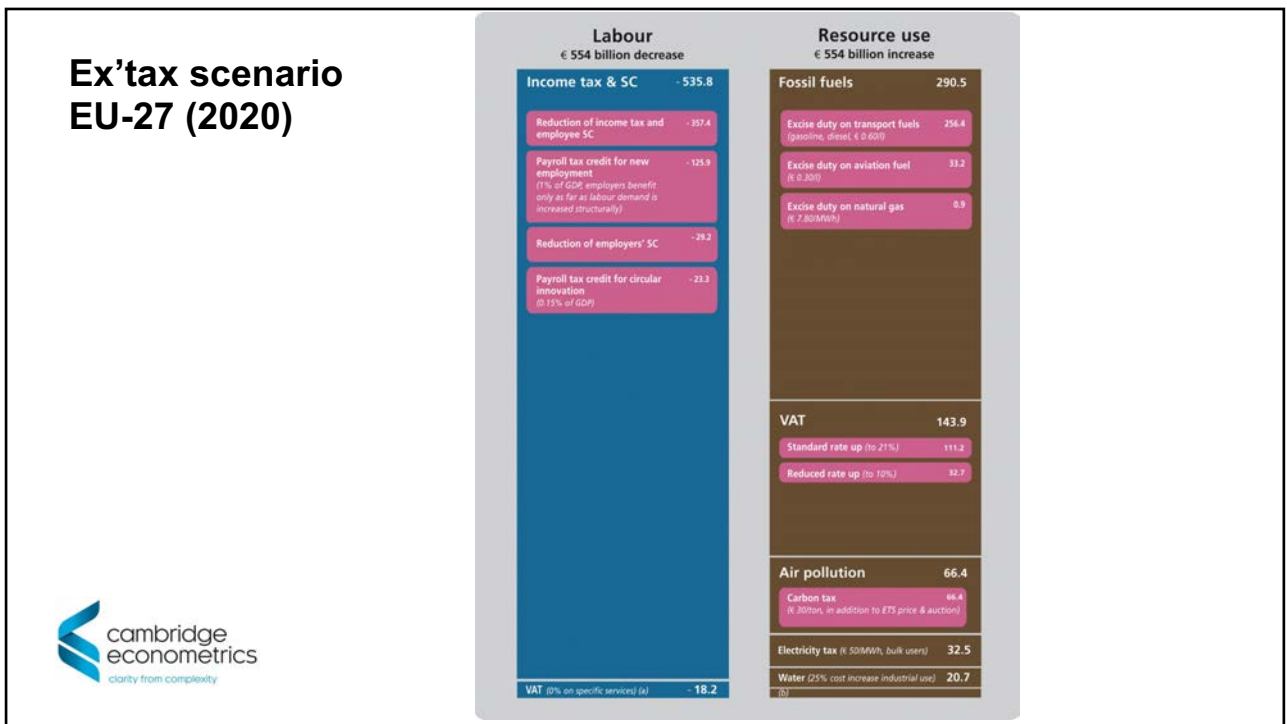
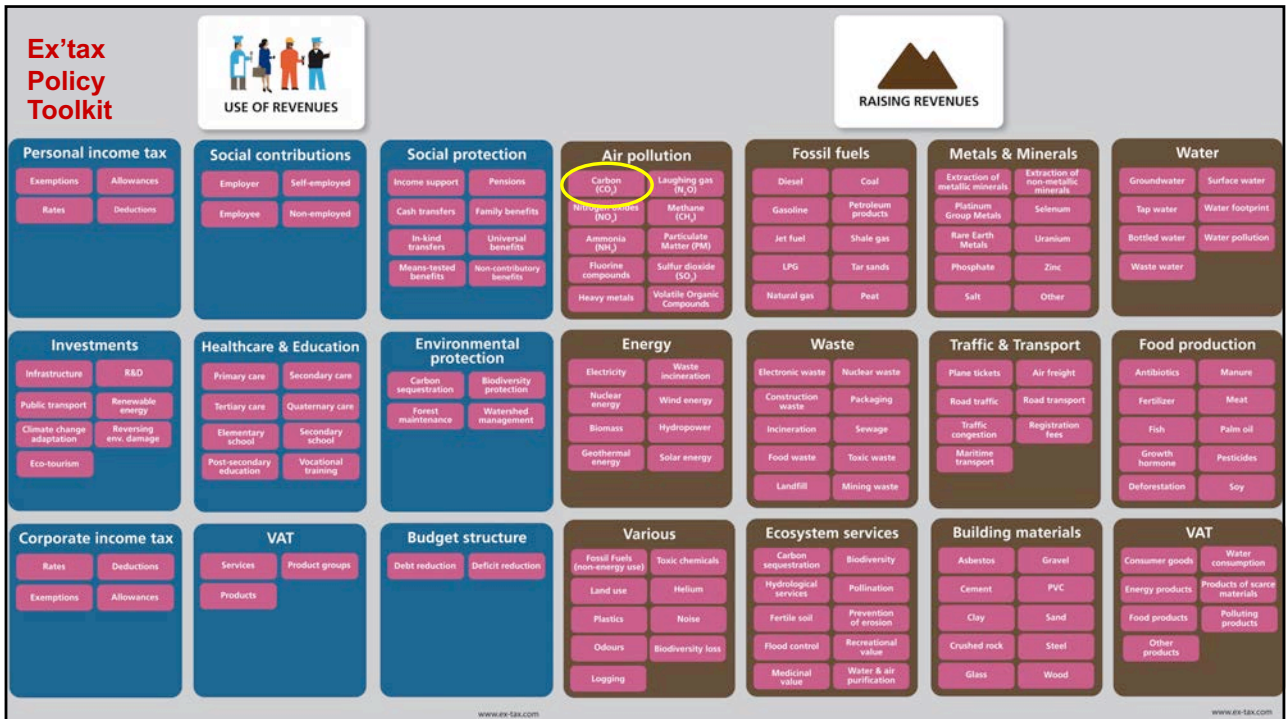
RAISING REVENUES

Personal income tax Exemptions Allowances Rates Deductions	Social contributions Employer Self-employed Employee Non-employed	Social protection Income support Pensions Cash transfers Family benefits In-kind transfers Universal benefits Means-tested benefits Non-contributory benefits	Air pollution Carbon (CO ₂) Laughing gas (N ₂ O) Nitrogen oxides (NO _x) Methane (CH ₄) Ammonia (NH ₃) Particulate Matter (PM) Fluorine compounds Sulfur dioxide (SO ₂) Heavy metals Volatile Organic Compounds	Fossil fuels Diesel Coal Gasoline Petroleum products Jet fuel Shale gas LPG Tar sands Natural gas Peat	Metals & Minerals Extraction of metallic minerals Extraction of non-metallic minerals Platinum Group Metals Selenium Rare Earth Metals Uranium Phosphate Zinc Salt Other	Water Groundwater Surface water Tap water Water footprint Bottled water Water pollution Waste water
Investments Infrastructure R&D Public transport Renewable energy Climate change adaptation Reversing env. damage Eco-tourism	Healthcare & Education Primary care Secondary care Tertiary care Quaternary care Elementary school Secondary school Post-secondary education Vocational training	Environmental protection Carbon sequestration Biodiversity protection Forest maintenance Watershed management	Energy Electricity Waste incineration Nuclear energy Wind energy Biomass Hydropower Geothermal energy Solar energy	Waste Electronic waste Nuclear waste Construction waste Packaging Incineration Sewage Food waste Toxic waste Landfill Mining waste	Traffic & Transport Plane tickets Air freight Road traffic Road transport Traffic congestion Registration fees Maritime transport	Food production Antibiotics Manure Fertilizer Meat Fish Palm oil Growth hormone Pesticides Deforestation Soy
Corporate income tax Rates Deductions Exemptions Allowances	VAT Services Product groups Products	Budget structure Debt reduction Deficit reduction	Various Fossil Fuels (non energy use) Toxic chemicals Land use Helium Plastics Noise Odours Biodiversity loss Logging	Ecosystem services Carbon sequestration Biodiversity Hydrological services Pollination Fertile soil Prevention of erosion Flood control Recreational value Medicinal value Water & air purification	Building materials Asbestos Gravel Cement PVC Clay Sand Crushed rock Steel Glass Wood	VAT Consumer goods Water consumption Energy products Products of scarce materials Food products Polluting products Other products

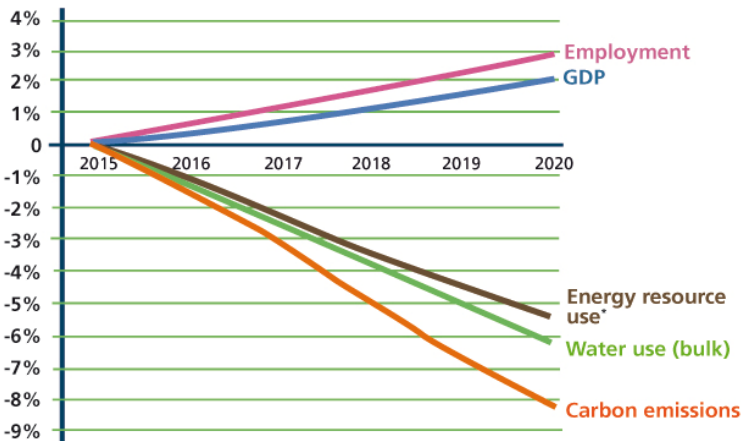
www.ey-tax.com

FAQ:

If a carbon tax is effective, tax revenue will erode?



Modelling results EU-27



(2016-2020), *Final energy consumption of 12 energy sources

GDP
+ € 842 billion*

Energy imports
- € 27.7 billion*

Employment
+ 6.6 million

* 2016-2020, EU-27, compared to business as usual
** In 2020, EU-27, compared to business as usual

Integrated Value Added Statement



Impact	2016-2020 Value Added (€ billion)
Financial Capital	842.2
- National Income Growth	842.2
Natural Capital	259.5
- Climate Change	112.6
- Air Pollution	49.5
- Land and Water Pollutants	93.8
- Water Depletion	3.6
- Other value	pm
Social Capital	17.4
- Health Benefits of Employment	17.4
- Other value	pm
Total Value Added	1,119.2

<http://www.neweranewplan.com/>

(EU-27, 2016-2020 compared to baseline); (2016) The Ex'tax Project (scenario & design), Cambridge Econometrics (macro-economic modelling), Trucost (Value Added Statement).

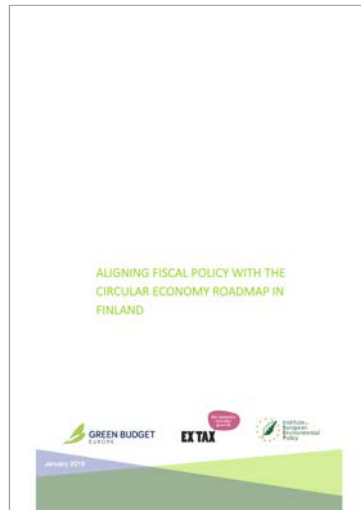
“ Tax reform can play an important role in greening growth. The evidence-driven simulations presented in this report of The Ex'tax Project, suggest that shifting taxes from labour to consumption and natural resources will result in more growth, more employment, and a smaller environmental footprint. **We have enough evidence to support green tax reform and concrete policy action.** ”

Angel Gurría, OECD Secretary-General

www.neweranewplan.com



Finland study (2018)



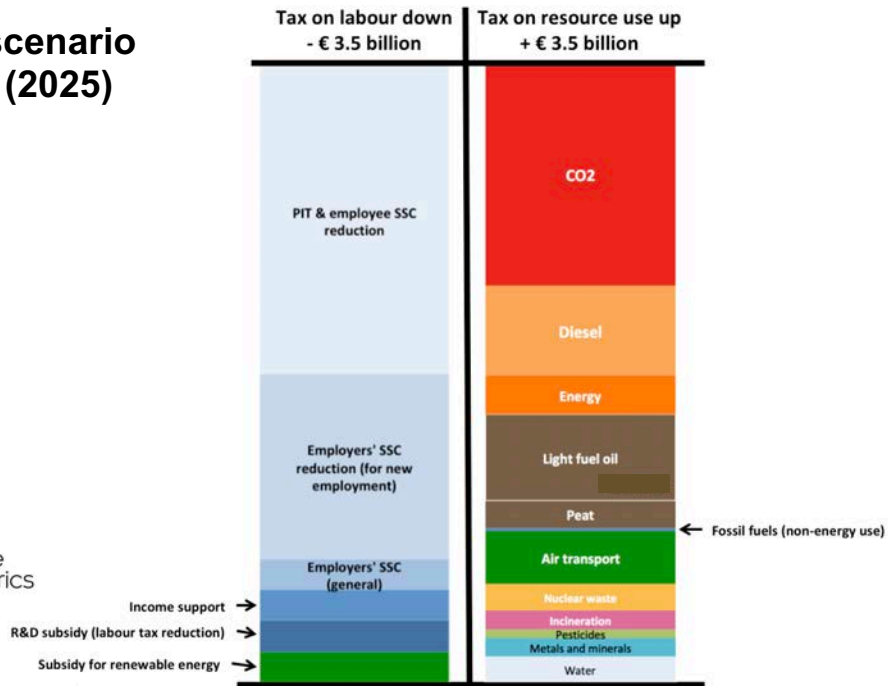
<http://ex-tax.com/news/extax/case-study-finland/>

The 2016 Finnish Road Map to a Circular Economy



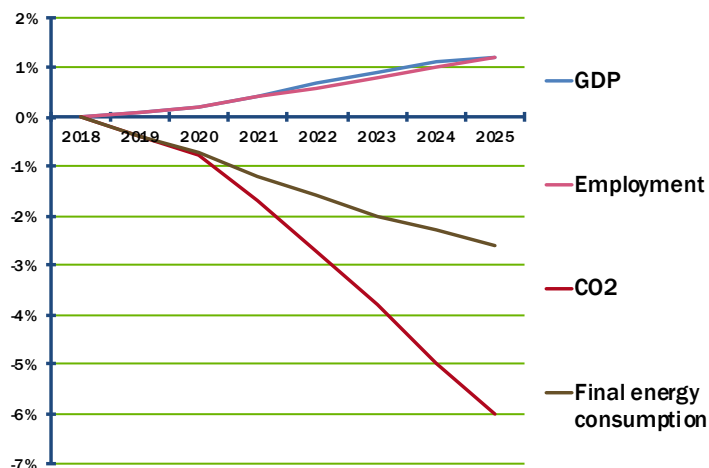
Sitra (2016) Leading the cycle – Finnish road map to a circular economy 2016–2025 <https://www.sitra.fi/en/publications/leading-cycle/>

Ex'tax scenario Finland (2025)



Finland overall result: decoupling

(2018-2025, % difference from baseline)



GDP
+ € 12.9 bln
(2018-2025)

Energy imports
- € 925 mln
(2018-2025)

Source(s): E3ME, Cambridge Econometrics.

FAQ:

Impacts in low/middle-income countries?

Tax policy targets in the SDGs



1.A
Ensure significant mobilization of resources
from a variety of sources



10.4
Adopt policies, especially fiscal, wage
and social protection policies

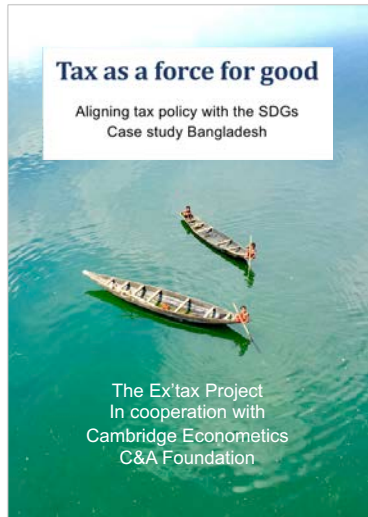


12.C
Restructuring taxation and phasing out
harmful subsidies



17.1
Strengthen domestic resource mobilization

Bangladesh scoping study



- Climate disruption
- Pollution
- 165 million people
- 3rd largest tax-revenue gap
- Track record

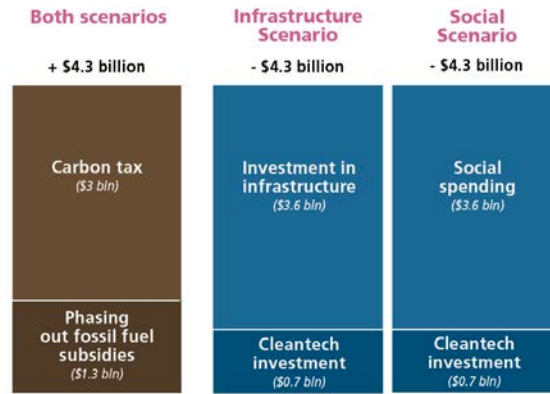
To be published Q3 2019

Use of revenues - Toolkit

<p>Investments</p> <ul style="list-style-type: none"> Infrastructure Coastal protection Research & development Renewable energy Electricity coverage Public housing Energy efficiency Public transport 	<p>Health/health care</p> <ul style="list-style-type: none"> Immunization Care at child birth Fertility Safe drinking water Primary care Secondary cares Tertiary care Quaternary care 	<p>Labour market</p> <ul style="list-style-type: none"> Employment scheme ICT Jobs in manufacturing Support to informal waste collectors 	<p>Other</p> <ul style="list-style-type: none"> Nutrition/ food security Electricity production Sanitation/ latrines Telecom Gender issues Support for SMEs Fossil-free cooking Waste collection
<p>Education/training</p> <ul style="list-style-type: none"> Elementary school Secondary school Post-secondary education Vocational training 	<p>Environmental</p> <ul style="list-style-type: none"> Industrial effluents (Urban) wetlands Forest maintenance Biodiversity protection Carbon sequestration Sustainable agriculture Water management Ocean plastics 	<p>Social assistance</p> <ul style="list-style-type: none"> Social protection (unspecified) Income support Disability benefits Child/family benefits Cash transfers In-kind transfers Means-tested benefits Non-contributory benefits 	<p>Social security</p> <ul style="list-style-type: none"> Unemployment insurance Health & disability insurance Maternity Pensions (old-age &) Employment injury insurance Insurance against bankruptcy Loss of spouse or parent insurance
<p>Budget restructuring</p> <ul style="list-style-type: none"> Deficit reduction Debt reduction 	<p>Personal income tax</p> <ul style="list-style-type: none"> Exemptions Allowances Rates Deductions 	<p>Corporate income tax</p> <ul style="list-style-type: none"> Rates Deductions Exemptions Allowances SMEs 	<p>VAT/Sales tax</p> <ul style="list-style-type: none"> Services Product groups Products

Scenarios

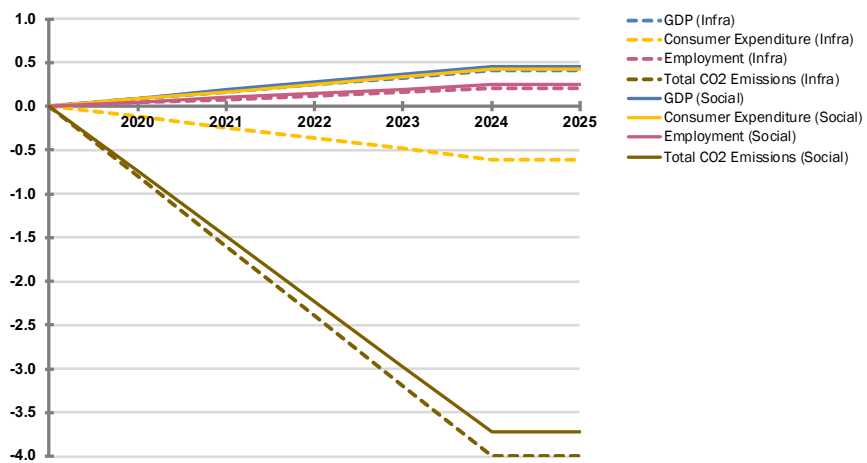
Bangladesh (2025)



To be published Q3 2019

Modelling results

Bangladesh (2020-2025)



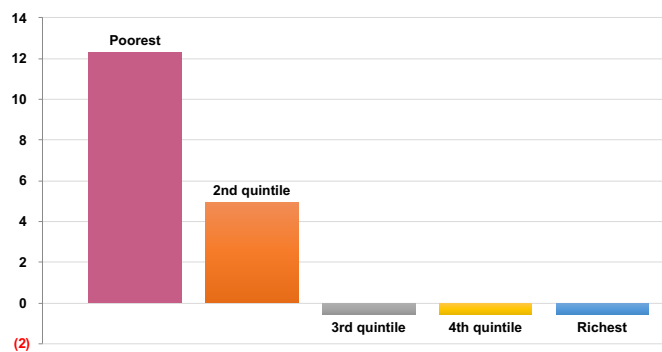
To be published Q3 2019

FAQ:

Impacts on low-income groups?

Real incomes

Social Scenario Bangladesh (2025, % difference from baseline)

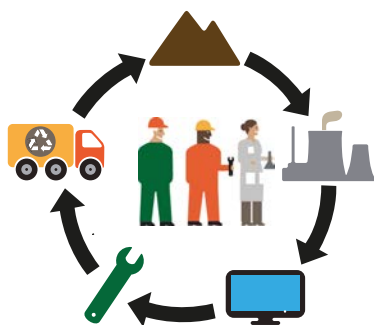


“Even though indirect taxes in general are regressive (...) they may not increase inequality if the proceeds largely benefit the bottom of the distribution.”

- World Bank

World Bank (2017), The Distributional Impact of Taxes and Transfers: Evidence from Eight Developing Countries, http://www.worldbank.org/en/topic/poverty/publication/the-distributional-impact-of-taxes-and-transfers-evidence-from-eight-developing-countries?CID=POV_TT_Poverty_EN_EXT?cid=EXT_WBSocialShare_EXT

‘Leapfrogging’ into the SDG era

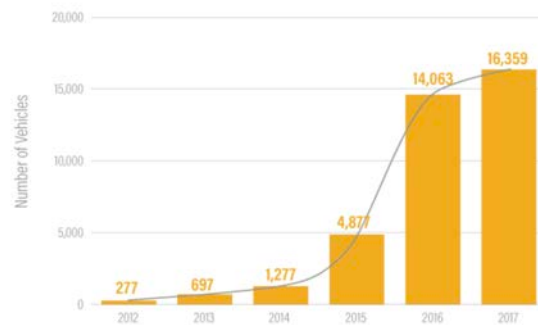


Bangladesh: >4 million solar homes (2003-2018)



Chinese city of Shenzhen electrified >16,000 diesel buses (2012-2017)

Electric Bus Adoption in Shenzhen, China



Source: Shenzhen Urban Transport Planning & Design Institute Co, Ltd



<https://www.wri.org/blog/2018/04/how-did-shenzhen-china-build-world-s-largest-electric-bus-fleet>, Photo courtesy of Monica Araya

FAQ:

Impacts on businesses?

Role of business is changing

- Developing new business models
- Supporting carbon pricing
- Applying internal carbon & water pricing

There is no 'business as usual' in a 1.5 degree world.

Risks are rising

**215 of the biggest global companies
have valued the climate risks to
their businesses at \$1 trillion**

CDP (June 4, 2019), World's biggest companies face \$1 trillion in climate change risks. <https://www.cdp.net/en/articles/media/worlds-biggest-companies-face-1-trillion-in-climate-change-risks>

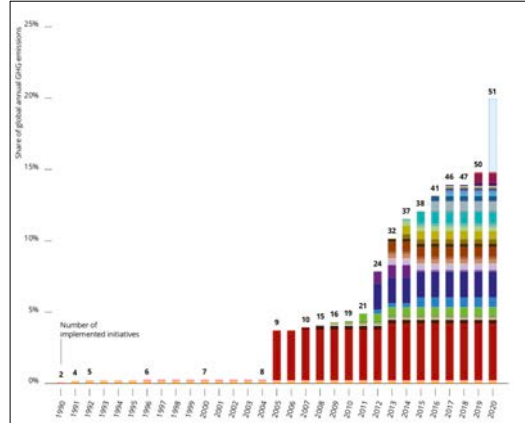
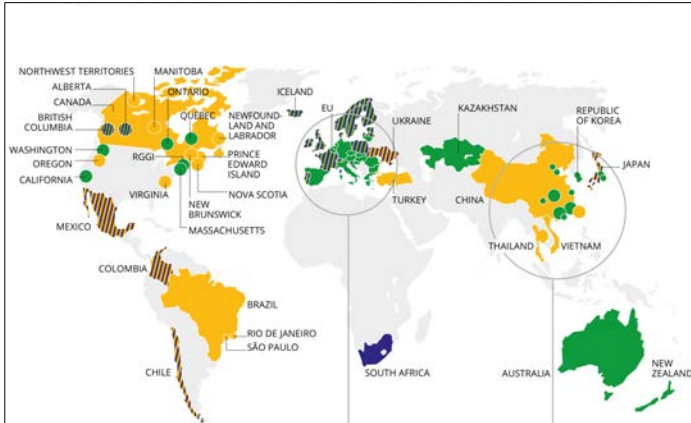
Statement by 350 investors with \$30 trillion in assets:

“Put a meaningful price on carbon”

The Investor Agenda (2018) Global Investor Statement to Governments on Climate Change

Carbon pricing:

- 57 planned/implemented (2019)
- \$82 bln market (2018)
- 58% increase compared to 2017



World Bank (Accessed April 2019), The Carbon Pricing Dashboard <https://carbonpricingdashboard.worldbank.org/>;
 IBRD/World Bank and ECOFYS (2018), State and Trends of Carbon Pricing 2018 <https://www.ecofys.com/files/files/worldbank-state-trends-carbon-pricing-2018.pdf>

The Spar Group	East Japan Railway	POSCO	Muntions	Grøpe Eurotunnel	AlzoNobel	Vina Concha y Toro	Chevron	Eastman Chemical
Tiger Brands	JTEKT	Golden Arrow	Unilever	Legrand	Koninklijke DSM	Incubadora Santander	ConocoPhillips	LyondellBasell
Exaro Resources	Kawasaki	Indorama Ventures	OMV	Saint-Gobain	Boregaard	Petrobras	Devon Energy	Monsanto
Sasol	Kokuyo	Hengtong Group	Neste	Schneider Electric	Norsk Hydro	Banco Santander	Exxon Mobil	Newmont Mining
Investec	LIXIL	KDDI	Vallourec	Arkhangelsk Pulp and Paper	Itaú Unibanco	GlaxoSmithKline	GlaxoSmithKline	Owens-Illinois
Nedbank	Mitsubishi	NTT Docomo	MOL	Hochtief	Itaúsa Investimentos	Hess	Owens-Illinois	Dow Chemical
Redefine Properties	Shimizu	True Corporation	Eni	Daniell & C	Miquel Y Costas	Ecorodovias..	Occidental Petroleum	Mosaic
Netcare	Sun Messe	Electric Power Dev	Royal Dutch Shell	Leonardo Finmeccanica	Bolden Group	Transportes Cavalinho	Bank of Montreal	Rogers Communications
Group Five	Taisei	Osaka Gas	Vopak	Arcadis	SSAB	Colcafe	Canadian Imperial Bank	World Wide Technology
Murray & Roberts	Toppan Printing	Kansai Electric Power	Aker BP	Philips Lighting	Tetra Pak	Tecniama	Great-West Lifeco	Capital Power
Transnet	Toto	Tokyo Electric Power	Statoil	Royal BAM Group	Glencore	Alcoholes ..Uruguay	Intria Items	Hydro One Networks
Anglo American Platinum	Doosan Heavy Industries	Korea District Heating	Galp Energia	CTT Correios de Portugal	LafargeHolcim	Braskem	Power Corporation of	TransAlta
AngloGold Ashanti	Korail Railroa.	Korea East-West	PJSC Gazprom	Ferrovial	Anglo American	Canada	Canada	Ameren
Arcelor Mittal South Africa	LG	Korea Electric Power	Gamesa	BHP Billiton	Fabriz Celulose	Power Financial Corporation	American Electric Power	Company
Gold Fields	Global Brands Manufacture	Korea South-East	Repsol	Hill & Smith	Enaex	TD Bank	BNY Mellon	Avangird
Harmony Gold Mining	APT Electronics	JCDecaux	Repsol	Marshall	Cementos Argos	Goldman Sachs	CEMEX	CMS Energy
Impala Platinum	Faratronc	Kering	Lundin Petroleum	OHL	Wells Fargo	DTE Energy	AE&S Tiete Energia	Duke Energy
Kumba Iron Ore	Goodwell	Michelin	Premier Oil	Prosegur	World Bank Group	Eversource Energy	CEPEL	Exelon
PPC	Hanghao	Renault	Tullow Oil	SAS	Magyar Telekom	Biogen	CEMIG	FirstEnergy
Sibanye Gold	Longwell	Sodexo	BNP Paribas	Mediterranean Shipping	Rio Tinto	Dival Safety Equipment	CEMIG	Los Angeles Department of
MTN Group	Pictonics	Bertelsmann	Credit Agricole	SGS	Magyar Telekom	Air Canada	Canadian National Railway	Water and Power
Shaoguan Hongda	T&W	BMW	BMW	Go-Ahead Group	BT Group	Inscapa	Interconexion Electrica	NRG Energy
Mahindra & Mahindra	Intosys	Daimler	Daimler	Linklaters	TalkTalk	Teknion	Beck Group	ORgam Technologies
Sundram Fasteners	Tech Mahindra	Puma	Puma	M&G	MetLife	Brady	Covantia Energy	PG&E
Beneesse	Canon	Volkswagen	Volkswagen	Go-Ahead Group	BT Group	Cummins	Delta Air Lines	Pinnacle West Capital
Bridgestone	Fiat Chrysler	Fiat Chrysler	Fiat Chrysler	Linklaters	TalkTalk	General Motors	General Electric	Public Service Enterprise
Futaba Industrial	Hirose Electric	Mazzucconi, For	Mazzucconi, For	Linklaters	TalkTalk	Suez	General Electric	Sempra Energy
Mazda Motor	Hitachi	Roechling Autorn	Roechling Autorn	Linklaters	TalkTalk	Superior industries	Harvard Maintenance	SMUD
Nissan Motor	NEC	Iberica De Sus.	Iberica De Sus.	Linklaters	TalkTalk	Walt Disney	Jacobs Engineering	WEC Energy
Nissan Valve	Roem	Inditex	Inditex	Linklaters	TalkTalk	Archer Daniels	Owens Corning	Xcel Energy
Toyota Tire & Rubber	Daeduck Electronics	KEA	KEA	Linklaters	TalkTalk	Campbell Soup	Parker-Hannifin	Westfarmers
Yamaha Motor	Samsung	Comp. Financiere Richemont	Comp. Financiere Richemont	Linklaters	TalkTalk	Stanley Black & Decker	Tennant Company	Woodwards
Coway	AU Optronics	Aroclik	Aroclik	Linklaters	TalkTalk	Tennant Company	United Continental	Woodside Petroleum
Hankook Tire	Darfon Electronics	Vestel Elektronik	Vestel Elektronik	Linklaters	TalkTalk	United Continental	United Technologies	AMP
LG Electronics	Delta Electronics	Crest Nicholson	Crest Nicholson	Linklaters	TalkTalk	Waste Management	Wisconsin Energy	GPT
KAO	Taiwan Semi-conductor Man.	Domino's Pizza	Domino's Pizza	Linklaters	TalkTalk	Wisconsin Energy	Conservation	Insurance Australia
Lawson	Well Shin Technology	Jaguar Land Rover	Jaguar Land Rover	Linklaters	TalkTalk	Conservation	Investa Office Fund	National Australia Bank
CJ Cheiljedang	Zhen Ding Techn.	Liberty Global	Liberty Global	Linklaters	TalkTalk	Investa Office Fund	National Australia Bank	Platinum Asset Management
Pulmuone	Delta Electronic	Marks and Spencer	Marks and Spencer	Linklaters	TalkTalk	National Australia Bank	Alphabet	Stockland
Essar Oil	Ming Fai	Mindshare	Mindshare	Linklaters	TalkTalk	Alphabet	Amphenol	Westpac Banking
PTT	ACC	N Brown Group	N Brown Group	Linklaters	TalkTalk	Amphenol	Aodeks	Fisher & Paykel Healthcare
Swire Pacific	Ambuja Cements	RELX Group	RELX Group	Linklaters	TalkTalk	Aodeks	Coming Incorporated	Cleanaway Waste
Dallo Trust Constr	Dalimia Bharat	Sky	Sky	Linklaters	TalkTalk	Coming Incorporated	Microchip Technology	Management
Mizuho Financial Grp	Gulshan Polyols	WPP Group	WPP Group	Linklaters	TalkTalk	Microchip Technology	Inter Pipeline	Incitec Pivot
Nomura	JSW Steel	Carlsberg Breweries	Carlsberg Breweries	Linklaters	TalkTalk	Inter Pipeline	Keyera	South32
Sumitomo Mitsui Trst	Tata Chemicals	Carrefour	Carrefour	Linklaters	TalkTalk	Keyera	Catalyst Paper	Spark New Zealand
Tokyo Marine Holdings	Tata Steel	Danone	Danone	Linklaters	TalkTalk	Catalyst Paper	HudBay Minerals	
Ayala Land	Denika	Workspace Group	Workspace Group	Linklaters	TalkTalk	HudBay Minerals	Resolute Forest Products	
KB Financial Group	Hitachi Chemical	Lundbeck	Lundbeck	Linklaters	TalkTalk	Resolute Forest Products		
Mindray Medical	JSR	Novartis	Novartis	Linklaters	TalkTalk			
Alps Pharmaceutical	Mitsui Chemicals	Amnest	Amnest	Linklaters	TalkTalk			
Astellas Pharma	Sumitomo Chemical	Nuffield Health	Nuffield Health	Linklaters	TalkTalk			
Daiichi Sankyo	Toyo In	Spire Healthcare	Spire Healthcare	Linklaters	TalkTalk			
Hangzhou Greatstar	Ube Industries	Nestle	Nestle	Linklaters	TalkTalk			

CDP (2018), Commit to Putting a Price on Carbon. <https://www.cdp.net/en/campaigns/commit-to-action/price-on-carbon>

Ex'tax principles



Higher tax on natural resource
use & pollution



Lower tax burden on labour
& increase (social) spending

Growth based on
human capital
instead of
natural resources

“Tax pollution, not people”

- UN Secretary-General Antonio Guterres

Reuters (2019), 'Tax pollution, not people, says UN chief on Pacific visit'.
<https://uk.reuters.com/video/2019/05/13/tax-pollution-not-people-says-un-chief-o7rpc=401&videoid=549359664&feedType=VideoRSS&feedName=LatestVideosUK&rpc=401&videoChannel=117763>

We invite you to join us

The Ex'tax Project
Femke Groothuis
The Ex'tax Project
www.ex-tax.com

Initiative fir Nohaltegkeet INFINO, Association sans but lucratif, 18, rue Léon Laval L-3372 Leudelage

Titre I^{er}: Création et Dénomination

Art. 1^{er}. Par décision de l'assemblée constituante du 6 juin 2019, il a été créé une association sans but lucratif appelée « *Initiative Fir Nohaltegkeet INFINO* », ci-après dénommée « l'association ». Elle est constituée pour une durée illimitée.

Art. 2. L'association est régie par la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, telle que modifiée par la suite ainsi que par les présents statuts.
Tous les points non prévus par les présents statuts seront régis par les dispositions de la loi en vigueur.

Art. 3. Le siège social de l'association est situé à Leudelage, 18,rue Léon Laval.

Titre II: Objet de l'association

Art. 4. L'association a pour mission de promouvoir le développement durable du Grand-Duché de Luxembourg

notamment

- en impulsant des innovations en faveur du développement durable
- en réalisant des projets dans ce domaine comme par exemple des campagnes de sensibilisation, des appel à projets, des mises en réseau de différents acteurs
- en animant des plateformes de discussion, des projets de recherche
- en soutenant le Conseil Supérieur pour un Développement durable (Nohaltegkeetsrot) dans l'implémentation de ses idées et initiatives.

Les activités de – l'association s'orientent à la politique gouvernementale en vigueur dans le domaine du développement durable, comme par exemple le Plan National pour un Développement durable.

Le fonctionnement interne de l'association est précisé par un règlement d'ordre intérieur.

Art. 5. L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

Art. 6. L'association peut se doter de personnel et se faire assister par des experts ainsi qu'avoir recours à tout autre moyen pour réaliser son objet.

Art.7. L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre.

Titre III : Organisation et fonctionnement

Art.8. L'association se compose de deux sortes de membres, les membres effectifs et les membres adhérents.

Peut être candidat pour devenir membre effectif de l'association toute personne physique ayant été ou étant membre du Conseil Supérieur pour un développement durable, ainsi que toute personne physique adhérent aux présents statuts, et prête à contribuer à la réalisation de la mission de l'association telle que définie par l'article 4 ..

Peut être candidat pour devenir membre adhérent toute personne morale prête à soutenir la mission de l'association.

Les candidats pour devenir membre effectif ou membre adhérent introduisent par écrit leur candidature auprès du président de l'association

Le Conseil d'Administration décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour lesquels l'adhésion aura le cas échéant, été refusée

Le règlement d'ordre intérieur guide le Conseil d'administration dans la prise de ses décisions.

Art. 9. Tous les membres effectifs jouissent des droits et des avantages prévus par la loi sur les associations sans but lucratif. Leur nombre est illimité, sans pouvoir être inférieur à cinq. Les droits et devoirs des membres adhérents sont fixés par règlement d'ordre intérieur. La qualité de membre effectif ou de membre adhérent est confirmée par le paiement de la cotisation annuelle et l'adhésion aux statuts de l'association.

Art. 10. L'association peut avoir des partenaires qui lui apportent leur appui matériel ou moral. De même elle peut avoir recours à des experts.

Art. 11. La qualité de membre de l'association se perd par démission ou par exclusion. Est réputé démissionnaire le membre qui, dans un délai de trois mois et après avoir été averti par le président, ne paie pas sa cotisation

Le conseil d'administration, statuant à la majorité des deux tiers des voix présents, peut proposer à l'assemblée générale l'exclusion de tout membre effectif ou adhérent qui, par son fait ou sa faute ne respectent pas les statuts ou les règlements de l'association ou porte gravement atteinte aux intérêts ou à la réputation de l'association. Avant toute décision du conseil d'administration, puis de l'assemblée générale, le membre concerné doit être informé par lettre recommandée de la mesure envisagée à son encontre et des motifs la justifiant et avoir eu, s'il en exprime le souhait, l'occasion de s'expliquer y relativement.

Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées.

Art. 12. La cotisation annuelle pour les membres est fixée par l'assemblée générale. Elle est à payer au cours du premier trimestre. Le montant maximum de la cotisation est de 100 euros. Seuls les membres effectifs ayant réglé leur cotisation avant la date de l'assemblée générale annuelle peuvent prendre part aux votes.

Art. 13. L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration une fois par an et chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres effectifs le demandent par écrit.

Les convocations indiquant la date, l'heure et le lieu auxquels se tiendra l'assemblée générale seront envoyées par lettre ou par courriel au moins quinze jours calendaires avant la date de l'assemblée générale à tous les membres de l'association.

Seuls les membres effectifs ont le droit de vote à l'assemblée générale.

Les membres adhérents peuvent assister à l'assemblée générale, sans avoir le droit de vote. L'ordre du jour de l'assemblée générale est proposé par le conseil d'administration et joint aux convocations. Des propositions d'ajout à l'ordre du jour doivent être introduites huit jours avant la date de l'assemblée générale auprès du président. L'ordre du jour définitif est arrêté par l'assemblée générale en début de séance.

Chaque membre effectif ne peut détenir que deux procurations.

Art. 14. Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire notamment pour les objets suivants :

1. la modification des statuts,
2. la nomination et la révocation des administrateurs,
3. l'approbation des budgets et des comptes,
4. l'octroi de la décharge aux administrateurs,
5. la dissolution de l'association,
6. la fixation de la cotisation annuelle,
7. le recours sur les décisions d'exclusion d'un membre,
8. la désignation des réviseurs des comptes,
9. l'approbation du règlement d'ordre intérieur ou des modifications apportées à celui-ci,
10. l'exclusion de membres.

Art. 15. Les résolutions de l'assemblée sont prises à la majorité des voix des membres effectifs présents ou valablement représentés, sous réserve des points où la loi ou les statuts prévoient une majorité spéciale.

L'exclusion d'un membre ne peut être décidée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres effectifs présents ou représentés.

Les résolutions de l'assemblée générale sont portées à la connaissance des membres par simple lettre ou par courriel et à la connaissance des tiers, selon besoin, par des moyens appropriés.

Art. 16. L'association est gérée par un conseil d'administration (CA) composé de 5 membres au moins et 7 membres au maximum. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale par vote secret statuant à la majorité simple des voix des membres effectifs présents ou valablement représentés.

Les mandats des administrateurs sont honorifiques et ne donnent droit à aucune rémunération. Les candidatures ou propositions doivent être introduites auprès du président, par écrit ou oralement, avant l'assemblée générale ou en cours de séance après avoir reçu la qualité de membre effectif.

Art. 17. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président, deux vice-présidents (), un trésorier et un secrétaire. Il peut s'adjoindre un ou plusieurs conseillers à voix consultative.

Art 18. La durée du mandat de chaque administrateur est de trois ans.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour quelque cause que ce soit, il est procédé à une cooptation par les membres du conseil d'administration qui sera à valider par l'assemblée générale suivante.

Un administrateur coopté n'a pas de droit de vote au sein du conseil d'administration jusqu'à la confirmation de son mandat par l'assemblée générale.

Art.19. Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an. Il est convoqué par le Président ou à la demande du tiers de ses membres. Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui doit être donné par écrit, étant admis. Un administrateur présent peut représenter au plus un seul de ses collègues.

Sauf stipulation spéciale de la loi ou des présents statuts, les décisions du conseil d'administration sont prises autant que possible par consensus. Quand il n'y a pas de consensus, les décisions sont prises à la majorité simple.

Art. 20. Le conseil d'administration (CA) est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'association et faire ou autoriser tous les actes et opérations, autres que ceux réservés à l'assemblée générale. En outre il a le droit de

1. représenter l'association vis-à-vis des tiers,
2. convoquer l'assemblée générale annuelle,
3. dresser le rapport annuel d'activités à soumettre à l'assemblée générale,
4. veiller à la bonne exécution des décisions de l'assemblée générale,
5. recruter le personnel nécessaire au fonctionnement de l'association
6. ratifier les conventions avec les divers partenaires dans le cadre des objectifs de l'association.

Art. 21. L'association est valablement engagée à l'égard des tiers par le CA.

Par délégation, le président du CA peut par sa signature engager l'association. En cas d'empêchement du président du CA, l'association peut être valablement engagée par la signature d'un vice-président

Le CA confie au président la charge de la gestion journalière de l'association.

Il est chargé de préparer les décisions à prendre au CA et de soumettre au CA le rapport d'activités annuel de l'association.

Le président assure les relations entre l'association et le Conseil Supérieur pour un Développement Durable.

Des tâches de gestion et de fonctionnement peuvent être déléguées à une tierce personne par le CA de l'association.

Titre IV: Dispositions financières et comptables

Art. 22. Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale désigne annuellement deux réviseurs de compte qui auront pour mission de contrôler la comptabilité de l'association et de présenter un rapport afférent à l'assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'exercice.

Art. 23. Les ressources de l'association peuvent comprendre

1. les cotisations des membres,
2. les recettes propres provenant des activités rentrant dans l'objet social de l'association
3. des emprunts,
4. des dons et les legs,
5. les subventions de l'Etat,
6. les subventions de l'Union Européenne.

L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Art. 24. Les mandats de paiement supérieurs à un montant de 3000€ sont signés par le président et le trésorier. Pour les mandats de paiement inférieurs à cette somme, une seule de ces deux signatures est requise.

Le règlement d'ordre intérieur définit les délégations de de pouvoir et de signature qui pour chaque cas doivent être validées par le CA.

Art. 25. Le patrimoine de l'association répond seul des engagements contractés en son nom, sans qu'aucun de ses membres ne contracte un engagement personnel.

La responsabilité des administrateurs se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et aux fautes éventuelles commises dans leur gestion.

Titre V: Dissolution, liquidation

Titre V: Dissolution, liquidation

Art. 26. L'association est dissoute par décision de l'assemblée générale statuant à la majorité prévue par les dispositions légales. L'assemblée devra approuver le bilan définitif de clôture.

Art. 27. En cas de dissolution, le conseil d'administration fera fonction de liquidateur. Les liquidateurs donneront aux biens de l'association la destination qui se rapprochera autant que possible de l'objet en vue duquel l'association avait été créée.

B. ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

L'assemblée constituante a eu lieu à Luxembourg, le 6 juin 2019.

Les membres fondateurs sont :

- Xavier Blouin, directeur secteur bancaire, Luxembourg, nationalité luxembourgeoise
- Marieke Kremers, cheffe d'entreprise, Gonderange, nationalité hollandaise
- Marguy Kohnen, conseillère, Bertrange, nationalité luxembourgeoise
- Claudine Lorang, conseillère, Rollingen, nationalité luxembourgeoise
- Francisca Rocha, directrice de lycée, nationalité luxembourgeoise
- Hedda Pahlson-Moller, cheffe d'entreprise, Luxembourg, nationalité luxembourgeoise
- Romain Poulles, chef d'entreprise, Kehlen, nationalité luxembourgeoise
- Raymond Schadeck, administrateur indépendant, Mondorf-les-Bains, nationalité luxembourgeoise
- Francis Schartz, retraité, Warken, nationalité luxembourgeoise
- Norry Schneider, coordinateur ONG, Manternach, nationalité luxembourgeoise
- Jean Stoll, ingénieur agronome, Erpeldange, nationalité luxembourgeoise
- Raymond Weber, retraité, Bech-Kleinmacher, nationalité luxembourgeoise